

هناك امن النصح

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 18018 - 7 F

SAMEDI 27 JUILLET 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

« Séries noires en série »

3. Henri Raczymow

Une nouvelle de 52 pages

## Les Jeux d'Atlanta

Les reportages de nos envoyés spéciaux pages 11 à 14

La Hongroise Krisztina Egervári remporte son troisième titre olympique du 200 m dos

Lilia Podkopaieva, médaille d'or du concours général de gymnastique. L'Amérique en a pleuré de dépit

L'Italien Andrea Collinelli gagne couché la poursuite olympique

## La médaille du plaisir



MARIE-CLAIRE RESTOUX

VAINQUEUR de la Coréenne Hyun Sook-Hee, en finale des moins de 52 kg, Marie-Claire Restoux n'a jamais douté. Convaincue que le judo est affaire de plaisir plutôt que de souffrance, elle a vécu sans s'écarter l'aventure d'une remplaçante promue au premier rôle.

## Opéra à Savonlinna

EDIFIÉ au XV<sup>e</sup> siècle sur l'un des innombrables lacs qui parsèment les forêts finlandaises, la forteresse d'Olivinlinna abrite depuis 1912 le Festival d'opéra de Savonlinna. Chaque été, soixante mille mélomanes du monde entier viennent y assister à des représentations dont la qualité musicale repose sur un travail d'équipe à l'ancienne. Tommi Häuser, de Richard Wagner, Mucchi, de Giuseppe Verdi, partagent l'affiche, cette année avec Le Palais, du compositeur finlandais Aulis Sallinen. Loïn de se contenter des tubes du répertoire, ce festival maintient vivant l'art lyrique.

Lire page 22

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 DKK; Espagne, 220 Ptas; Grèce, 120 Dr; Hongrie, 200 HUF; Italie, 2.000 L; Japon, 1.000 ¥; Royaume-Uni, 46 P; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3,60 F; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 20 Kčs; Suède, 10 Sk; Suisse, 3,70 F; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,80 \$.

M 0147-0727-7.00 F

## La Grande-Bretagne fait un choix européen pour renouveler sa panoplie de missiles

Grâce à son alliance avec British Aerospace, Matra espère conquérir Thomson-CSF

APRÈS bien des débats internes, la Grande-Bretagne a décidé, jeudi 25 juillet, d'inscrire dans sa panoplie de défense un missile de croisière qui sera conçu par un nouveau groupe industriel, British Aerospace Dynamics, issu de la fusion des divisions spécialisées de British Aerospace et de Matra. Il s'agit là d'un choix européen, puisque l'Allemagne est, depuis 1994, associée à la France sur le programme Apache, auquel sera dévolu le missile de croisière britannique.

La décision de Londres est donc à la fois politique, militaire et industrielle. Elle est d'autant plus importante qu'elle survient quelques jours après que le Royaume-Uni a annoncé son ralliement à un projet d'agence européenne de l'armement, qui est une création franco-allemande au départ et dont l'objectif immédiat est de fabriquer désormais à trois un blindé d'appui de l'infanterie à plusieurs milliers d'exemplaires.

Par la même occasion, les Britanniques ont annoncé des commandes d'avions de patrouille maritime et le lancement d'un programme de missile anti-chars,



au bénéfice de constructeurs britanniques. Ecartant des offres américaines, comme pour le missile de croisière, Londres a considéré que c'était le meilleur moyen pour maintenir l'emploi en Grande-Bretagne.

En saluant la naissance d'un « *axe fort* » franco-britannique dans le domaine de la défense, le président de Matra, Jean-Luc Lagardère, a estimé que cette communauté de vues de part et d'autre de la Manche peut lui permettre de marquer un point dans la compétition qui oppose son groupe à Alcatel-Alsthom pour la reprise des activités de Thomson.

Selon M. Lagardère, British Aerospace pourrait être l'un des alliés de Matra, avec la DASA allemande, dans une opération qui lui permettrait de constituer - à partir de Thomson-CSF - une société française dont il détiendrait 66 % et au sein de laquelle seraient créées des filiales à 50/50 sur le modèle de ce qui va se faire avec British Aerospace Dynamics pour le missile.

Lire pages 3 et 15 et notre éditorial page 9

## L'OMS récupère l'héritage des guérisseurs africains

L'OCCIDENT doit-il faire la promotion des matrones accoucheuses, charismes, devins et autres « tradi-praticiens » ? Le docteur Hiroshi Nakajima, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et Federico Mayor, directeur général de l'Unesco, le pensent. Dans l'éditorial du dernier numéro de *Santé du monde*, le magazine de l'OMS, ils affirment que ces thérapeutes ont engrangé « un riche savoir empirique » et constituent aujourd'hui « un patrimoine que nous devons savoir reconnaître et conserver dans la mesure où il fait partie de l'héritage culturel et scientifique commun de l'humanité ».

« Loin de se résumer à des expériences intimes, la procréation, la naissance, le sevrage, la sexualité, la mort, la maladie et la souffrance sont inséparables de leur dimension sociale », précisent MM. Nakajima et Mayor, qui appellent de leurs vœux « la coopération des membres respectés de la collectivité qui sont souvent les guérisseurs traditionnels et les accoucheuses ». Le temps de l'obscurantisme serait ainsi paradoxalement révolu : la médecine occidentale, de plus en plus coûteuse, devrait désormais tenir compte de pratiques ancestrales transmises de génération en génération dans

les pays du tiers-monde, singulièrement en Afrique. L'intérêt de l'OMS pour la médecine traditionnelle date de 1977. A l'époque, vingt-quatre centres chargés de la promotion et du développement de ces pratiques thérapeutiques coutumières sont répartis à travers le monde. Les pays riches succombent à la tentation. « Au cours des dix dernières années, fait-on valoir auprès de l'OMS, on a assisté dans les pays industrialisés à un regain d'intérêt pour la médecine traditionnelle et les médecines parallèles ».

Le Congrès américain a même permis la création d'un « Bureau des médecines parallèles » dans les locaux des prestigieux Instituts nationaux de la santé. Une enquête réalisée aux Etats-Unis a conclu qu'« environ un tiers de la population avait recours, au moins partiellement, à des formes de traitement différentes, qu'il s'agisse de plantes médicinales, d'acupuncture, de chiropraxie ou d'homéopathie ». En Hollande et en Belgique, on estime à 60 % la proportion des personnes qui accepteraient un relèvement de leurs cotisations d'assurance-maladie afin de pouvoir bénéficier de ces thérapeutiques non conventionnelles.

Bien qu'il existe très peu de données rela-

tives à son efficacité et à son innocuité, l'usage des plantes médicinales connaît aujourd'hui un succès croissant à travers le monde. En Chine, le marché annuel de l'herboristerie s'élève à plus de 2,4 milliards de dollars (environ 12 milliards de francs). Selon l'OMS, la consommation de ces substances en Amérique du Nord a un taux de croissance soutenu. En Europe, cette progression varie de 5 % à 22 % selon les pays. L'acupuncture est pratiquée par plus de 20 millions de personnes sur le Vieux Continent, qui compte environ 90 000 acupuncteurs - dont 62 000 sont docteurs en médecine - et 242 établissements de formation ad hoc. Utilisée pour l'analgésie lors d'interventions chirurgicales ou dans le traitement de la douleur chronique aiguë, l'acupuncture est pratiquée dans 90 % des centres anti-douleur du Royaume-Uni et dans 77 % de ceux d'Allemagne. Dans le sillage de l'acupuncture, des rites que l'on tient pour être bon marché et qui, il y a peu de temps encore, relevaient de la sorcellerie - consommation de serpents et de vers blancs - vont-ils obtenir droit de cité en Occident ?

Laurence Folléa

## Les impasses de la réduction du temps de travail

UNE MALÉDICTION semble s'acharner sur la réduction du temps de travail. Plus on l'évoque comme une solution susceptible de résoudre la question de l'emploi, moins l'issue paraît s'imposer, des difficultés nouvelles surgissant à chaque fois sur le chemin qui devrait mener à l'objectif.

Après tant d'autres, le président de la République vient de faire l'expérience de cette situation embarrassante. Plein de bonnes intentions, il avait annoncé le 31 décembre, en présentant ses vœux, que 1996 serait l'année de la réduction du temps de travail. Le 14 juillet encore, au cours de son traditionnel entretien télévisé, Jacques Chirac continuait de faire part de sa conviction en la matière et assurait ne pas désespérer d'aboutir. Le gouvernement avait dû auparavant accorder un répit supplémentaire aux partenaires sociaux, réunis à Matignon pour le sommet social du 8 juillet.

En vu des résultats obtenus par la voie contractuelle, assez peu convaincants, Alain Juppé préférait remettre à l'automne l'examen du bilan des négociations. Le premier ministre, qui avait à l'origine imaginé d'intervenir par la voie législative, et les choses n'allaient pas assez

vite, accordait ainsi du temps au temps. Certes, la décision était justifiée mais elle ne fera que reculer les échéances. Sur les cent vingt-huit branches professionnelles de plus de 10 000 salariés qui auraient pu s'engager dans cette voie, sur la recommandation de l'accord interprofessionnel du 31 octobre 1995, douze seulement avaient alors conclu et soixante-huit pouvaient espérer y parvenir tôt ou tard. Globalement, le contenu qualitatif de ces accords

laissait perplexe, la contrepartie en emplois étant moins la préoccupation des représentants patronaux que l'aménagement du temps de travail. D'où le mécontentement de la CFTD à l'égard de la puissante fédération UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), qui donne souvent le ton.

Quand la malchance se répète ainsi, il faut sans doute y voir plus qu'une coïncidence. Depuis une quinzaine d'années maintenant, le

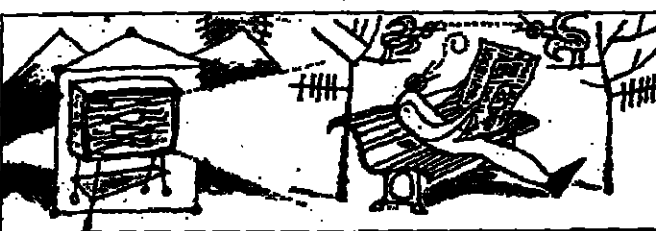
thème de la réduction du temps de travail fait partie de ces sujets qui occupent régulièrement le devant de la scène sociale. Chaque camp se baigne à coups de sondages, plutôt favorables, ou de données d'experts, souvent contradictoires, puis la fièvre retombe. Au bout du compte, rien ne se fait, comme si le précédent de 1982 et du passage de 40 à 39 heures hebdomadaires, lui-même si peu concluant à l'époque, interdisait toute nouvelle expérimentation. Un tel constat autorise un spécialiste comme Bernard Brunhes, ancien conseiller de Pierre Mauroy, quand il se laisse aller à la provocation, à affirmer que, « si, depuis le temps, nous n'avons pas avancé, c'est que les gens n'en veulent pas ».

Pour péremptoire et outrancier que soit le propos, il s'explique par les ambiguïtés d'un dossier complexe à souhait. Chacune des parties en cause ne poursuit pas les mêmes objectifs et ne donne pas le même sens aux termes employés. Pk, plusieurs préalables pèsent, qui ne sont pas tous abordés clairement.

Alain Lebaube

Lire la suite page 9

## Douloureux après-guerre à Sarajevo



LES AMOUREUX chuchotent aux sources de la rivière Bosna. Le vendeur de barbes à papa du parc Vrelo Bosne n'a pas le temps de chômer. A Sarajevo, la guerre est finie, mais la ville, sous la vie retrouvée, déprime. Les solidarités de la capitale bombardée se sont estompées. Un fossé se creuse entre civils et combattants, citadins et réfugiés, riches et pauvres. Certains rêvent de bâtir une « société magique ». Lire page 8

## Des nouvelles de Proust

« SÉRIES NOIRES en série » : chaque vendredi (daté samedi), jusqu'au 23 août, *Le Monde* offre à ses lecteurs des nouvelles inédites, en collaboration avec Gallimard. Après que Daniel Pennac se fut installé (*Le Monde* du 13 juillet) dans l'univers new-yorkais de Jerome Charyn et que ce dernier lui eut rendu la pareille à Belleville (*Le Monde* du 20 juillet), Henri Raczymow nous emmène sur les bords de la Méditerranée, *Villa Mirasol*, aux abords de Marguerite, proustienne, son héroïne à petites culottes rouges quand elle ne se promène pas toute nue.

## Nationalisation du Crédit foncier

Faute de repreneur, l'Etat a décidé de nationaliser le Crédit foncier. La Caisse des dépôts sert de relais et lance une OPA. p. 26

## Coup d'Etat au Burundi

L'armée burundaise, à dominante tutsie, a repris le pouvoir à Bujumbura. p. 2 et un point de vue p. 10

## Prisons mortelles en Turquie

Les défenseurs des droits de l'homme demandent au gouvernement turc de satisfaire les revendications des grévistes de la faim, dont six sont morts en prison. p. 4

## Les silences du Boeing

Les pilotes du Boeing de la TWA n'ont décelé aucune anomalie avant l'explosion de l'appareil, selon les premières indications des « boîtes noires ». p. 26

## Les ennuis de la famille Tiberi

Le juge Halphen devait transmettre au procureur de Créteil des documents concernant M<sup>me</sup> Tiberi. p. 7

## Violences sexuelles

La délinquance sexuelle a augmenté de 40 % entre 1984 et 1993. p. 6

International	2	Carnet	18
France	5	Aujourd'hui	19
Société	6	Jour	20
Horaires	8	Abonnements	21
Les Jeux d'Atlanta	11	Météorologie	21
Entreprises	15	Culture	22
Finances/marchés	16	Radio-Télévision	25



مكافأة الفضل

## INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 27 JUILLET 1996

**AFRIQUE** Le major Pierre Buyoya, que l'armée, à dominante tutsi, a de nouveau porté au pouvoir, jeudi 25 juillet au Burundi, s'est engagé, dans une déclaration radio-

diffusée, à « faire la paix » et a demandé à la communauté internationale de « comprendre le sens » de son « action », qui est « le sauvetage d'un peuple en détresse ».

● L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au sein de laquelle les représentants de la communauté hutu détenaient 80 % des sièges, a été suspendue « jusqu'à nouvel ordre » ainsi que

les partis politiques. Les frontières terrestres et l'aéroport de Bujumbura ont été fermés. ● LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE a, dans son ensemble, condamné le coup

d'Etat, que l'Organisation de l'unité africaine a qualifié d'« illégalité inacceptable » tandis que les États-Unis exprimaient leur « très forte préoccupation ».

# Pierre Buyoya, le nouvel homme fort du Burundi, promet de ramener la paix

La communauté internationale condamne le coup d'Etat qui a de nouveau porté au pouvoir, jeudi 25 juillet à Bujumbura, le major Pierre Buyoya. Ce militaire tutsi avait déjà dirigé le pays de 1987 à 1993

**NAIROBI**  
de notre correspondant  
en Afrique de l'Est

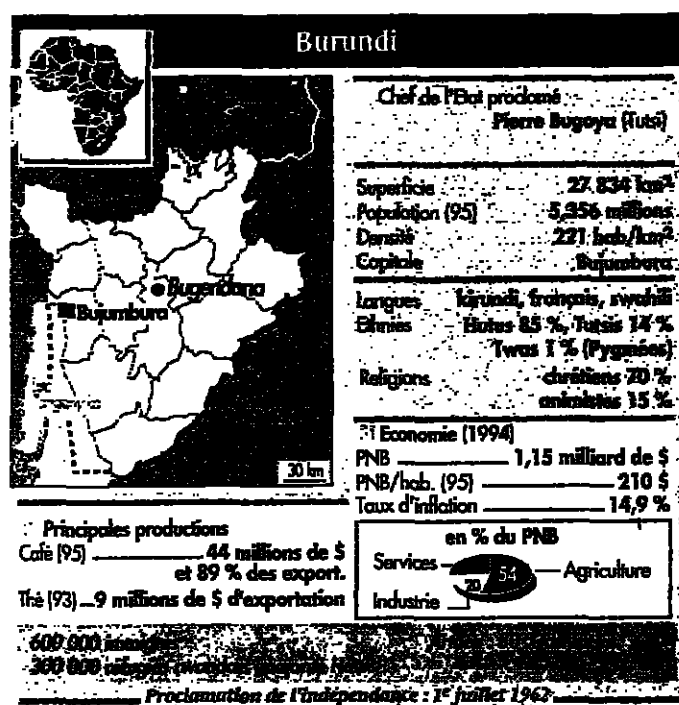
Après avoir vainement attendu la démission du président Sylvestre Ntibantunganya, réfugié depuis deux jours à l'ambassade américaine, après avoir demandé sans succès à plusieurs hommes politiques hutus, proches de l'opposition tutsi, d'accepter de prendre sa succession, l'armée burundaise a finalement décidé de passer à l'acte, d'assumer un coup d'Etat. Prenant acte de la « démission de fait » du président de la République, « constatant le désordre politique » et « l'impuissance des institutions », le ministre de la défense a annoncé, jeudi 25 juillet, à la mi-journée, dans un communiqué, qu'après « consultation d'un collège de personnes intègres et de patriotes convaincus, un consensus s'est dégagé sur la personne de Pierre Buyoya », qui aura la mission « d'organiser un vrai débat national en vue du redémarrage du processus démocratique ». Les partis politiques et l'Assemblée nationale au sein de laquelle le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), parti hutu vainqueur des élections de 1993, détenait 80 % des sièges, sont suspendus « jusqu'à nouvel ordre ». Comme sont interdites les manifestations et les grèves.

Jeudi, dans la matinée, une vive tension régnait à Bujumbura où manifestaient des partisans de l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza renversé, en 1987, par le major Buyoya. Ils scandaient des slogans hostiles au président Ntibantunganya, mais aussi à son successeur proclamé. Pour les contents, les soldats avaient érigé plusieurs barrières routières. Les rues se vidaient

peu avant l'annonce officielle du coup d'Etat et le calme retombait sur la capitale, à tel point que certains se demandent si les partisans de MM. Bagaza et Buyoya ne sont pas entendus pour instaurer une trêve.

Au cours d'une intervention radiodiffusée dans la soirée, le nouveau président s'est voulu rassurant. Il a indiqué que ses priorités seraient de faire cesser les massacres et de « faire la paix ». Il a aussi défendu le coup d'Etat devant la communauté internationale, expliquant que le putsch n'était pas « un changement de régime par ambition de pouvoir ou autre chose, mais une action de sauvetage d'un peuple en détresse ». Ces propos modérés peuvent avoir soulagé nombre de gouvernements occidentaux qui redoutent que le Burundi ne bascule dans un génocide à l'instar du Rwanda en 1994, mais qui, dans le même temps, rechignent à intervenir pour l'empêcher.

Il est à craindre cependant que ce coup d'Etat, qui signe la mort du « processus d'Arusha » qui prévoyait l'envoi de troupes étrangères sur place, ne relance les affrontements entre soldats réguliers et rebelles hutus et ne provoque de nouvelles tueries. Le porte-parole de l'Etat-major, le colonel Longin Minani, a déclaré que l'armée ne craignait pas un regain des opérations de la guérilla hutu, car elle était prête à la combattre. Mais, compte tenu de l'ampleur de cette rébellion, active sur toute l'étendue du territoire, par elle-même impuissante à l'empêcher, elle s'efforcera d'obtenir un important effort de guerre, difficile à soutenir si le Burundi est l'objet de sanctions économiques.



Le ministre burundais des affaires étrangères, réfugié à l'ambassade d'Allemagne comme plusieurs autres responsables du Frodebu, a déclaré qu'il n'acceptait pas un gouvernement issu d'un coup de force, et a appelé ses compatriotes à se battre pour la démocratie et les droits de l'homme. Le président du Frodebu, Jean Minani, a, pour sa part, évoqué une campagne de désobéissance civile généralisée dans la population, au cas où la communauté internationale refuserait de sanctionner les putschistes.

« Nous ne sommes pas surpris par

ce coup d'Etat », a déclaré, dans un communiqué, le porte-parole du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), mouvement hutu dont la branche armée, les Forces pour la défense de la démocratie (FDD), mène depuis deux ans, une guérilla de plus en plus populaire dans le pays. « Pour nous, le putsch était déjà là, depuis la Convention du gouvernement de septembre 1994 qui consacrait la victoire des putschistes », répliquent les délégués de l'Assemblée nationale Melchior Ndadaye en octobre 1993. « L'armée burundaise reste putschiste, mono-ethnique et rebelle à

la démocratie », a conclu Jérôme Ndiho. Elle installe à la tête du pays un homme qui a été désavoué par la population burundaise aux élections pluripartites de 1993 ».

La démocratie, a conclu Jérôme Ndiho. Elle installe à la tête du pays un homme qui a été désavoué par la population burundaise aux élections pluripartites de 1993 ».

**APPEL AU CALME**  
A Bujumbura, d'où la plupart des Hutus ont été chassés au cours de ces trois ans de crise, la communauté tutsi se dit satisfaite du renversement du président hutu. Mais elle reste divisée quant au choix, par les militaires, du major Buyoya. Les plus extrémistes lui reprochent de les avoir « trahis » en introduisant le multipartisme, ce qui a amené, en 1993, les Hutus (qui composent 85 % de la population) au pouvoir, pour la première fois depuis l'indépendance.

Dans les collines de l'arrière-pays, où vit la majorité de la communauté hutu, on ignore encore les réactions de la population. Les rebelles hutus des FDD, très présents sur le terrain, ont appelé leurs partisans au calme. Des massacres de milliers de civils tutsis, comme lors de la tentative de coup d'Etat de 1993, sont peu probables pour la raison essentielle qu'après les massacres de 1993, les familles tutsies se sont regroupées dans des camps de déplacés, sous la protection de soldats. Rares sont celles qui sont retournées dans les campagnes où, en temps de crise, elles sont très exposées à la violence de leurs voisins hutus.

Cette nouvelle répartition géographique des deux ethnies - Tutsis dans les villes et les localités, Hutus dans les collines - évitera sans doute un génocide « à la rwan-

daise » qui avait fait plus de 500 000 morts en trois mois. Toutefois, après la récente tuerie de Bujumbura, les insurgés hutus ont prouvé, de manière horrible, qu'ils étaient désormais capables de s'attaquer à un camp de déplacés gardé par des militaires.

Au-delà du discours modéré du major Buyoya, les putschistes ont sans aucun doute la ferme intention d'écraser la guérilla, brusquement rémotivée par le coup d'Etat qui a balayé les dernières institutions issues des élections pluripartites de juin 1993. Il faut donc s'attendre à une recrudescence des attaques rebelles et en retour, et à celle de représailles de plus en plus implacables de l'armée dans la population civile, soupçonnée à tort ou à raison de soutenir les maquisards.

Ce scénario pessimiste qui verrait le Burundi s'abîmer dans la guerre et dans un « génocide au compte-gouttes », conduirait les pays donateurs à financer l'accueil de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés hutus dans la région des Grands Lacs, qui en compte déjà deux millions.

Jean Héline

■ **RWANDA** : plus d'une centaine de personnes, dont de nombreux civils, ont été tuées par l'armée, entre le 5 et le 13 juillet, lors d'opérations contre les rebelles hutus, a indiqué, jeudi 25 juillet, à Nairobi, le bureau du haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme au Rwanda. Selon ces mêmes sources, ces opérations ont été menées dans les préfectures de Gisenyi et de Rubengori, dans le nord-ouest du pays. (AFP, Reuters)

### D'un massacre à un putsch

La situation au Burundi, où l'ancien chef de l'Etat, Pierre Buyoya, a été proclamé, jeudi 25 juillet, président par intérim, s'était peu à peu détériorée depuis une semaine.

● 20 juillet : quelque 330 Tutsis, essentiellement des femmes et des enfants, sont tués dans le camp de déplacés de Bugendana, situé dans le centre du pays, lors d'un massacre attribué aux rebelles hutus.

● 22 : un défilé national de sept jours est décrété. Environ 2 000 jeunes manifestent à Gitega pour protester contre le massacre de Bugendana.

● 23 : venu assister aux obsèques des victimes de la tuerie de Bugendana, le président Sylvestre Ntibantunganya, accueilli à coups de pierres, est contraint de fuir.

De retour à Bujumbura, il se réfugie dans la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis.

● 24 : l'Unité pour le progrès national (Upn), le principal parti tutsi, dénonce la convention de gouvernement de septembre 1993, sur laquelle sont fondées les institutions burundaises. Le Conseil de sécurité de l'ONU met en garde contre toute tentative de putsch.

● 25 : l'armée dément être en train de « percher un coup d'Etat » comme l'assure le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), formation à dominante hutu, à laquelle appartient M. Ntibantunganya. Plusieurs ministres trouvent refuge à l'ambassade d'Allemagne. Quelque 2 000 personnes manifestent, dans la capitale, contre le chef de l'Etat, qui se refuse à démissionner. Le premier ministre tutsi, Antoine Nduwayo, démissionne. Des barrières sont érigées dans la capitale par les forces de l'ordre. La radio nationale annonce que Pierre Buyoya, un militaire tutsi, ancien président de 1987 à 1993, est proclamé président par intérim. (AFP)



Portrait

accepté sa défaite au scrutin de 1993. Tout en conservant, il est vrai, dans les mains de la minorité tutsi - 15 % de la population - l'essentiel du pouvoir politique, militaire et économique.

LE BURUNDI est comme le vase de Sully Prudhomme : « N'y touchez pas, il est brisé ! » Du palais de verre de Manhatan à la Maison Blanche, de Paris à Nairobi, qui ne joues les prophètes de malheur au vu de ce qui se trame du côté de Bujumbura ? Mais qui, au-delà de solennelles et sévères mises en garde, s'emploie concrètement à empêcher l'irréparable ? De filchoux précédents, au Libéria et en Somalie, n'incitent guère, il est vrai, à mettre les pieds dans le borbier dans lequel semble s'enfermer inexorablement la région des Grands Lacs.

Le Rwanda et le Burundi, qui ont déjà récolté les fruits amers de l'intolérance ethnique, ont transmis le virus de la violence à toute une région qui est en train de basculer dans l'anarchie. Artificielles comme elles le sont, les frontières en Afrique n'arrêtent rien, surtout pas des mouvements de populations solidaires les uns des autres, et moins encore des mouvements de gens en armes en quête de ven-

### Avis de tempête sur les Grands Lacs

geance ou simplement en mal de rapine. Les organisations humanitaires sont aujourd'hui bien en peine de contrôler efficacement ces centaines de milliers de saute-frontières que le hasard ou la nécessité poussent vers des horizons incertains. Bien en peine aussi de repérer, dans ces foules errantes et misérables, ceux qui ne sont rien d'autre que des victimes - le plus grand nombre - et ceux qui exploitent sans vergogne leur désespoir.

#### FORMULE MIRACLE ?

Toute la partie est du Zaïre, frontalière du Burundi et du Rwanda, se transforme ainsi en une sorte de no man's land sur lequel le pouvoir central n'exerce plus guère son autorité, où gronde la révolte entre autochtones et « étrangers ». La visite qu'a rendue Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération, au maréchal Mobutu, samedi 20 juillet dans son fief de Gbadolite, avait entre autres pour but de le convaincre de s'intéresser de beaucoup plus près à ce qui se passe dans la région des Grands Lacs.

L'Afrique aux Africains ? On se-

rait tenté de souscrire à cette évidence. L'exemple du Libéria, toujours pris dans les tourments de la guerre civile, malgré l'envoi d'une force d'interposition interafricaine, plaidé en sens contraire. Mais, en Somalie, la communauté internationale, entendue au sens large du terme, n'a pas mieux réussi, sous la houlette des Etats-Unis, à faire taire les armes. Du coup, experts et diplomates cherchent une formule miracle - si toutefois elle existe - qui permettrait de dissiper les appréhensions des uns et de ménager les susceptibilités des autres.

A force de tergiversations dont elle ne peut être tenue entièrement responsable, la communauté internationale se place dans une situation qui la contraint à avaliser des faits accomplis, comme elle risque d'y être obligée aujourd'hui au Burundi. Il ne lui reste plus après coup, pour se donner bonne conscience, qu'à tenter de réparer les désastres humanitaires que provoquent ces dérives politiques. Réussira-t-elle cependant à éloigner la tempête qui menace la région des Grands Lacs.

Jacques de Barrin

### Le retour aux affaires d'un modéré

Son parcours sans faute à la tête de l'Etat avait impressionné les Burundais, à tel point que des observateurs politiques locaux se disaient convaincus que M. Buyoya n'accepterait pas de reprendre la présidence dans ces conditions, la situation étant trop « pourrie ». Aujourd'hui, sa réputation de major démocrate et intègre risque de pâtir de sa participation au putsch. Son comportement actuel justifie a posteriori la crainte qu'il inspirait à certains responsables hutus qui le soupçonnaient d'avoir été impliqué dans le coup d'Etat d'octobre 1993, la plupart des putschistes faisant partie de ses anciens collaborateurs.

Agé de quarante-six ans, né à Rutovu, dans le sud du pays, dans une famille d'agriculteurs tutsis de la région de Bururi d'où sont originaires la plupart des dirigeants tutsis du pays depuis l'indépendance, M. Buyoya, diplômé d'écoles militaires belges et françaises, renverse, le 3 septembre 1987, le président Jean-Baptiste Bagaza, entame une politique de lutte contre la corruption, lance la libéralisation économique et normalise les relations entre l'Eglise et l'Etat avant de se retirer dignement après sa défaite électorale.

#### EXSAUQUE

Aujourd'hui, il hérite d'une situation catastrophique. Après trois ans de crise, le Burundi est exsangue et miné par la guerre civile. Outre les condamnations internationales et les risques d'isolement diplomatique, le nouveau chef de l'Etat, nommé pour une « période de transition » non précisée, va devoir neutraliser son « ennemi ju-

ré », l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza (1976-87), autre putschiste issu de la même région que lui, ou bien s'entendre avec lui. Les militaires ont sans doute estimé que M. Buyoya serait plus « acceptable » par la communauté internationale que M. Bagaza, sans doute plus populaire dans la communauté tutsi, mais considéré par les milieux diplomatiques comme le chef des extrémistes tutsis.

Il n'empêche que M. Buyoya va devoir lutter contre une rébellion qui a gagné le soutien de la communauté hutu, victime des exactions de l'armée et convaincue de l'impossibilité de « partager équitablement le pouvoir avec la classe politique tutsi et ses alliés militaires ».

J. H.

### « Très forte préoccupation » des Etats-Unis

LES MILITAIRES burundais ont été unanimement condamnés pour être passés entre aux pressantes limites de la communauté internationale de « respecter la Constitution et de ne pas renverser par la force le gouvernement légitime ». Le département d'Etat américain a indiqué qu'il continuait de reconnaître comme président Sylvestre Ntibantunganya, en dépit du coup d'Etat qu'il a fermement condamné.

Cette condamnation est intervenue après une rencontre, jeudi, à Bujumbura, entre l'ambassadeur des Etats-Unis et le major Buyoya. Selon le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, l'ambassadeur américain devait de nouveau s'entretenir, vendredi, avec le nouveau dirigeant burundais afin de « lui exposer la très forte préoccupation [du gouvernement américain] ». L'émissaire spécial américain, Howard Holpe, devait se rendre, pour sa part, en Afrique orientale pour discuter de la mise sur pied d'une force régionale africaine de maintien de la paix. Selon des responsables mili-

taires américains, Washington envisagerait de mettre en place un pont aérien destiné à acheminer « plusieurs milliers » de soldats américains si la situation se détériorait.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a appelé « tous les intéressés » à maintenir la Constitution, soulignant que « la communauté internationale n'acceptera, en aucun cas, un changement par la force ». Il a réaffirmé qu'il soutiendrait la réélection urgente d'un sommet régional « pour discuter des moyens de calmer la situation ». L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a, pour sa part, qualifié le putsch d'« illégalité inacceptable ».

La France a, de son côté, proposé, jeudi, que le Conseil de sécurité de l'ONU envoie une mission au Burundi. La veille, le Quai d'Orsay avait condamné « les pressions exercées, en dehors de toute légalité, sur le chef de l'Etat ». Quant à la Belgique, elle s'est prononcée en faveur d'un retour rapide à la démocratie et au dialogue. (AFP, Reuters)

Plutôt que du ma  
choisit un m

Le commandant pour...  
l'ordre de tranches de...  
l'armée tourne le dos à...

LONDRES

Le ministre de l'Intérieur...  
l'ordre de tranches de...  
l'armée tourne le dos à...

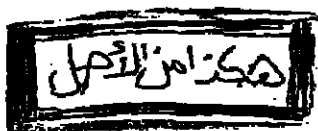
Le ministre de l'Intérieur...  
l'ordre de tranches de...  
l'armée tourne le dos à...

Une restructuration

Le ministre de l'Intérieur...  
l'ordre de tranches de...  
l'armée tourne le dos à...

Le ministre de l'Intérieur...  
l'ordre de tranches de...  
l'armée tourne le dos à...





## Plutôt que du matériel américain, le Royaume-Uni choisit un missile de croisière européen

Le mariage de Matra et de British Aerospace devient définitif

En commandant pour l'équivalent de 32 milliards de francs de nouveaux armements, Londres tourne le dos à des achats aux États-

Unis et donne - au nom de la sauvegarde de l'emploi - la priorité à l'édification d'une Europe de l'industrie de la défense. Le constructeur bri-

tannique British Aerospace sera le principal bénéficiaire de cette série de commandes. (Lire aussi notre éditorial en page 9)

LONDRES  
de notre correspondant

Le ministre britannique de la défense, Michael Portillo, a annoncé, jeudi 25 juillet, la décision de Londres de lancer trois de ses plus grosses commandes d'armement. Il s'agit du remplacement des vieux avions de patrouille maritime Nimrod MR2 et de l'achat de missiles de croisière et de missiles antichars tirés d'avions ou d'hélicoptères. Des engagements dont le montant avoisine les 4 milliards de livres (environ 32 milliards de francs), soit 2,5 milliards de livres pour les avions et 700 à 800 millions pour chaque système de missiles. De quoi fournir du travail à 5 000 personnes pendant plusieurs années, en particulier dans plusieurs usines ou arsenaux menacés de fermeture, faute de commandes.

### NIMROD CONTRE ORION

Après vingt-sept ans de bons et loyaux services, les Nimrod cèdent la place à une nouvelle version, dit le Nimrod 2000. La construction de vingt et un exemplaires est prévue pour remplacer les quelque vingt-sept en service. Cet appel de conception britannique a emporté sur son concurrent américain, le P-3 Orion 2000 de Lockheed Martin Loral. British Aerospace (BAe) sera le maître d'œuvre de la production, avec une collaboration du britannique GEC et de l'américain Boeing. Avec les moteurs conçus à Rolls Royce et le radar à Racal, l'appareil sera à 90 % britannique.

L'autre décision a trait à la conception d'un missile de croisière, ou Casom (conventionally armed stand off missile), qui portera le titre de Storm Shadow (ombre de l'orage) et qui sera construit par British Aerospace Dynamics. Pour reprendre les termes du ministre britannique de la défense, cette décision « ci-

mentera la fusion, annoncée il y a peu, des branches « missiles » de BAe et du français Matra-Défense-Espace, renforçant ainsi la capacité de BAe à jouer un rôle majeur dans une industrie européenne de défense restructurée ». BAe sera le principal bénéficiaire de cette série de commandes, qui devraient lui servir de sésame pour participer, aux côtés de son partenaire français, à la privatisation annoncée de la branche défense de Thomson-CSF et pour lui donner une stature suffisante pour concurrencer les géants de l'industrie de la défense d'outre-Atlantique. Ce contrat est de l'ordre de

faire face à une offensive de dernière minute du chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, à la recherche de toutes les économies possibles pour financer des baisses d'impôts préélectorales. Mais le ministre de la défense était soutenu par ses officiers, qui ont accepté depuis plusieurs années des réductions d'effectifs et en matériels - du type de celles annoncées récemment par Jacques Chirac pour l'armée française - et qui réclamaient en compensation les armements nécessaires pour rester une force crédible. Il a obtenu le renfort de nombreux parlementaires conservateurs, sou-

des communes était partie en vacances la veille et que les Lords s'apprêtaient à faire de même.

Auparavant, M. Portillo avait dû livrer une rude bataille au Parlement contre ses amis politiques, outragés par sa décision de privatiser les logements des militaires. Plusieurs députés avaient vigoureusement protesté contre cette initiative, qui sera malgré tout appliquée et qui devra rapporter au Trésor plus de 1 milliard de livres. Ce marchandage témoigne de la nouvelle donne dans la défense britannique au nom du principe de *Frontline First* (priorité au front), en vertu duquel il faut privilégier les moyens de combat et le rapport qualité-prix.

### RAPPORT QUALITÉ-PRIX

Le gouvernement britannique s'est ainsi engagé dans la sous-traitance ou la privatisation d'activités non essentielles au front, depuis le parc automobile de la Royal Air Force jusqu'à la future formation des pilotes d'hélicoptère. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'insistance dans le communiqué du ministre sur l'excellent rapport qualité-prix pour le contributeur à des armements choisis, ce qui « marque la détermination du gouvernement de maintenir et d'accroître la capacité de combat de nos forces armées » pour le XXI<sup>e</sup> siècle. La décision de Londres paraît indiquer que la politique du « tout-américain » - l'achat sur étagère - a perdu de sa prédominance. Des considérations nationales qu'il ne faut pas sous-estimer en considération. Il est intéressant de noter que c'est l'un des ministres les plus eurosceptiques, voire anti-européens, M. Portillo, qui a dû batailler ferme avec le plus européen des membres du cabinet, M. Clarke.

Patrice de Beer

### Le Storm Shadow porte à plus de 250 kilomètres

Conçu par la société commune Matra Bae Dynamics, en voie de création et regroupant Matra Défense et British Aerospace, le missile air-sol Storm Shadow est destiné à armer les Tornado (quatre engins par avion) de la Royal Air Force et les Harrier (deux engins) de la Royal Navy, en attendant l'Eurofighter. Il utilise la technique du missile de croisière Apache, déjà développé par Matra pour la France et l'Allemagne. D'un poids de 1,3 tonnes, il emporte, à la vitesse de 1 000 kilomètres à l'heure, une charge explosive classique conçue pour détruire, de jour comme de nuit, des objectifs « durs » et protégés (des postes de commandement enterrés et des centres de transmissions). Sa portée est supérieure à 250 kilomètres. Une fois largué, le Storm Shadow se dirige - à faible altitude et en écopant le relief - sur sa cible qu'il frappe, à un mètre près, grâce à une centrale à inertie et à un système de localisation par satellites.

650 millions de livres et il devrait occuper 1 600 personnes en Grande-Bretagne. Matra-Défense-Espace l'a emporté sur pas moins de dix-sept propositions concurrentes au départ, dont six (deux étant américaines) en finale.

Troisième décision : les missiles antichars AAW Brimstone (soufre) seront, en revanche, produits par GEC Marconi Dynamics, qui a pris l'avantage sur quatre autres concurrents, dont Bae Dynamics et Thomson Thorn.

M. Portillo ne l'aura pas emporté sans peine. Il a, en effet, dû

deux de défendre leur armée, mais aussi les emplois dans leur description, à quelques mois d'élections difficiles.

Dans ce contexte, John Major avait chargé son vice-premier ministre d'une mission de médiation. Michael Heseltine, intéressé à double titre par ces contrats, en tant qu'ancien responsable de la défense comme du commerce et de l'industrie, aura finalement trouvé un compromis satisfaisant. C'est sans doute pourquoi M. Portillo n'a pu annoncer la nouvelle que jeudi, alors que la Chambre

## Une restructuration industrielle sous management français

A PARTIR de septembre prochain, les divisions « missiles » de Matra-Défense et de British Aerospace, fortes chacune de quelque 3 000 salariés, devraient fusionner pour donner naissance à une entreprise unique qui portera le nom de British Aerospace Dynamics et dont le chiffre d'affaires annuel atteindrait 8 milliards à 9 milliards de francs (60 % étant assuré par Matra). Cette création se fait sur une base à égalité.

Le management sera français. Pour tenir compte du déséquilibre initial entre les deux groupes de part et d'autre de la Manche, qui fait que Matra a d'emblée un carnet de commandes plus important, British Aerospace devra verser une somme de 50 millions à 100 millions de livres (400 à 800 millions de francs) à son partenaire français. Les règles du jeu sont établies en interne de façon que le fonc-

tionnement de la nouvelle entité ne soit pas paralysé, les décisions stratégiques devant être prises à l'unanimité.

C'est à coup sûr l'aspect le plus original du contrat sur le Storm Shadow que cette fusion entre les divisions spécialisées de Matra et de British Aerospace. Aérospatiale et Dasa, en Allemagne, tentent de mettre sur pied des structures comparables dans les secteurs des satellites et des missiles.

### BRITANNICOPHILIE

Déjà, Aérospatiale et Dasa ont joint leurs efforts, depuis plusieurs années, sur les hélicoptères. Pour Matra, c'est quasiment un retour aux sources : il faut remonter à la fin des années 60 et au début des années 70 pour retrouver un précédent : déjà un missile, l'antiradar Martel, avait été à l'origine du rapprochement entre Matra et Haw-

ker Siddeley (qui devait fusionner plus tard avec British Aircraft Corporation, l'ancêtre de British Aerospace).

Le nouveau British Aerospace Dynamics sera une structure commune avec deux filiales, l'une étant chargée du missile Storm Shadow proprement dit, pour le compte des Britanniques, et l'autre s'occupant des missiles Apache et Scalp EG, pour le compte des Français. « Dans une société européenne qui travaille sur des matières sensibles », explique Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra, dont la « britannophilie » est connue de longue date, il est indispensable qu'on soit Français en France et Britannique en Grande-Bretagne. Ce n'est pas une équation insoluble. »

Selon les dirigeants de Matra-Défense, les besoins des deux pays (Storm Shadow et Scalp EG confondus) dépassent le milliard de

missiles, soit une dépense de 7,5 milliards de francs environ. Cette estimation ne tient pas compte du marché éventuel à l'exportation, qui est du double.

Le groupe français Aérospatiale est déjà associé à Matra-Défense - à hauteur de 40 % - pour la fabrication de la version Apache, destinée aux armées françaises. Toute la négociation, qui a commencé il y a trois ans de part et d'autre de la Manche, s'étant volontairement déroulée dans le cadre d'une compétition ouverte, la participation éventuelle d'Aérospatiale à la fabrication du Storm Shadow ou du Scalp EG sera déterminée, dit-on chez Matra-Défense, dans la limite des prestations que le groupe national français pourra fournir sur cette base de compétitivité sans frontières.

Jacques Isnardi

## Les pouvoirs du général Lebed sont grignotés au Kremlin

### MOSCOU

de notre correspondant

Dans la lutte féroce opposant le « père des privatisations » russes, Anatoli Tchoubaï, devenu le chef de l'administration présidentielle, à tous les autres candidats au pouvoir en Russie, le plus autoritaire des « libéraux », a encore marqué des points avec deux outkases, signés jeudi 25 juillet. Le premier lui confie la charge supplémentaire de « diriger et coordonner » les conseillers du président, une fonction qui en fait la personne la plus proche de Boris Eltsine au Kremlin... comme au sein du sanatorium où celui-ci s'est retiré depuis sa faiblesse post-électorale. Anatoli Tchoubaï remplace à ce poste crucial Viktor Iliouchine, un fidèle d'entre les fidèles qui serait placé au gouvernement comme un des « numéros deux » de Viktor Tchernomyrdine, le premier ministre qui forme actuellement un nouveau cabinet. Le second outkase pré-

sidentiel, signé jeudi, crée un Conseil de défense, nouvel organe consultatif auprès de Boris Eltsine. Son intérêt majeur est d'ôter certaines fonctions à un grand rival de M. Tchoubaï, le nouveau secrétaire du Conseil de sécurité, Alexandre Lebed.

Ce Conseil de défense devra en effet « préparer les décisions présidentielles sur les questions militaires », selon la présidence. Alexandre Lebed avait critiqué le projet de créer un organe qui ferait, avait-il justement prédit, « double emploi » avec le sien. De plus, si les dirigeants des deux conseils sont différents, leur composition est semblable : le nouveau comprend dix-sept responsables, dont le premier ministre, et son secrétaire est le « libéral » Iouri Batourine, l'ancien conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité - qui avait perdu ce poste au profit du général Lebed lors de l'entrée de ce dernier au Kremlin. La présidence proto-

laire, dans la nouvelle hiérarchie, d'Alexandre Lebed sur Iouri Batourine (qui avait assez mal pris l'ordre d'initier son successeur aux subtilités de ses fonctions) est compensée par l'expérience de ce dernier, comme par le fait que tous deux, semble-t-il, devront également, pour avoir accès au président, passer par Anatoli Tchoubaï.

### FINANCEMENT OCCULTE

Cette ascension du « chef naturel » du clan des libéraux russes est due avant tout au succès de la campagne électorale de Boris Eltsine, dont il a su assurer le financement occulte. Mais aussi aux faveurs de la fille du président, Tatiana Diatchenko, qui a joué un grand rôle dans l'éviction des principaux ennemis des « libéraux », le clan Koryakov-Baronov-Soskovets. Pour l'instant, le rôle d'Anatoli Tchoubaï est avant tout d'assurer le succès des candidats du pouvoir lors des élections régionales prévues

cet automne. Le but étant d'éviter une « revanche communiste » dans les régions, inévitable si des moyens aussi radicaux que ceux utilisés durant la présidentielle ne viennent pas l'empêcher.

Une telle revanche modifierait l'équilibre du pouvoir à Moscou en donnant à l'opposition, déjà majoritaire à la Douma, la majorité dans la deuxième Chambre du Parlement, le Conseil de la fédération. Mais si Anatoli Tchoubaï parvient à gagner aussi les scrutins locaux, il lui sera moins difficile de troquer la forte impopularité qu'il traîne depuis trois ans contre une image qui lui permettrait de participer à une éventuelle élection présidentielle anticipée... A moins que « l'orage économique et social » qu'Alexandre Lebed est loin d'être le seul à prédire pour l'automne en Russie ne vienne tout bouleverser dans ces plans.

Sophie Stihab

promet de ramener



## Les détenus en grève de la faim en Turquie sont décidés à aller « jusqu'à la victoire finale »

Des centaines de manifestants ont apporté leur soutien aux prisonniers

Un policier a été tué et un autre blessé dans une attaque au lance-roquettes, jeudi 25 juillet à Istanbul. Les actes de violence contre des policiers

se sont multipliés ces derniers jours tandis que se durcit, dans les prisons turques, le mouvement de grève de la faim, mené par des organi-

sations d'extrême gauche, qui a déjà fait six morts. A Istanbul, des centaines de manifestants ont apporté leur soutien aux détenus.

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale  
Jeudi 25 juillet, vers midi, la foule nonchalante flâne dans les rues de la vieille ville d'Istanbul. Mais à quelques mètres de là, sur la place historique de Sultanahmet, vidée de ses badauds, la tension est perceptible. Des policiers en position de combat bloquent des centaines de manifestants qui tentent de gagner le palais de justice. Le défilé est organisé par les défenseurs des droits de l'homme, le Parti de la liberté et la solidarité (gauche modérée), des fonctionnaires du Disk (syndicat révolutionnaire), des chambres professionnelles d'ingénieurs ou de médecins.

Va-t-on vers l'affrontement ? Les rares commerçants sur le pas de leur porte redoutent le pire. On vient d'apprendre la mort d'un sixième gréviste de la faim, « gréviste de la mort » depuis soixante-sept jours comme ses camarades d'extrême gauche des prisons. La rue bruisse également d'une autre information : un policier a été tué et deux autres blessés, la rumeur, au cours d'attaques au lance-roquettes contre deux commissariats de banlieue. Les forces présentes à Sultanahmet ne cachent pas leur nervosité. La veille, le ministre de la justice, Sevtik Kacan (islamiste), avait réaffirmé son intention de ne pas céder aux revendications des détenus, menaçant même de revenir sur quelques aménagements accor-

Résultat : le mouvement se durcit. Les 277 prisonniers en grève dans seize établissements, désormais forts de leurs « martyrs », maintiennent leur mouvement « jusqu'à la victoire finale ». Ils appartiennent, pour moitié, à l'organisation clandestine DHKP-C (ex-Dev-Sol) qui prône la guérilla urbaine et pour moitié à trois autres partis marxistes-léninistes, le MKLP, le TKP-ML et le TKP-L. Estimant avoir atteint son but, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'idéologie fort différente, a cessé, au 50<sup>e</sup> jour, de participer à l'action. Sur la place Sultanahmet, manifestants et forces de l'ordre fi-



PANCHO

nissent par choisir l'apaisement. Les barrières s'ouvrent pour laisser passer jusqu'au perron du palais de justice le cortège qui scande « Etat assassin ! » et « Kacan démission ! ». Le président d'une association des droits de l'homme (IHD) porte une lettre au procureur général. « Pour éviter d'autres morts, peut-on y lire, les revendications des grévistes doivent être satisfaites ».

Ces revendications, quelles sont-elles ? L'arrêt des transferts, qui séparent les détenus habitués à vivre ensemble dans les dortoirs et qui les éloignent à des centaines de kilomètres de leurs familles et du tribunal - au détriment des droits de la défense ; la fermeture de Eskişehir, la prison de haute sécurité au centre du pays, où viennent d'être transférés une soixantaine de militants dans des cellules d'isolement. Dès le retour du président de l'IHD, l'appel à la dispersion est lancé. Il est respecté, et Sultanahmet reprend un air d'été.

Dans les tavernes avoisinantes, adversaires et sympathisants des grévistes se côtoient discrètement.

Un lycéen se dit prêt à « rejoindre les opposants, mais une fois que j'aurai réussi à entrer à l'université ». Devant un bar enfumé, un jeune chômeur s'en prend à « ces assassins, ces terroristes qui n'ont qu'à crever ». Autour de lui, on s'éloigne sans mot dire. Mais d'une façon générale, c'est plutôt l'indifférence qui prévaut. La récente médaille d'or des haltérophiles turcs aux Jeux d'Atlanta passionne autrement la rue.

SOUS LES INSULTES

Le même jour, dans un quartier populaire loin de la ville historique, au troisième étage d'un modeste immeuble, on redoute la mort que l'on sent de plus en plus proche. Une trentaine de patients assis en cercle dans l'appartement cherchent anxieusement à sortir leurs enfants grévistes de l'impasse mortelle. Depuis début juillet, ils ont eux-mêmes observé, à tour de rôle, une grève de la faim de cinq jours, pour se faire entendre. A l'évidence, cela n'a pas suffi. Alors, sachant que plusieurs de leurs fils et filles sont dans le coma, ils s'in-

terrogent, passent de l'espoir au découragement.

Ce jeudi, le premier ministre, Necmettin Erbakan, ainsi que le ministre de la justice, sont à Istanbul. « Il faut rencontrer le premier ministre », lance un père qui semble nourrir un ultime espoir. La veille, il s'était rendu à la prison de Bayrampasa, pour voir son fils. En vain. Le jeune homme, presque inanimé, ne pouvait se déplacer. Une autre mère, kurde halévi, n'a pas été autorisée à voir sa fille « parce qu'elle est dans le coma ». D'autres parents ont été interpellés et gardés à vue durant six heures au commissariat. Sous les insultes.

Aux portes des prisons d'Istanbul, une trentaine de personnes - des parents et proches des détenus - ont été frappées et blessées, précise un porte-parole de cette action familiale. « Il faut apporter du serum à nos enfants », lance à nouveau le père. « On nous autorise à les voir à condition de ne pas pleurer pour les décourager », ajoute-t-il. Ce « on » recouvre les militants qui servent d'intermédiaires entre les grévistes enfermés derrière les hauts murs de la prison et les dirigeants des organisations clandestines restées au-dehors.

Yasar Kemal, le grand écrivain, a dénoncé, mercredi 24 juillet devant la presse, « ce désastre ». « Le ministre de la justice, a-t-il dit, cet avocat islamiste, qui avait notamment défendu les auteurs du massacre de Sivas, il y a deux ans, commence sa guerre sainte en tuant ceux qui sont en prison ! Nous allons résister à sa Djihad ». « Si tu te tais, demain ce sera ton tour », crient les manifestants de Sultanahmet, en brandissant les portraits des victimes. Le silence est tombé comme une chape de plomb sur les quartiers déshérités, les bidonvilles de Gazî et de Kigilkamutlu, désormais placés sous haute surveillance. Entrées et sorties y sont soigneusement contrôlées, de jour comme de nuit. Les grévistes défunts sont enterrés en catimini. C'est un ordre.

Danielle Rouard

## « Une nourriture immangeable, des soins médicaux inexistantes... »

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale  
Dans son dernier numéro, l'hebdomadaire Kurtulus (Libération), proche du DHKP-C, publie huit pages en couleurs en l'honneur des grévistes emprisonnés à Bayrampasa. La maison d'arrêt, l'une des deux concernées par la grève à Istanbul, est destinée par le gouvernement à être vidée de ses occupants, car elle est devenue une terre d'autonomie pour l'ex-Dev-Sol, et d'autres partis d'extrême gauche qui s'opposent à sa fermeture.

Les nombreux clichés de Kurtulus, tous pris de l'intérieur de la prison de Bayrampasa, montrent un groupe de militants détenus posant comme pour une photo de classe d'école, les visages des grévistes allongés sur leur grabat, ou la dernière photo de l'un d'entre eux, décédé depuis. Une jeune fille sourit à l'homme qui lui ceint le front d'un bandeau rouge portant les lettres jaunes de DHKP-C. Une réunion entre garçons et filles se déroule sous les affiches du fondateur défunt et de l'actuel dirigeant, Dursun Kazatas.

Les détenus disposent de fax et de téléphones portables. Mais ce n'est pas pour autant un paradis.

Selon M. Etkar Bolas, l'un des six avocats du « bureau populaire » qui assure la défense des grévistes de la faim : « La nourriture est immangeable, les soins médicaux sont inexistantes, les familles sont traitées comme des délinquants, et les avocats travaillent difficilement ».

La grève, ici comme ailleurs, est organisée en mouvement tournant, ou en « grève de mort » qui concerne une cinquantaine de prisonniers. « Ce sont tous des volon-

taires. Aller à la mort aussi doucement que possible est la chose la plus horrible. Personne ne peut vous imposer. Ce n'est pas le comité central qui choisit les « volontaires », le ministre Kacan ment quand il affirme cette contre-vérité », assure un journaliste de Kurtulus. Ailleurs, dans les quinze autres prisons de Turquie touchées par la grève, les clandestins ne font pas autant la loi. Mais les conditions matérielles y sont « tout aussi mauvaises, les coups fréquents », précise l'avocat.

A la suite de la publication des photos, le local de Kurtulus a été

saccagé par la police. Les nombreux reporters accourus pour la manifestation au palais de justice en profitent pour visiter les lieux, et découvrent des traces de sang et des meubles éventrés. Dans le sillage de la presse, sont arrivés, jeudi 25 juillet, un juge et un huissier, chargés de faire les constatations d'usage, vingt-quatre heures après la descente de police. Le batonnier d'Istanbul vient, lui, de demander au ministre de la justice de satisfaire les revendications pour mettre fin à la série noire.

D. R.

## L'intervention de M. Havel a été décisive pour l'investiture du gouvernement tchèque

PRAGUE

de notre correspondant  
Près de deux mois après les élections législatives qui ont fait perdre la majorité à la coalition de centre droit au pouvoir depuis 1992, le Parlement de Prague a voté, jeudi 25 juillet, la confiance au gouvernement minoritaire du premier ministre, Vaclav Klaus. Ce soutien de l'Assemblée tchèque, incertain jusqu'à la dernière heure, a été acquis grâce à la politique de la chaise vide des sociaux-démocrates, la principale formation d'opposition.

En quittant la salle, les soixante et un députés du Parti social-démocrate (CSSD) ont permis aux députés de la coalition de faire la différence face aux communistes et aux républicains (extrême droite) par 98 voix contre 40. Les sociaux-démocrates ont préféré jouer la carte du parti « respectable et responsable » au lieu de plonger le pays dans la crise politique. Le Parti démocratique ci-

vique (ODS) du premier ministre avait d'avance lancé un avertissement : en cas de rejet de la confiance, Vaclav Klaus refuserait de participer à la constitution d'un nouveau cabinet.

La décision du CSSD de « tolérer » le deuxième gouvernement conservateur tchèque, constitué début juillet (Le Monde du 6 juillet), n'a pas été facile à prendre, comme en témoignent les éclats de voix que l'on pouvait entendre derrière la porte de la salle où le groupe parlementaire social-démocrate tenait réunion, mercredi soir. De la position jusqu'au-boutiste adoptée au lendemain de leur victoire électorale au début juin - refus de soutenir un gouvernement dirigé par M. Klaus et retus des postes de ministres de l'intérieur et des affaires sociales - à un « soutien conditionnel et tacite », les sociaux-démocrates ont dû réviser leurs prétentions, et ont néanmoins tenté, à l'ouverture de la session parlementaire, mardi, de

faire monter les enchères. Ils ont essayé de faire adopter une résolution interdisant au gouvernement de restituer par décret environ 175 000 hectares de forêts confisquées par les communistes à l'Eglise catholique. Ils ont échoué mais ont tout de même obtenu des avantages, comme l'élection de leur chef, Milos Zeman, au choix de l'Assemblée et plusieurs présidences de commissions parlementaires.

« APPEL À LA RAISON D'ÉTAT »

C'est finalement le président Vaclav Havel qui leur a offert une porte de sortie en lançant un « appel à la raison d'Etat » et en invitant les députés à permettre au cabinet de gouverner. « Il faut d'abord avoir un gouvernement pour se placer dans l'opposition », a-t-il déclaré à l'attention des sociaux-démocrates, la première force d'opposition. M. Klaus peut aussi être reconnaissant envers le chef de l'Etat qui lui a apporté un

## Les moutons britanniques ont été nourris avec des farines contaminées

Prudence des experts en matière de consommation

LA DÉCISION de Londres de retirer de la chaîne alimentaire humaine les cervelles des ovins et des caprins âgés de plus de six mois (Le Monde du 26 juillet) a une nouvelle fois mis en lumière les dangers potentiels inhérents à la consommation de ces tissus. Face d'éléments scientifiques objectifs, aucune réponse précise ne pouvait jusqu'à présent être formulée. Mais on dispose aujourd'hui du rapport rédigé par les experts britanniques qui a conduit aux nouvelles décisions du gouvernement de John Major concernant l'interdiction de la consommation de certains abats de moutons.

Ce document est signé du Comité de surveillance des encéphalopathies spongiformes (SEAC), comité qui avait mis en évidence, au début de cette année, l'urgence d'une nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Ces experts rappellent, dans un premier temps, que la transmission par voie alimentaire, au mouton, de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle », a été réalisée de manière expérimentale en Grande-Bretagne. Les moutons ainsi contaminés reproduisent les symptômes de la tremblante, ce qui impose de vérifier si les cas actuels de tremblante observés en Grande-Bretagne ne sont pas en fait la conséquence d'une infection par l'agent de l'ESB.

MALGRÉ L'INTERDICTION

Les statistiques officielles britanniques montrent une augmentation très importante des cas de tremblante du mouton à la fin des années 90. On est passé de 112 cas en 1981 à 980 en 1991. Les experts du SEAC soulignent que ces chiffres ne correspondent qu'aux cas confirmés par les autorités vétérinaires. Ils ne sont donc pas d'une grande fiabilité, de nombreux cas n'étant pas déclarés par les éleveurs. L'exposition des moutons britanniques à l'agent infectieux de l'ESB par l'intermédiaire de farines contaminées ne fait, quant à elle, guère de doute. La production de concentrés alimentaires destinés aux moutons a notablement progressé depuis les années 80. Les experts du SEAC ne sont malheureusement pas en mesure de dire avec précision quelles proportions de farines de viandes et d'os contaminés par l'agent de l'ESB ont été incorporées à ces concentrés. Bien que les farines de viandes et d'os aient été officiellement interdites à partir de juillet 1988, de nombreux éléments indiquent qu'elles ont continué à être données à des ruminants longtemps après cette date.

L'élément rassurant du rapport des experts du SEAC concerne les quelques rares analyses qui ont été faites sur les souches de prions isolées chez des moutons atteints de tremblante : aucune de ces souches ne correspond au prion responsable de la maladie de la

« vache folle ». Il s'agit donc des cas des prions habituellement retrouvés chez les animaux atteints de tremblante. Malheureusement, ces analyses sont très partielles et ne permettent pas de conclure.

Les autorités sanitaires britanniques n'ont pas mis en place quand il le fallait un véritable programme de surveillance épidémiologique et d'analyse biologique de la tremblante du mouton, et ce, alors même que de nombreux éléments scientifiques et médicaux imposaient un tel programme. Au terme de leurs discussions, les experts du SEAC reconnaissent qu'un « souci extrême de santé publique » imposerait d'interdire toute forme de consommation

## En France, une cellule de crise dans chaque département

Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, et Jean-Louis Debry, ministre de l'Intérieur, viennent d'adresser aux préfets une circulaire leur demandant « de mettre en place de toute urgence, dans chaque département, une cellule de crise permettant à la fois d'évaluer la situation générale et d'apporter des réponses aux cas particuliers ». Ce texte, daté du 16 juillet, est motivé par « les graves difficultés auxquelles sont actuellement confrontés les éleveurs bovins et ovins ». L'ensemble des départements doit s'appuyer sur les « directions départementales de l'agriculture et de la forêt », qui « doivent servir de guichet unique ». Elles doivent « répondre à toutes les questions particulières », expliquer dans le détail « les aides prévues dans le plan de soutien à l'élevage annoncé par le gouvernement », « veiller au respect des échéances du versement » des primes et, enfin, « proposer les mesures les plus adaptées » pour résoudre la crise bovine.

d'abats de mouton, tissus qui sont a priori les plus susceptibles d'être vecteurs de l'agent infectieux. Mais ces mêmes experts ajoutent qu'une telle mesure aurait des conséquences considérables sur la filière ovine de leur pays. Ils ne proposent donc de ne retirer de l'alimentation humaine que la cervelle des animaux de plus de six mois. Dans l'attente de décisions européennes, le gouvernement britannique se suis. Pour leur part, les experts français proposent de retirer le cerveau et la moelle épinière des animaux de plus de dix-neuf mois.

Jean-Yves Nau

Recommandé par  
« Paris pas Cher »  
et « Paris Combines »  
POUR MIEUX ACHETER  
SOMMIERS - MATELAS  
CANAPES - SALONS  
CLIC-CLAC - FUTONS  
de grandes marques  
APPELZ MOBEKO  
7/7 de 10 h à 20 h  
42.08.71.00

247, rue de Belleville, Paris 106<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Téléphone  
55.40.00.00 - 55.40.00.01 - 55.40.00.02

BUDGET Alain Juppé doit rendre  
un début de semaine prochaine les  
chiffres arbitraires sur le vote de  
projet de loi de finances pour  
1997. Si les crédits de...

Les aides à l'emp  
Le premier ministre...

ALAIN JUPPÉ  
donne de la semaine  
prochaine les chiffres  
arbitraires sur le vote  
de projet de loi de  
finances pour 1997. Si  
les crédits de...

L'allocation de rente  
Le ministre de la  
sécurité sociale...

LE MINISTRE  
Jean-Pierre Jégo  
a annoncé que le  
gouvernement  
proposait de  
réviser la loi  
relative à la  
sécurité sociale...

L'impôt sur les sociétés  
Le ministre de  
l'économie...

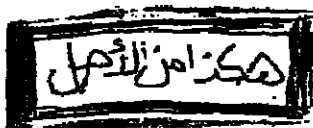
INQUIETUDES  
sur la situation  
économique...

Le ministre de  
l'agriculture...

Le ministre de  
l'intérieur...

Le ministre de  
la justice...





## FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 27 JUILLET 1996

**BUDGET** Alain Juppé doit rendre en début de semaine prochaine ses ultimes arbitrages sur le volet « dépenses » du projet de loi de finances pour 1997. Si les crédits de la dé-

fense sont connus (186 milliards), ceux de l'éducation doivent encore faire l'objet de décisions délicates. Les aides à l'emploi seront réduites d'environ 15 milliards. ● L'ALLO-

CATION de rentrée scolaire 1996 a été ramenée de 1 500 francs à 1 000 francs. Elle avait été portée de 416 francs à 1 500 francs en 1993, 1994 et 1995. M. Juppé a tenu par-

tiellement compte des critiques des associations familiales qui redoutaient la suppression de toute majoration. ● L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS sera réduit le 1<sup>er</sup> janvier 1997

pour certaines PME, a confirmé le ministre de tutelle, Jean-Pierre Raffarin, à l'issue de la réunion à l'Élysée du « comité de pilotage » du plan PME.

# Les aides à l'emploi devraient être réduites d'environ 15 milliards en 1997

Le premier ministre doit rendre, en début de semaine prochaine, d'ultimes arbitrages sur le volet « dépenses » du projet de loi de finances. Des incertitudes demeurent sur le budget de l'éducation et la réduction du nombre de fonctionnaires

ALAIN JUPPÉ doit rendre, au début de la semaine prochaine, les ultimes arbitrages sur le volet « dépenses » du projet de loi de finances pour 1997. Le premier ministre, qui s'est engagé à geler les crédits de l'État l'an prochain à leur niveau de 1996 (soit une baisse d'environ 2 % en volume), poursuit deux objectifs : ramener le déficit budgétaire dans des limites compatibles avec les critères de Maastricht pour le passage à la monnaie unique en 1999 et réduire la pression fiscale pendant cinq ans, avec un premier allègement dès 1997.

Ce sont plus de 60 milliards de francs d'économies qu'il faudra trouver sur les dépenses d'équipement et de fonctionnement de l'État. Chaque ministre a été invité à faire preuve de civisme et à exploiter tous les gisements possibles. A Bercy, on se félicite, qu'à l'exception de quelques « rares mauvais élèves, la quasi totalité des

ministres aient bien joué le jeu ». Les pouvoirs publics n'ont probablement jamais réclamé un effort aussi important aux administrations publiques. « Sur les dépenses, la loi de finances pour 1997 dénotera par rapport aux budgets précédents », assure un expert. M. Juppé entend mettre un terme à des années de « laxisme » budgétaire, même si cette démarche apparaît difficilement conciliable avec la réduction de la « fracture sociale » promise par le chef de l'État. Cette politique restrictive pourrait, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), se traduire par une perte de 0,8 point de croissance en 1997.

Les contraintes qui pèsent sur la préparation du budget 1997 sont multiples. La charge de la dette publique passerait de 226 milliards en 1996 à 245 milliards en 1997. Selon un expert gouvernemental, cette dérive pourrait être moins impor-

taute en raison d'une détente des taux d'intérêt. La masse salariale de la fonction publique progressera mécaniquement de plus de 20 milliards de francs (hors augmentation éventuelle du salaire des fonctionnaires en 1997) en raison du fameux « glissement vieillesse technicité » (promotion, ancienneté). Enfin, la révision à la baisse de la croissance économique pour 1996, qui sera limitée à 1,3 %, va avoir un « effet de base » négatif en 1997.

Il est difficile de réduire les dépenses de l'État sans réduire sa masse salariale, et donc le nombre de fonctionnaires. M. Juppé s'y était refusé pour 1996, préférant geler toute augmentation en niveau du salaire des fonctionnaires. Le ministère des finances, qui observe que 72 300 emplois budgétaires ont été créés entre 1988 et 1996, plaide pour une réduction représentant environ un tiers des

65 000 agents partant chaque année à la retraite. On s'achemine plutôt vers 10 000 suppressions de postes par an.

Le ministère de la défense a été en quelque sorte « sanctuarisé » et ses crédits s'élèveront, en 1997, à 186 milliards de francs (en valeur 1995), dont 86 milliards pour l'équipement des armées. Jean Arthuis, le ministre des finances, qui a été reçu sur ce sujet par le chef de l'État, s'est vu signifier qu'il ne pourrait pas rogner sur ce poste de dépenses. L'éducation nationale, qui emploie plus de la moitié des effectifs de la fonction publique d'État, a été l'un des secteurs les plus sensibles des arbitrages. François Bayrou, qui dispose du premier budget de la nation, doit renouer avec M. Juppé lundi 29 juillet pour d'ultimes décisions. L'exercice imposé à M. Bayrou est très délicat. Il entend éviter des réductions d'effectifs - Bercy réclame

12 000 suppressions de postes - et négocier des redéploiements du primaire, où les élèves sont de moins en moins nombreux, vers l'enseignement supérieur, qui a besoin de crédits pour que la réforme de l'université se déroule dans de bonnes conditions. Un collectif, organisé autour de la FSU, s'oppose à des réductions drastiques de crédits.

### DÈS SEPTEMBRE

Les arbitrages sur l'emploi ont été, de l'avis même du ministre du travail, Jacques Barrot, « attentifs et rigoureux ». Les aides à l'emploi devraient connaître une dérive de l'ordre de 20 milliards entre 1996 et 1997 (sur quelque 105 milliards de francs), notamment imputable au contrat initiative-emploi (CIE). Maintenu dans sa configuration actuelle, celui-ci coûterait 24 milliards de francs en 1997 (contre 11,6 milliards en 1996). Le gouvernement a décidé de le recentrer sur les chômeurs de très longue durée. L'aide au premier emploi des jeunes devrait être supprimée. Le nombre de stages d'insertion pour les chômeurs et de contrats emploi-solidarité (700 000 signés en 1995) sera très sensiblement réduit. L'État va aussi demander un effort à l'Unedc. M. Barrot souhaite que cette baisse des aides à l'emploi, qui atteint environ 15 milliards, commence à entrer en vigueur dès la rentrée.

Le budget du ministère du logement, dont le logement social, les prêts à taux zéro et les aides à la personne (APL, ALS...) constituent la plus grosse part, n'est pas définitivement arrêté. Le gouvernement envisage de puiser plusieurs milliards dans le 1<sup>er</sup> logement.

Le budget de l'agriculture, qui atteindra 35,4 milliards en 1997, reculera de 4,5 %, même s'il restera « optiquement » stable en raison d'une augmentation de la subvention de l'État au Bapsa (budget annexe des prestations sociales agricoles), notamment pour les

pré-retraites en faveur des agriculteurs.

Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, s'est battu pour repousser la baisse de 15 % réclamée en mai par Bercy et faire en sorte que ses dotations représentent 1 % du budget total. Il ne fait aucun doute que ce budget va

### « Pour tout le monde »

Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a déclaré, jeudi 25 juillet, au « Grand O'FEM-La Croix », que « s'il doit y avoir réduction d'impôt, c'est réduction pour tout le monde, tous ceux qui paient l'impôt (...). Cela veut dire que l'allègement doit être perceptible par tout le monde, pour les familles modestes, les familles nombreuses ». M. Arthuis s'est par ailleurs dit confiant sur la maîtrise des dépenses de l'État en 1997, assurant que l'objectif de baisse de 2 % en volume « sera tenu ».

Interrogé sur la prime à l'achat d'une automobile (la « jupette »), qui expire à la fin de l'été, il a expliqué qu'il ne souhaitait pas sa reconduction. « Si nous voulons encourager la consommation, a-t-il précisé, le meilleur moyen, c'est d'aborder d'abaisser les impôts. »

baisser en francs courants. Par ailleurs, la durée des contrats de plan État-régions sera probablement étalée sur six ans (au lieu de cinq). Les pouvoirs publics ont aussi prévu de réduire les aides aux collectivités locales sans remettre en cause le « pacte de stabilité financière » que l'État a passé avec elles. Deux lignes de crédits sont dans le collimateur : la dotation générale d'équipement et la dotation de compensation de la taxe professionnelle.

Jean-Michel Bezat

## L'allocation de rentrée scolaire 1996 ramenée de 1 500 francs à 1 000 francs

LE PREMIER MINISTRE a finalement décidé, jeudi 25 juillet, de réviser à la baisse la majoration de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) en vigueur depuis septembre 1993. Fixée à 416 francs par enfant scolarisé et versée à 3,3 millions de familles modestes, cette aide avait été portée à 1 500 francs par Edouard Balladur, puis reconduite par Alain Juppé en 1995. En raison des contraintes budgétaires, le gouvernement l'a ramenée à 1 000 francs pour la prochaine rentrée.

Le ministre des affaires sociales a rappelé, dans un communiqué, que l'ARS est « plus que doublée » par rapport à son montant légal, qui est financé par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). Elle est accordée aux foyers dont les revenus nets annuels ne dépassent pas 98 466 francs avec un enfant, 121 189 francs avec deux enfants, 143 912 francs avec trois enfants (et 22 723 francs de revenus supplémentaires par enfant). « Ce sont 3,3 milliards de francs supplémentaires qui sont ainsi consacrés » à 5,7 millions d'enfants, précise encore le communiqué. Ils s'ajoutent, selon le gouvernement, aux 8,6 milliards de francs que la collectivité consacre déjà

aux familles ayant des enfants scolarisés : 2,3 milliards pour l'ARS de base, 3,6 milliards pour diverses aides à la scolarité en faveur des 11-16 ans et 2,7 milliards au titre des réductions d'impôt.

### COMPROMIS

Dans sa chasse aux économies, le ministère de l'économie plaide pour la suppression pure et simple de la majoration de l'ARS. Le premier ministre s'est finalement résolu à concilier les contraintes budgétaires et le souci de soutenir la consommation à la rentrée, les familles dépendant l'allocation en fournitures scolaires, en vêtements et parfois en bons de cantine. Mais la décision de M. Juppé ne satisfait qu'à moitié le mouvement familial, qui faisait pression pour que cette allocation reste fixée à 1 500 francs. La fédération nationale Familles de France comme la Confédération syndicale des familles craignent que l'on n'ampute le pouvoir d'achat des ménages de plus de 6 milliards de francs. Le Parti socialiste, la FSU et la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) s'étaient également mobilisés.

Alain Delen, président de la CFEC, a réagi le

premier, jeudi, en déclarant à l'Agence France Presse avoir été « à moitié entendu ». « C'est donc une demi-mesure », a-t-il ajouté. Le gel des prestations familiales en 1996, qui sera levé en 1997, et la mise sous condition de ressources de l'allocation pour jeune enfant avaient déjà entraîné une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Dans sa dernière note de conjoncture, l'Insee indiquait qu'après une accélération en 1995 (+5,4 %) « les prestations familiales versées aux ménages ralentiront fortement cette année ». Le gouvernement ne parvient pas à dégager les moyens de la politique familiale ambitieuse promise aux Français, comme l'a montré le sommet sur la famille réuni le 6 mai à Matignon. « Tout cela n'augure pas très positivement des discussions sur la famille en décembre », souligne M. Déléu. En 1995, l'État avait pris à sa charge (4,8 milliards) la plus grande part de la majoration de l'ARS, laissant le reste à la CNAF (1,5 milliard). En 1996, il devrait en assurer l'entière financer, même si les 3,3 milliards de francs nécessaires n'ont pas encore été budgétés.

J.-M. B.

## L'impôt sur les sociétés sera bien abaissé en 1997 pour certaines PME

JACQUES CHIRAC a écouté, jeudi 25 juillet pendant plus de deux heures, dix-sept patrons de petites et moyennes entreprises lui conter leurs soucis. Après avoir célébré la veille à Châtelleraut (Vienne) « le rôle irremplaçable des PME dans le dynamisme de la nation » (Le Monde du 26 juillet), le président de la République a voulu exprimer sa sollicitude à l'égard des 2,4 millions de petits entrepreneurs et confirmer quelques mesures comme la baisse de l'impôt sur les sociétés pour certains d'entre eux.

Malgré des difficultés de présence entre l'Élysée et Matignon, cette opération médiatique s'est déroulée à la satisfaction générale. A 8 heures, Jean-Pierre Raffarin, leur ministre de tutelle, réunissait le « comité de pilotage », où cer-

tains patrons siégeaient pour la première fois. A 9 h 30, à Matignon, Alain Juppé faisait le point sur l'action en faveur des PME avec M. Raffarin et ses collègues Jacques Barrot (travail), Jean Arthuis (économie), François Barot (industrie), Yves Galland (commerce extérieur), Anne-Marie Couderc (emploi) et François d'Amber (recherche). A 10 h 15, le premier ministre se transportait avec M. Raffarin à l'Élysée, que les chefs d'entreprise rejoignaient en autocar.

### RÉUNIR LES BÉNÉFICIAIRES

Le message était simple : il faut « décrire la mobilisation générale en faveur des PME », selon M. Raffarin. « Nous avons besoin des PME pour faire de la croissance et de l'emploi », a affirmé M. Arthuis.

Quant à M. Barrot, il a préché pour que « la France active n'ait pas l'impression d'être entravée dans ses efforts ». Et le gouvernement fait ce qu'il faut, si l'on en croit M. Juppé : « Nous avons pu constater que 90 % du plan était aujourd'hui opérationnel. » Nombre des trente-quatre mesures annoncées en novembre 1995 à Bordeaux sont à réduction au 1<sup>er</sup> janvier 1997 de l'impôt sur les sociétés de 33 % à 19 % pour les PME réinvestissant leurs bénéfices, création d'une banque de développement des PME, blocage du développement des grandes surfaces, protection accrue contre la concurrence abusive.

Encore étonnés d'une invitation de dernière minute, les petits patrons ont évoqué ce dont ils avaient parlé avec le chef de l'État :

le manque de fonds propres, la « paperasse », la nécessité de la croissance. Avec Hervé Arditty, patron de Photonetics (haute technologie), ils ont été nombreux à se féliciter du « soutien explicite des plus hautes autorités de l'État » qui pourrait les aider à venir à bout des « obstacles culturels », notamment des lenteurs administratives. Tous trouvent que le discours « va dans le bon sens, mais qu'on ne voit pas grand-chose sur le terrain ». M. Raffarin a annoncé qu'un séminaire gouvernemental s'assurerait fin août que les petites entreprises restent l'objet de toutes les attentions. La conférence annuelle des PME fera le point en novembre sur une année de mobilisation en faveur des sociétés les plus fragiles.

Alain Faujas

## Inquiétudes sur l'avenir de l'éducation populaire

LE SYMBOLE de l'éducation populaire va-t-il disparaître ? Serge Mauvillain, directeur de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), a appris que Bercy voulait supprimer cet organisme, pour économiser une certaine d'emplois en 1997, et vendre la propriété qu'il occupe à Marly-le-Roi (Yvelines). De nombreuses associations ont protesté, la FEN a été reçue à Matignon. Dans un communiqué, jeudi 25 juillet, Guy Druet, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, indique que les « rumeurs » de suppression « sont dénuées de fondement » et qu'il « a veillé à ce que la suppression de l'INJEP ne soit pas à l'ordre du jour de la préparation budgétaire ». Ce communiqué ne rassure nullement le personnel.

Fondée au début du XIX<sup>e</sup> siècle sur l'idée que chaque individu, quelle que soit sa classe sociale, a le droit d'accéder à l'éducation et à la culture, l'éducation populaire est à l'origine des cours du soir, des universités populaires,

créées par des intellectuels anti-dreyfusards, des bibliobus et des auberges de jeunesse. Le patronage, première forme d'éducation populaire, encadré par les instituteurs dans les écoles et par les curés dans les presbytères, a été rénové au début du siècle par le scoutisme.

Avec comme figures emblématiques Léon Bourgeois, député radical, franc-maçon et secrétaire général de la Ligue de l'enseignement, et Marc Sangnier, théoricien du catholicisme social et fondateur du Sillon en 1894, l'éducation populaire a longtemps opposé les catholiques et les laïques. Le scoutisme s'est partagé entre les Scouts de France, catholiques modérés, et les Éclaireurs de France, laïques neutres. Les auberges de jeunesse, mixtes, ont été créées par Marc Sangnier et développées par Léo Lagrange, ministre socialiste, en 1936.

Pendant la deuxième guerre mondiale, la plupart des associations laïques, interdites, ont continué leurs activités dans la clandestinité. A la Libération, le camp laïque a créé un grand

mouvement d'éducation périscolaire pour enfants : les Francs et Franches Camarades ; une association de loisirs culturels : la Fédération des maisons de jeunes et de la culture ; et une association destinée à la formation des cadres et des adultes : Peuple et Culture. Ce sont deux cadres de l'école d'Uriage, Benigno Cacières, compagnon charpentier devenu docteur en sciences sociales, aujourd'hui décédé, et Joffre Dumazedier, sociologue des loisirs, qui ont fondé cette dernière, pour « rendre la culture au peuple et le peuple à la culture ».

L'INJEP lui, devait servir l'éducation populaire. Le personnel essaie de vérifier que la propriété de Marly-le-Roi a bien été donnée, comme on le dit, à l'État par une famille juive ayant perdu ses enfants en déportation, à condition qu'elle soit dédiée aux échanges de jeunes. Une telle clause pourrait empêcher la disparition de l'institut.

Rafaële Rivais

## M. Jospin critique la nomination de hauts magistrats

LE PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE a déclaré, jeudi 25 juillet à Avignon, à propos des nominations, la veille, aux plus hauts postes de la hiérarchie judiciaire de MM. Benmakhlof et Bungenel (Le Monde du 26 juillet), que « le pouvoir politique a tort ». « C'est sur Paris, a affirmé Lionel Jospin, c'est sur les problèmes d'État de France que véritablement le pouvoir politique a l'œil posé. » Il a ajouté qu'il serait « attentif à la façon » dont ces hommes « placés là, dans ces circonstances, agissent au cœur de la justice française ». De son côté, Jacques Toubon, ministre de la justice, a souligné, sur RTL, « qu'on arrête les procès d'intention ». Il a estimé qu'il s'agit « d'une polémique lancée par des gens (...) qui feraient mieux de se taire », en faisant allusion aux déclarations de Jack Lang et de Michel Vauzelle.

## Recul de la cote de popularité du chef de l'État

SELON LA DERNIÈRE ENQUÊTE D'IPSOS, réalisée auprès de 955 personnes, les 19 et 20 juillet, et publiée dans Le Point daté du samedi 27 juillet, l'intervention du chef de l'État, le 14 juillet, ne lui a pas permis d'améliorer son image dans l'opinion. En effet, 41 % des personnes interrogées portent un jugement « favorable » sur son action, contre 44 % en juin, et 51 % « défavorable ». La situation est moins mauvaise pour le premier ministre, dont la cote est en hausse de 1 point avec 35 % d'avis positifs (contre 34 % en juin) et 57 % d'avis défavorables (contre 60 %). Celle de Lionel Jospin s'améliore. 40 % des personnes interrogées (contre 38 %) se déclarent favorables à son action comme responsable de l'opposition, et 45 % portent un jugement défavorable, au lieu de 50 % en juin.

### DÉPÊCHES

■ DROIT : Jacques Toubon a approuvé, jeudi 25 juillet, la prudence du Conseil constitutionnel, qui a renvoyé à plus tard, en raison d'un vice de procédure, la déchéance de son mandat de député de Bernard Tapie. Selon le garde des sceaux, le Conseil « a raison de vouloir prendre toutes les précautions » face à cette affaire « hautement médiatique et délicate ».

■ FONCTION PUBLIQUE : les sept fédérations de fonctionnaires se réuniront mardi 10 septembre, à la Bourse du travail, à Paris, pour faire le point sur la politique de l'emploi dans la fonction publique.

■ OUTRE-MER : Jean-Jacques de Paretti, ministre délégué à l'outre-mer, a rendu public, mercredi 24 juillet, un rapport d'étape de Bernard Pêcheur, président de l'Observatoire des prix et des revenus de la Réunion (Le Monde du 15 juin). Ce document montre que le salaire net moyen des agents de l'État y est supérieur de 51 % à celui de la métropole.



**DÉLINQUANCE** Entre 1984 à 1993, le nombre de condamnations pour viols, attentats à la pudeur et outrage public à la pudeur est passé de 5 350 à 7 650, ce qui représente une progression de 40 %. Dans le même temps, l'ensemble des condamnations augmentait d'à peine 8 %.

réalisée à partir des statistiques du ministère de la justice. Quant aux condamnations pour viol, elles sont passées de 580 à plus de 1 000. **DANS CET ENSEMBLE**, les vio-

lences sexuelles infligées aux enfants enregistrent une préoccupation progressive, ce qui explique notamment l'aggravation des peines prononcées par les tribunaux. En milieu

carcéral, les professionnels s'interrogent sur les moyens de réduire les risques de récidive. **TOUTEFOIS** cette progression « ne signifie pas nécessairement que les faits commis

se soient multipliés ». L'évolution des mentalités et les associations ont contribué à réduire les obstacles au dépôt d'une plainte pour viol ou la dénonciation d'un inceste.

## Les condamnations pour violences sexuelles ont fortement augmenté

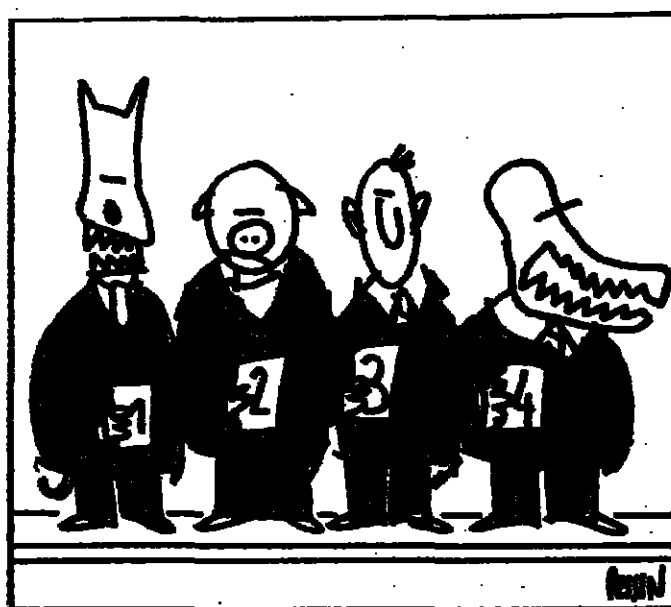
En dix ans, les peines infligées à la suite d'infractions aux mœurs se sont accrues de 40 %, selon le ministère de la justice qui souligne toutefois que les obstacles au dépôt d'une plainte ont régressé

DE 1984 À 1993, le nombre de condamnations pour viols, attentats à la pudeur et outrage public à la pudeur est passé de 5 350 à 7 650, ce qui représente une progression de 40 %. Dans le même temps, l'ensemble des condamnations augmentait d'à peine 8 %.

De 1984 à 1993, le nombre de personnes condamnées pour viols est passé de 580 à plus de 1 000, soit une hausse de plus de 80 %. Cette progression vertigineuse est liée, pour l'essentiel, aux incestes et aux viols commis sur des enfants de moins de quinze ans, qui ont été multipliés par six en moins de dix ans. « Cette augmentation im-

victim et l'évolution des mentalités ont réduit les obstacles au dépôt d'une plainte pour viol ou la dénonciation d'un inceste par l'entourage. Les textes, eux aussi, ont changé : en 1989, les règles de prescription de l'inceste ont été profondément modifiées par la loi. Désormais, de dix-huit à vingt-huit ans, les victimes ont la possibilité de porter plainte pour des faits commis pendant leur enfance, même s'ils remontent à plus de dix ans. Ce texte n'est pas resté sans écho : dès 1990, soit un an après l'adoption de la loi, les condamnations pour viols sur mineur ou par ascendant se sont accrues. De 1990 à 1993, elles sont passées de 336 à 578, ce qui représente une progression de 70 % en trois ans.

Les condamnations pour attentats à la pudeur ont, elles aussi, beaucoup augmenté, mais, comme pour les viols, cette hausse concerne pour l'essentiel des faits commis sur des enfants ou des adolescents. De 1984 à 1993, les condamnations concernant des victimes mineures sont ainsi passées de 1 400 à 2 300, en hausse de près de 65 %. Dans le même temps, les attentats à la pudeur sur les adultes augmentaient de seulement 8 %. « C'est la répression de ce délit sur les mineurs qui connaît de loin la hausse la plus forte », souligne M<sup>me</sup> Burricand et Montell. Au premier rang de ces agressions, les attentats à la pudeur commis par les parents ont presque triplé en dix ans. Les actes les plus graves – ceux qui se sont ac-



compagnés de violence, de contrainte ou de surprise – ont, pour leur part, plus que doublé.

### UNE SÉVÉRITÉ ACCRUE

Contrairement aux idées reçues, les cours d'assises se montrent de plus en plus sévères à l'égard des auteurs de cette délinquance de mœurs, et notamment à l'égard des récidivistes. « En dix ans, les peines de réclusion criminelle pour viol sont devenues non seulement plus fréquentes, mais aussi plus longues », résume l'étude. En 1984, la réclusion criminelle, qui est plus dure que le simple emprisonne-

ment, était appliquée dans un cas sur deux. Dix ans plus tard, elle est la règle dans sept cas sur dix. « La sévérité accrue des cours d'assises s'étend à presque toutes les catégories de viols, avec ou sans circonstances atténuantes », notent les deux statisticiens.

Parallèlement, la durée des peines de réclusion criminelle imposées aux violeurs a augmenté. En moyenne, de 1984 à 1994, elle est passée de huit à dix ans. « Les cours d'assises ont eu tendance à durcir leurs sentences », relève l'étude. Les peines de plus de dix ans, qui représentaient 30 % des

réclusions prononcées par les cours d'assises en 1984, en représentaient près de 60 % en 1993. « Quelles que soient les circonstances du viol, les peines de réclusion s'allongent, mais l'aggravation apparaît plus sensible pour les viols commis sur mineur ou par ascendant, ou encore sous la menace d'une arme », note l'étude. Dans ces derniers cas, la durée moyenne de la réclusion était de onze ans en 1993, soit deux ans et demi de plus qu'en 1984.

Au cours des dix dernières années, la justice s'est également montrée de plus en plus sévère à l'égard des auteurs d'attentats à la pudeur. « Ils sont presque toujours condamnés à une peine d'emprisonnement, si l'on excepte les mesures éducatives destinées aux jeunes délinquants », souligne l'étude. La peine prononcée comporte une partie de prison ferme plus d'une fois sur deux, voire dans 65 % des cas si l'auteur est un ascendant de la victime mineure. De 1984 à 1993, les peines de prison ferme se sont singulièrement alourdies : elles sont passées, en moyenne, de quatorze à dix-sept mois, lorsque les victimes sont des adultes, et de dix-sept à vingt et un mois lorsqu'elles sont mineures.

Anne Chemin

\* Carine Burricand et Marie-Laure Montell, Les condamnations pour infraction aux mœurs de 1984 à 1993, Infostat Justice N° 44, ministère de la Justice, 13, place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01.

### Un rapport prône le suivi thérapeutique post-pénal

Dans un rapport sur les possibilités de traitement des auteurs d'infractions sexuelles remis à la direction générale de la santé en 1995, le docteur Claude Ballier, psychiatre des hôpitaux, préconise une approche psychiatrique précoce, dès l'incarcération, afin de « proposer des soins adaptés ».

La diversité des personnalités des auteurs d'infractions à caractère sexuel implique, selon le docteur Ballier, « des modes d'abord très variés » complétés par « des interventions privilégiant des moyens d'expression tels que dessin, peinture, yoga, théâtre... », susceptibles de « faire émerger les composantes les plus archaïques de la personnalité ». « Ces nombreuses possibilités thérapeutiques supposent des moyens importants en personnel médico-psychologique », souligne le rapport, qui qualifie d'« insuffisante » l'enveloppe de 60 millions de francs allouée pour le renforcement du dispositif médico-psychologique en milieu pénitentiaire. Le docteur Ballier estime enfin que les anti-androgènes « ne doivent pas être considérés comme un traitement systématique ou radical », et suggère « la poursuite d'un suivi thérapeutique à la sortie ».

une progression beaucoup plus rapide que l'ensemble des condamnations pour crimes ou délits », résume deux statisticiens du ministère de la Justice, Carine Burricand et Marie-Laure Montell, dans une étude sur la délinquance sexuelle.

En matière de viols, les chiffres sont plus impressionnants encore.

portante ne signifie pas nécessairement que les faits commis se soient multipliés, observent cependant les deux statisticiens. La hausse reflète, au moins pour partie, le développement de la répression rendu possible par l'évolution générale des sensibilités et des comportements. « Au cours des dix dernières années, le travail des associations de

## Les doutes et les angoisses du personnel pénitentiaire

### CAEN

La cour du centre de détention de Caen est vaste mais, par groupes de deux ou quatre, les détenus ne la parcourent qu'en largeur. Une vingtaine de pas, demi-tour, une vingtaine de pas en sens inverse, toujours au même rythme, comme on fait des « longueurs » à la piscine jusqu'à s'en étourdir. La taille, plus réduite, de la cour de la maison d'arrêt qu'ils ont longtemps fréquentée avant d'être jugés s'est imprimée dans leurs cerveaux, explique un surveillant.

Jeans lâches ou pantalons de jogging, baskets ou « claquettes » de vacances, la similitude des apparences trahit la longueur des peines accomplies. Les deux tiers purgent ici une peine de plus de dix ans, et 10 % d'entre eux ont été condamnés à perpétuité. Sur les 420 condamnés reclus au centre de détention de Caen, 65 % l'ont été pour crimes ou délits de nature sexuelle, commis en grande majorité à l'encontre de mineurs de moins de quinze ans.

« C'est beaucoup », estime, tout en retenue, le directeur de la prison, Jean Letanoux. « Spécialiser

ainsi une prison limite les visites et les choix de formation pour les détenus. » Derrière cette explication de façade se cache le malaise du personnel pénitentiaire, sa démotivation, son « dégoût » même, osent avouer certains. « Quand beaucoup d'affaires de ce genre se trouvent concentrées dans un seul établissement, notre qualité de citoyens s'en voit affectée », reconnaît le directeur lui-même. Nous n'avons plus d'intérêt pour l'homme, et nous travaillons moins bien. L'une des assistantes sociales, toute jeune, partira « dès qu'elle aura un bébé », une autre, qui se dit « forcément marquée », soupçonne d'inceste tous les pères affectueux qu'elle croise dans le bus. L'infirmière, qui ne veut voir en eux que des patients comme les autres, avoue s'irriter quand ils se montrent trop douillets « alors qu'ils ont parfois torturés... ». « Les ordures qui s'en sont pris aux gamins, et qui en plus se présentent comme des victimes, j'ai pas franchement envie de dialoguer avec eux, dira même un surveillant. Je leur décroche pas un mot, à part les ordres. »

Inlassablement, Christiane Beaume, elle, continue de leur parler. Chef du service socio-éducatif, aussi douce qu'énergique et d'une gaieté qui surprend ici, elle tente de transmettre la foi qui l'anime encore à son équipe d'assistantes sociales. « Je n'ai pas le droit de porter un jugement. Ces gars, dont la fréquentation nous semble parfois insupportable, ont de telles histoires de vie ! Violés dès l'enfance, abandonnés, esquintés... Evidemment, cela n'excuse pas leurs actes mais cela nous permet de les reconnaître en tant qu'humains. »

UNE « ARMADA DE DINGODOCS » Pour la seconde, le service médico-psychologique régional (SMR) installé dans la prison depuis octobre 1995, a amené à Caen une « armada de dingodocs », comme les appellent avec tendresse les surveillants. Une équipe de psychiatres, psychologues et psychanalystes assurent désormais une présence quasi continue.

Une « bouffée d'oxygène » pour le personnel, que ces renforts venus de l'hôpital. « Il y a chez nous énormément de détenus qui ont été reconnus responsables mais qui auraient davantage leur place à l'hôpital psychiatrique, qui n'a plus de

structures pour accueillir les gens dangereux », remarque Gilles Capello, jeune sous-directeur, qui s'avoue frappé, à chaque retour de vacances, lorsqu'il a « un peu oublié les vieux visages ».

La palette de soins désormais offerts permettra-t-elle de prévenir la récidive chez les délinquants sexuels ? Personnels pénitentiaires et médecins préfèrent esquisser la question : la prise en charge thérapeutique des condamnés n'est pas la solution unique. Selon eux, la détention doit aussi permettre de réorienter le détenu par le travail rémunéré en menuiserie, ébénisterie, électronique ou imprimerie (au mieux 2 000 francs par mois), la formation scolaire ou professionnelle, les loisirs.

D'ailleurs, les psychiatres avouent que les résultats thérapeutiques demeurent largement aléatoires. Certains détenus, même parmi ceux dont l'expertise psychiatrique d'entrée en détention laissait a priori peu d'espoir, changent en prison.

Comme ce violeur récidiviste qui parvient aujourd'hui à évoquer les faits après des années de déni. Lui, le « bon vivant, le gros

nounours, pas le mec à taper sur n'importe qui », comme il se définit complaisamment, refusait tout suivi psychiatrique. « Pas besoin. Pas dingue, quand même ! », grommelle-t-il encore aujourd'hui. Jusqu'à sa rencontre avec une jeune psychologue qui rédigeait un mémoire. Avec elle, doucement, la parole est venue. « On m'appelait baratin dans la famille. Je savais pas pourquoi... »

Même sans suivi psychologique ou psychiatrique, peut s'esquisser une évolution positive. « Heureusement ! Car il ne faut pas s'illusionner. L'angle de traitement rassure l'opinion publique mais la personnalité des criminels sexuels recèle encore bien des trous noirs, admet modestement Philippe Plichart, psychiatre. A structure mentale égale, certains se contenteront de consulter en ville pour des fantasmes pédophiles tandis que d'autres passeront à l'acte. » La crainte, malgré tout encore présente ici, d'être classé parmi les condamnés « sexuels » ou le mauvais souvenir gardé du psychiatre de cour d'assises freinent certains détenus. D'autres ne consultent que pour engranger des « bons points » à faire valoir auprès du juge d'application des peines (JAP). D'autres encore « même extrêmement dangereux, atteints de psychoses, ne sentent pas la nécessité de se soigner, poursuit Anne-Marie Morice, le JAP Or, comme nous sommes dans un état de droit, on ne peut les y contraindre. Mais ils sortiront un jour... »

Pour un nombre non négligeable de détenus, enfin, une approche thérapeutique est « contre-indiquée ou impossible », précise le docteur Plichart. Quant aux traitements médicamenteux inhibiteurs de la libido, ils ne sont, selon lui, « envisageables qu'en fin de peine et n'ont d'intérêt réel que pour environ 10 % des criminels sexuels ».

Juge, médecins, personnels pénitentiaires, tous partagent ici un même sentiment d'impuissance face à la récidive. Tous en souffrent. Les surveillants montreront même du doigt la porte par laquelle trois hommes récemment libérés ont quitté la prison. L'un d'eux, assurent-ils, reviendra

bientôt. « Nous sommes sûrs que certains récidiveront. C'est terrible ! Quand un homme a purgé sa peine, il a payé, la société n'a plus le droit de s'intéresser à lui. S'il a bien voulu me dire où il allait, et que j'en informe des tiers, je suis dans l'illégalité », commente le directeur.

Comme le juge d'application des peines, il ne voit de salut

### Regrouper pour soigner

Plus qu'une volonté ministérielle, c'est la commodité qui a conduit le centre de détention de Caen à se spécialiser dans l'accueil des délinquants sexuels. « Tout simplement parce qu'il y a de plus en plus de condamnés pour violences sexuelles, parce que nous avons embauché, dès 1994, un psychologue et un psychanalyste pour répondre à la demande de soins. Le regrouper dans un établissement permet de leur assurer une détention à peu près normale dans le respect de leur intégrité physique et psychique, en évitant d'avoir à les isoler », explique le directeur du centre.

Les violeurs (« pointeurs »), en particulier ceux qui ont agressé des enfants, sont bien souvent malmenés par leurs codétenus, ce qui les exclut de toute vie collective et les dissuade, sous peine de trahir la nature de leur crime, de demander une aide psychiatrique.

qu'en un rigoureux suivi post-pénal des libérés, pour l'instant inexistant dès lors que le condamné sort en fin de peine. « Or sous la pression de l'opinion, ces libérations conditionnelles se sont réduites drastiquement », note M<sup>me</sup> Morice. Du coup, les condamnés les plus dangereux sortent en fin de peine, n'ont aucun compte à rendre. Plutôt que la conditionnelle, ce sont les réductions de peine systématiques et les décrets de grâce collectifs qu'il faudrait limiter puisqu'ils ne poussent pas les détenus à fournir le moindre effort... »

Pascal Krémer

### « Je suis à peu près réparé »

IL PARLE de lui avec le recul d'un médecin évoquant son patient, mais craint encore le regard des autres détenus. On ne dira donc rien de son crime ni de la durée de sa détention, si ce n'est que le premier fut gravissime et que la seconde est en conséquence.

Il affirme avoir pris conscience de l'horreur de son acte et se présente d'ailleurs posément comme « délinquant sexuel ». Avant, tout de même, de s'accorder un « entre guillemets ». « Toute ma vie, je penserai à ce que j'ai fait. C'est une cicatrice qui ne se refermera jamais. J'ai brisé la vie de quelqu'un. » Les guillemets sont là pour atténuer sa responsabilité, rappeler le poids de son passé, pour qu'on le distingue bien des « pervers » de nature. « Tous les problèmes viennent de l'enfance, même si je suis sans doute aussi en cause. Ma mère était ultra-possessive et moi, je suis resté immature. Elle m'a bousillé ma vie, mais grâce à l'analyse j'ai réussi à lui parler. » Sa « chance », comme il dit : « Un déclin dans ma tête après le rapport psychiatrique des as-

sises. » Et son avocat, « très présent », qui lui conseille alors de suivre une analyse. « Quand je suis arrivé à Caen, il y a dix ans, il n'y avait rien. Mais j'ai crié au secours, et quelqu'un a été mis en place. » Voilà quatre ans qu'avec ce même psychanalyste il « vide son sac ».

#### « LA PRISON INFANTILISE »

Il devrait en avoir fini cette année. « Mes expertises psychiatriques sont positives. Je suis beaucoup plus mature. C'est bizarre, parce que la prison infantilise. Il faut se faire violence pour ne pas oublier pourquoi on y est enfermé. Un grand nombre de gens ici ne prennent pas au sérieux leurs actes, peut-être parce que ça leur fait trop peur d'y penser. Je vois beaucoup de gens dans une détresse morale et psychique terrible, comme c'était le cas pour moi, il y a sept ou huit ans. J'en ai initié énormément à aller voir le psychanalyste. Mais beaucoup rejettent tout, et restent dangereux. »

La prison, les autres surtout, lui sont devenus insupportables. « On est tous sales, mais

certaines se donnent des prétentions pour jouer aux caïds. » Il poursuit : « On a tout ce qu'il faut, le petit frigo, la télé, les intervenants extérieurs, mais les peines sont de plus en plus longues. Cela ne sert à rien d'enfermer les gens trente ans. La société a plus à gagner en nous soignant. Il faut faire attention à ne pas avoir trop de repères à l'intérieur, sinon l'extérieur n'existe plus. »

Il ne tient le coup qu'en parlant de sa « sortie prochaine », pourtant encore bien loin dans le temps, mais qu'il ne craint plus. « Si je dis que je ne ferai plus jamais rien, c'est là que je serais dangereux. Mais je ferai tout pour ne plus faire de bêtises. J'ai fait du chemin mais je suis, par exemple, qu'il ne faut pas que je revienne dans un certain milieu. J'en bave trop pour revenir un jour ici. Et puis, je suis à peu près réparé. Je n'ai plus d'idée d'agressions dans ma tête. »

P. Kr

Xavière Tiberi  
le juge d'instruction

quel a été inhumé

Si les  
sur toutes

du sport : spécial



**Le magistrat devait transmettre au parquet des documents la concernant**

avait été commandé en 1994 par le conseil général de l'Essonne et qui lui avait été payé 200 000 francs.

interroger le parquet sur les suites à donner à cette découverte. En toute logiqne, les pièces saisies pourraient être transmises au parquet d'Evry (Essonne), où le procureur Laurent Davenas a déjà ouvert, voici quelques semaines, une information judiciaire sur des faits similaires. Confiée au juge d'instruction

allées déposer du matin au Paris à par ailleurs été questionné sur son patrimoine personnel. Découverte à son domicile par le juge, une « note blanche » manifestement altimée fait à la source de certains services de renseignement, évoquait allusivement la constitution de ce patrimoine. Le juge avait en outre arraché une page du journal intitulée de M<sup>me</sup> Tiberi, considérant que certaines de ses annotations pouvaient être en rapport avec son enquête. Xavier Tiberi y déplorait notamment que son mari soit présenté dans la presse comme le seul responsable dans la affaire d'aujourd'hui. « Elle, Paris de Ch. et j. » à l'Hôtel de Ville. Questionnée sur ce point, M<sup>me</sup> Tiberi a expliqué au juge qu'elle avait écrit ces lignes dans un moment de déprime, parce qu'elle pensait que MM. Chirac et Juppé « lâchaient » son mari. Elle a

**Hervé Gattegno**

## Le rectorat de Rennes est occupé

bli par le relevé des connexions de Minitel. Malgré la menace de recours devant les juridictions, le ministre se refuse à intégrer toutes les demandes. Il a ainsi demandé aux recteurs de rencontrer chaque candidat pour examiner d'éventuelles réorientations.

redoublement. Cette proposition a déjà rencontré l'écho. Regroupés dans un collectif des « déconnectés du Mithral », un groupe de 200 à 250 étudiants et parents ont envahi le rectorat jeudi 25 juillet dans la journée. L'occupation se poursuivait, sans incident, vendredi matin, dans l'attente des résultats de la négociation qui a duré toute la nuit avec le recteur, Pierre Lostis. Malgré l'ouverture d'unités Staples à Brest et à Saint-Brieuc et le renforcement des capacités à l'université de Rennes-II, 440 places étaient proposées à 840 candidats. Le collectif envisageait de déposer 300 signatures devant le tribunal administratif. En outre, le collectif demande l'inscription d'une centaine de bacheliers, recalés selon la même procédure, en arts du spectacle et en musique.

François Bayrou a proposé aux syndicats d'étudiants d'engager une réflexion tant sur les modalités de la « sélection » que sur l'avenir de la filière sportive, passée de 3 500 à près de 10 000 places en deux ans. Dans son entourage, on précise qu'elle s'inscrira dans la réforme des premiers cycles promise pour la rentrée 1997.

**Michel Delberghe**

de Licra [Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme]. L'abbé Laguerre a également lu quelques extraits du testament de Paul Touvier, rédigé en 1989, dans lequel il affirme n'avoir « jamais tué, ni donné l'ordre de tuer », « jamais torturé ni donné l'ordre de torturer ». « Je n'ai œuvré qu'à sauver des vies humaines », écrivait encore l'ancien milicien.

Évoquant ensuite « l'incrimine scandaleuse d'une II<sup>e</sup> République

*défrante et incapable, socialiste et mignonnique* », le prêtre n'a exprimé qu'un regret à l'égard du régime de Vichy, celui de ne « pas avoir assez affiché un catholicisme intégral ». Il s'en est vigoureusement pris à la presse, « aux ordres de l'idéologie du politiquement correct ». Aux côtés du prince Sixte de Bourbon-Parma, Pierre Bernard, député de Seine-Saint-Denis, suppléant du ministre de la ville et de l'intégration, Eric Raoult, et maire

de Montfermeil (*lire ci-dessous*), assistait aux obsèques, en compagnie de quelques rares personnalités de l'extrême droite et de membres de l'Association nationale Pétain-Verdun, l'un d'entre eux arborant la francisque au revers de sa veste.

Une partie de l'assistance a ensuite accompagné l'épouse et les deux enfants de Paul Tournier au cimetière communal de Fresnes où il devait être enterré, en raison semble-t-il du refus d'une partie de sa famille de l'accueillir à Chambéry (Savoie), la ville dont il était originaire. « Fresnes l'a voulu, Fresnes le garde », a dit M<sup>onsieur</sup> Trémollet de Villers, son avocat. « Il avait une grande foi en Dieu, une foi d'enfant », a-t-il ajouté, en se réjouissant de voir que son client avait eu, à Saint-Nicolas-du-Charbonnet, « des obèques de prince, car les enfans sont des princes ». Avant l'inhumation, une brève cérémonie a été célébrée par quatre moines bénédictins de l'abbaye de Solignac, la seule de la région où la messe de l'ancien milicien, une couronne de défrachie indigne : « Les anciens déportés et internés, à notre camarade... »

Pierre Bernard, maire (divers droites) de Monfermeil, devenu député (RI) de Seine-Saint-Denis en qualité de suppléant d'Eric Raoult, ministre de la ville et de l'intégration, a expliqué sa présence aux obèques de l'ancien milicien Paul Touvier, par sa volonté de « réparer une injustice ». Sa présence « parmi une assemblée de catholiques de France » sera « utile à la manifestation de la vérité historique », affirme-t-il, vendredi 26 juillet, dans le *Parisien*. Catholique enregistré, M. Bernard préside une association, La France debout, qui développe les idées de la droite et de l'extrême-droite traditionaliste.

Devant le «tribunal divin», a poursuivi le prêtre, il n'y a pas de médias ni de coups médiatiques, pas de communistes, pas de franc-maçonnerie, pas de partie civile et pas

**"L'esprit du sport : spécial J.O." Le dimanche 28 juillet à 12h, le mercredi 31 juillet à 13h30.**

Le 28 et le 31 juillet, Cyril Figuiet consacrera son émission à l'esprit olympique à travers les âges. Seront présents sur le

*plateau de nombreux médaillés olympiques qui nous feront voir les Jeux sous un autre angle, celui des athlètes côté tête.*

## La Cinquième

On en apprend tous les jours



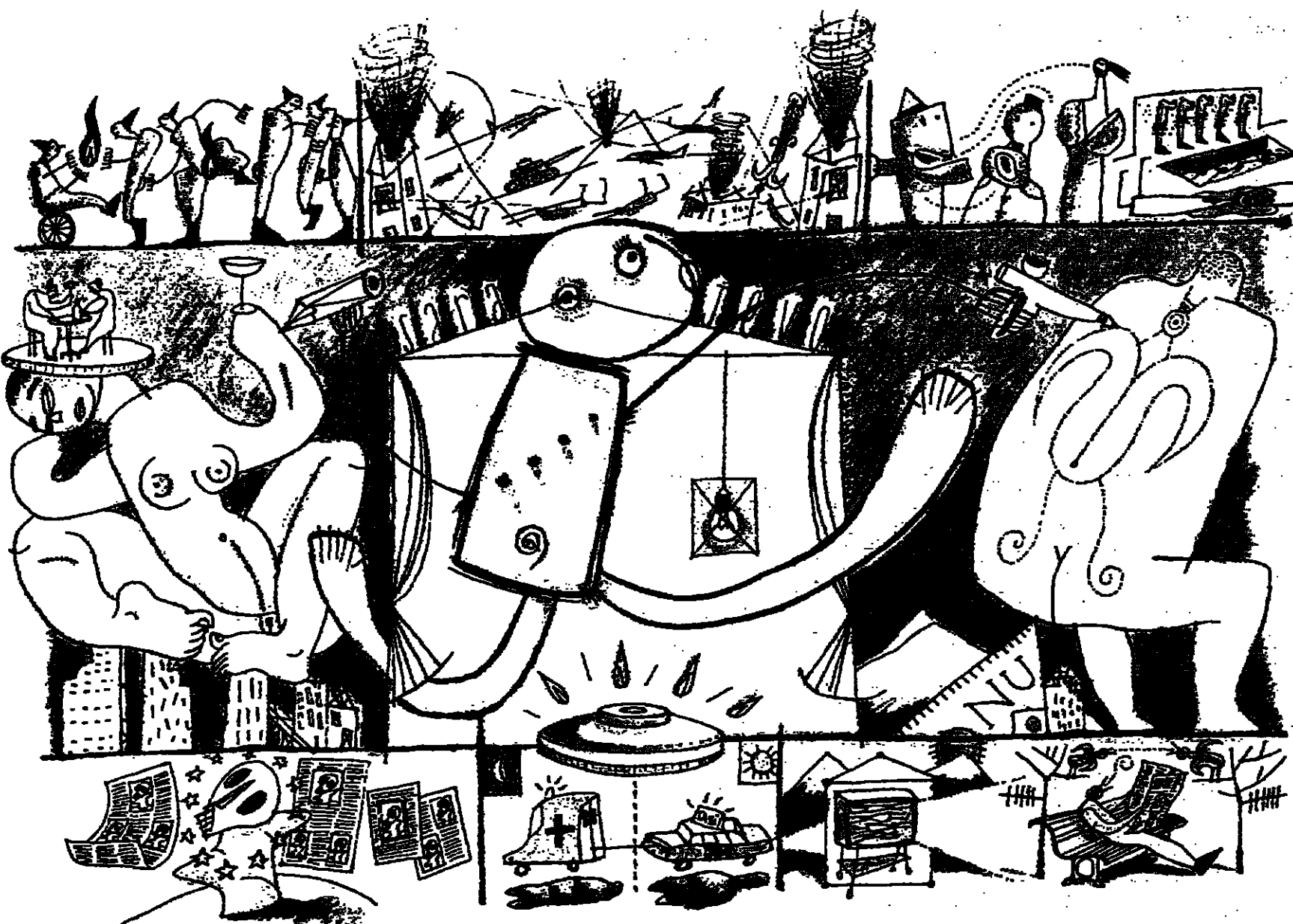
## HORIZONS

ENQUÊTE

**A** la source de la rivière Bosna, les Sarajéviens retournent peu à peu. C'est un immense parc ombragé où coulent des ruisseaux, où les enfants jouent sur la pelouse, où des ponts de bois enjambent l'eau couverte d'algues verdoyantes. Le site de Vrelo Bosne, à Ilidza, est à moins de 10 kilomètres du centre-ville.

Pendant la guerre, l'endroit était inaccessible, et les forces serbes y manœuvraient parfois leurs canons. La réouverture de Sarajevo a permis aux habitants, en mars 1996, de retrouver le Vrelo Bosne dont ils ont rêvé durant les années de siège. L'endroit où, au temps de l'insouciance, ils venaient pique-niquer, promener leur progéniture et déguster des friandises.

Aujourd'hui, les enfants sautillent de nouveau. Un père recueille de l'eau claire dans le creux de sa main et arrose sa fille en riant. Des amoureux se chuchotent des mots doux, allongés dans l'herbe. Le vendeur de barbes à papa n'a pas le temps de se prélasser, tant les clients sont nombreux. Sur un sentier, trois carrosses attendent; les chevaux se reposent à l'ombre. Pour 5 deutschemarks (20 francs environ), les promeneurs peuvent parcourir le parc et ses environs.



# Sarajevo, un douloureux après-guerre

« Comme avant la guerre... », murmure Irma, songeuse.

Sarajevo commence à s'adapter à l'après-guerre. La ville a retrouvé les couleurs de la vie, du moins en apparence. Les trottoirs sont envahis par les terrasses de cafés et inondées de chansons de *techno music* que crachent les haut-parleurs. Les jeunes filles rivalisent d'élégance, sous le regard des garçons attirés, savourant leur premier été loin des tranchées et des lignes de mire ennemies. Dans la rue piétonne, on ne court plus. Il n'y a plus de snipers serbes postés sur les collines. Il n'y a plus de bidons d'eau à aller remplir, plus d'urgence.

Désormais, on se salue. On prend le temps de regarder les vitrines des magasins, de feuilleter un journal, de discuter avec un ami retrouvé. Entre les étals du marché de Markale, on palabre tranquillement sur les prix, on tâte les fruits frais importés du bassin méditerranéen, on compare les morceaux de viande fumée suspendus aux crochets en fer.

L'absence d'urgence est peut-être, paradoxalement, le problème majeur des Sarajéviens aujourd'hui. Peut-être la cause d'une vague de dépressions nerveuses décelée par les médecins. La ville offre un visage serein, parfois resplendissant. Sarajevo est vivante et fière de l'être. Les premiers touristes sont ébahis de découvrir une ville si animée, si tonique, après les trois années et demie de siège qu'elle vient de subir.

**M**AIS, dès qu'on franchit la porte d'entrée des maisons, les problèmes reviennent. Brutalement. Les Sarajéviens sont moins heureux qu'ils ne le paraissent.

« Les gens sont très nerveux, même s'ils affirment tous que c'est la paix, commente Suad, un chauffeur de taxi. Les soldats, juste démobilisés, sont les plus perturbés par l'après-guerre. Ils ne trouvent pas de travail et ils ont souvent perdu leur logement. S'ils ont un appartement, ils ne peuvent pas payer le gaz, l'électricité et le téléphone. Et ils sont surtout meurtris que les filles préfèrent souvent les « planqués » qui ont gagné de l'argent pendant la guerre aux « héros » désarmés

des premières lignes de front. » Suad Fazlagić apprécie le premier signe de la paix : la réfection des rues de Sarajevo. Ainsi, son vieux taxi survivra-t-il plus longtemps... « Les employés municipaux ont presque fini de boucher les trous d'obus et les tranchées des canalisations de gaz, explique-t-il. J'ai dû dépenser 400 deutschemarks (1.400 francs) pour changer les pneus et les amortisseurs de ma Golf et reprendre mon travail. » Suad ne se plaint pas. Ambulancier dans l'armée bosniaque, il se satisfait d'être encore en vie. Il ne se lamentait pas non plus d'avoir perdu sa résidence secondaire, sur les côtes du Monténégro voisin. « Je n'ai pas de nouvelles; la maison est probablement occupée. dommage, car j'ai vraiment envie d'aller voir la mer. »

Son seul regret est la convivialité assassinée. Tristesse que les Sarajéviens aient souvent fui la capitale en guerre, dorénavant submergée de réfugiés de Bosnie orientale. « J'ai l'impression que Sarajevo n'est plus la même ville. Les visages ont changé, dit Suad. Les gens répètent moins souvent qu'ils aiment Sarajevo. Pourtant, cette ville a un besoin vital d'être aimée. J'espère que ces réfugiés deviendront peu à peu des Sarajéviens ou qu'ils rentreront chez eux. » A

**« Nous étions totalement désarmés et nous avons réussi à sauver notre ville. Aujourd'hui, nous sommes incapables de construire une nouvelle vie, une nouvelle société. Nous sommes encore plus désarmés »**

l'afflux de campagnards souvent mal accueillis par les citadins - et eux-mêmes peu respectueux de la vie de la cité -, s'ajoute la perte d'une solidarité qui s'était tissée durant la guerre. Le « chacun-pour-soi » l'emporte souvent sur les considérations sociales ou politiques.

Chacun est lancé dans sa quête d'une amélioration du niveau de vie. Il faut dire que les vitrines sont alléchantes. On trouve presque tout à Sarajevo. Des kiwis

sur le marché, des fringues Levis ou Benetton dans les magasins, de belles voitures allemandes à la foire de Stup.

Edo Smajic confectionne des chaussures de luxe, grâce à ses importations d'Italie. Avant la guerre, sa boutique était déjà célèbre dans la région. « Aujourd'hui, 50 % de ma clientèle est composée d'étrangers, diplomates, soldats, dit-il. Bon, je suis fier d'avoir réussi à employer douze personnes durant la guerre. » Edo, amoureux de l'Italie et chauffeur des journalistes de *La Repubblica* à l'époque des combats, est l'illustration de la débrouillardise. Son sens des affaires a même fait de lui... le nouvel attaché commercial de l'ambassade italienne en Bosnie.

**S**EKA HRVAT, elle aussi, a ouvert une boutique qui survit grâce à la présence étrangère. « Sarajevo Skin Art » rencontre un certain succès auprès des soldats de la force internationale, qui viennent se faire tatouer un papillon ou le prénom d'une fiancée. Les jeunes Sarajéviens, quant à eux, hésitent encore à dépenser leur maigre pécule pour un dessin sur la poitrine.

« L'essentiel est que les bombardements aient cessé et que les sni-

**Près de quatre années de combats, de bombardements et de siège ont profondément traumatisé les Sarajéviens, qui tentent aujourd'hui avec beaucoup de difficultés de se reconstruire une vie**

notre Bosnie. » Le malaise est réel. Depuis la signature de l'accord de paix, le fossé s'est creusé entre les civils et les combattants, entre les citoyens et les réfugiés, entre les riches et les pauvres. Un fossé qui ne sera comblé que par une hypothétique relance de l'économie bosniaque, dépendante des dons internationaux.

Chacun reconstruit sa propre vie à son rythme. Chacun tente d'oublier les blessures, les souffrances, les disparitions. Ozren Kebo, journaliste et écrivain, est intarissable dès qu'il évoque sa « nouvelle vie ». « La première étape fut le retour de ma femme et de mes enfants de Croatie, où ils s'étaient exilés. Pour la première fois depuis quatre ans, je ne vis plus seul, raconte-t-il. La seconde étape fut le pire choc de la guerre, bizarrement survenu en temps de paix. Mon fils aîné, Adi, jouait avec ses copains au stade de Grbavica, près de l'ancienne ligne de front. Son ami Mirza a trouvé une mine dans l'herbe, il l'a soulevée et a frappé Adi avec l'engin. Mon fils a compris le danger et s'est mis à courir. L'autre gamin a jeté la mine au sol. Adi a entendu une incroyable explosion et, lorsqu'il s'est retourné, son camarade était mort et un autre était blessé. (...) Puis, je pense que mon fils a payé le prix de son absence, comme si nous devions tous subir une terrible épreuve pour avoir le droit à la vie. »

« J'ai profité de cet accident pour entamer ma « nouvelle vie », pour-

suit Ozren Kebo. Je me lève à 6 heures du matin et j'écris mon prochain livre. Je travaille au journal seulement de midi à 15 heures. Ensuite, je rentre m'occuper de mes garçons. Je veille sur eux. » Ozren a écrit un livre, « qui devait être drôle », pendant le siège de la ville. « Je voulais écrire des blagues de guerre. Je n'ai pas vraiment réussi, note-t-il, car la guerre ne fut pas si drôle. Les soldats serbes ont vraiment trop joué avec nous. » Aujourd'hui, l'ambition humoriste demeure. « J'écris l'histoire de la vie sexuelle à Sarajevo au temps des combats. Ce bouquin devrait être très drôle, enfin. »

« Le problème majeur de la « nouvelle vie » est l'éducation de mes enfants, poursuit Ozren en souriant. Je n'arrive pas à leur faire une fessée s'ils font une bêtise, je lève à peine la main et, déjà, j'ai l'impression d'être un soldat serbe. Alors, je leur parle. Etre un bon père est mon obsession. Je leur enseigne le rire, l'harmonie avec les autres, le respect de la nature. »

Ozren Kebo, rédacteur en chef adjoint du magazine indépendant *Dani* - un titre emblématique de la lutte contre les nationalistes -, s'interroge sur l'avenir de son pays. « Il existe un paradoxe. Nous étions totalement désarmés et nous avons réussi à sauver notre ville. Aujourd'hui, nous sommes incapables de construire une nouvelle vie, une nouvelle société. Nous sommes encore plus désarmés. » « Sarajevo a perdu sa caractéristique d'être une

ville formidable, déplore-t-il. C'est une ville blessée, peuplée d'âmes blessées. Les gens sont souvent malheureux, ils ont perdu leurs illusions. La fuite vers un monde intime est la seule solution, sans trop attendre des autres. »

Sur le pont de Vrbanka, longtemps symbole de la division de la capitale bosniaque, les « amants de Sarajevo » meurent une nouvelle fois. Admir et Bosko, joués par de jeunes acteurs bosniaques, s'écroulent sous le feu de snipers de pacotille. Michael Winterbottom, un réalisateur britannique, tourne son prochain film et retrace l'histoire légendaire des amants morts enlacés en fuyant la ville assiégée. « Putain de merde, c'est quoi tout ce sang ? », s'écrie un homme. « Vous n'avez pas honte ? Où étiez-vous pendant que nous crevions ? », s'insurge une vieille dame. « Ça va ? », demande une femme aux comédiens gisant sur l'asphalte. C'est bien. Bonne chance. L'espère que ce sera un bon film. »

**L**A diversité des réactions illustre l'état d'esprit des Sarajéviens, certains encore fragiles, les nerfs à vif, d'autres prêts à entrer dans une « nouvelle vie », ayant presque effacé les souvenirs d'une guerre atroce.

« C'est bizarre, j'ai déjà oublié les horreurs du siège, constate Irma. Lorsque la télévision diffuse des images de carnages, j'ai l'impression étrange que ceci ne me concerne pas vraiment. Ou que ces images surgissent d'une vie ancienne et enterrée. »

Sarajevo court désespérément après son passé prestigieux de ville ouverte, multi ethnique, où la douceur de vivre était la priorité de ses habitants. Sarajevo est à la recherche d'une harmonie, brutalement brisée par quatre années d'horreur.

« Une solution serait de continuer à être idéalistes, dit Ozren Kebo. Si nous avions été réalistes, nous n'aurions pas survécu au siège de Sarajevo. Le pire serait que nous devenions soudainement réalistes et que nous perdions l'envie de bâtir une société magique. »

Rémy Ourdan  
Dessin : Ivan Slig



# Le Monde

EDITORIAL

## Défense : l'Europe s'unit

**C** OUP sur coup, en moins de cinq jours, la Grande-Bretagne vient de choisir l'Europe - et plus spécialement la France et l'Allemagne - pour harmoniser une partie majeure de sa panoplie de défense. Le 22 juillet, elle a annoncé qu'elle se ralliait au projet d'une agence européenne de l'armement et qu'elle apportait, dans la corbeille de mariage, son adhésion à un programme franco-allemand de blindé destiné à appuyer l'infanterie.

Jeu 25 juillet, elle a décidé de lancer le développement d'un missile de croisière, le Storm Shadow, sur la base d'un rapprochement des activités du groupe British Aerospace et de Matra-Défense en France, le groupe allemand Dasa étant déjà associé aux Français sur la production d'un missile aéroporté très voisin, l'Apache, dont la technologie inspirera le projet britannique.

L'été 1996 ne ressemble donc pas aux précédents, lorsque Londres a, par deux fois, tourné le dos à l'Europe de la défense. Ce fut d'abord la commande aux États-Unis des avions-cargos Hercules, de préférence à un programme européen en gestation baptisé FLA (futur large aircraft) ou ATF (avion de transport futur). Ce fut ensuite l'achat des hélicoptères d'attaque Apache aux États-Unis, au détriment du Tigre franco-allemand. Deux camoufflets pour le maintien en Europe de compétences aéronautiques.

Aujourd'hui, avec la décision de John Major, c'est la perspective - unique par les temps qui courent - de voir s'instaurer, entre les trois principaux pays en Europe de l'Ouest, une standardisation de systèmes d'armes-clés : un blindé d'infanterie et un missile aéroporté.

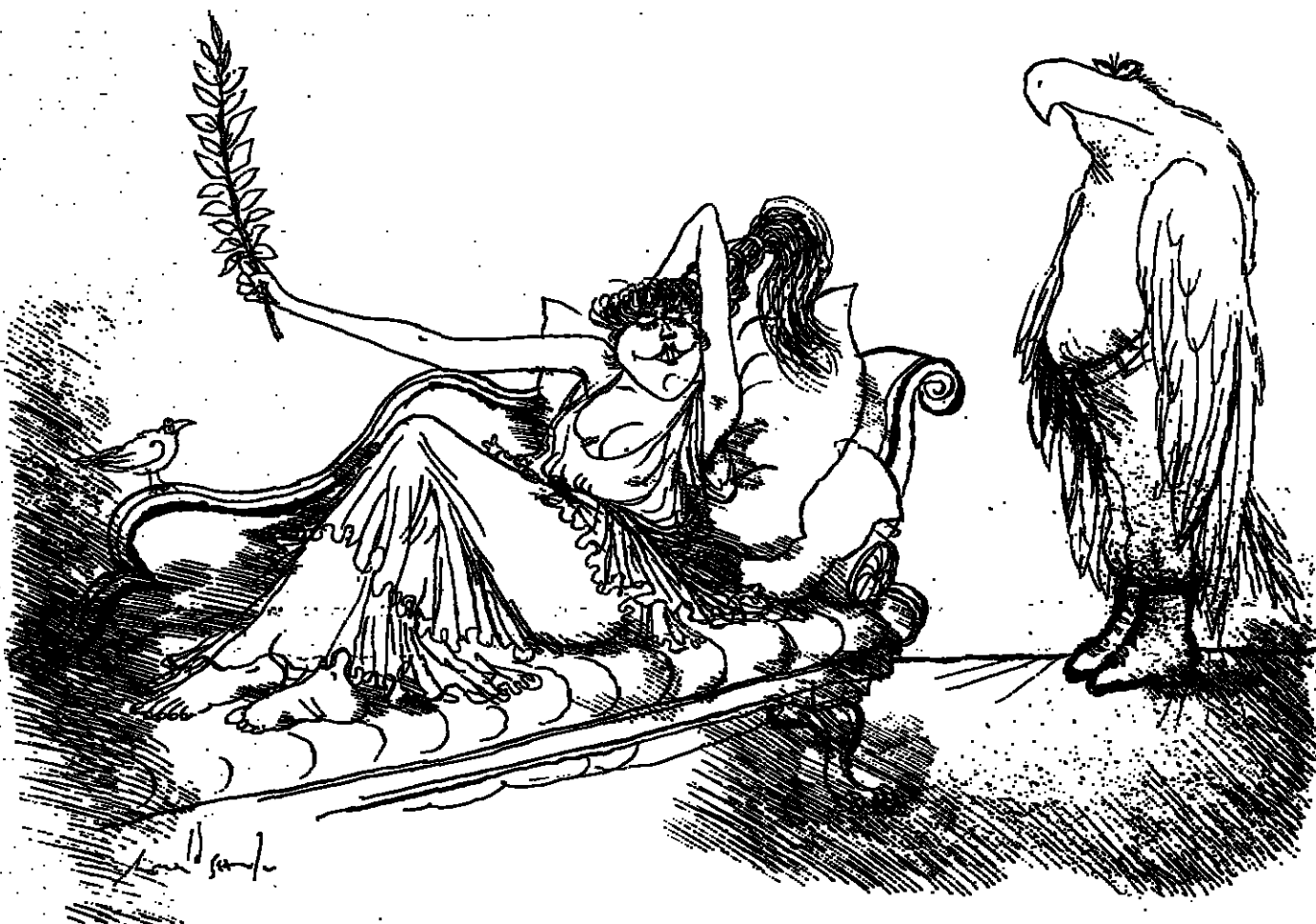
Cependant, avec celle des satellites-espions Helios 2 et Horus, que la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne se proposent de fabriquer en coopération, l'affaire du Storm Shadow britannique a ceci d'essentiel qu'elle marque les premiers choix

conjointes de pays européens, depuis la fin de la guerre froide, sur des équipements majeurs de l'avenir. C'est, en quelque sorte, une façon de créer un standard européen en matière d'armements lourds - qui fera référence - sur la base de familles de matériels engageant chacun des trois partenaires pour des décennies.

Mais il convient d'ajouter à cette considération une autre remarque, tout aussi importante par sa signification à long terme. Dans le cas du blindé, comme dans celui du missile de croisière, l'initiative émane d'abord de la volonté des industriels concernés, de part et d'autre du Rhin et de la Manche, de rapprocher leurs activités et de donner l'exemple en allant jusqu'à la fusion dans le cas de Matra et de British Aerospace.

Les gouvernements ont laissé faire ou ils ont suivi. Certes, la conclusion de ces accords n'aurait pas pu se passer d'une définition préalable, par les États-majors, de besoins militaires communs. Mais, le coup d'envoi de cette Europe-là de la défense a été donné d'abord par les industriels, sur le terrain, que par les responsables politiques.

## Guerre et Paix par Ronald Searle



Alain Lebaube

## La réforme de l'Union en sommeil

**COMME** ils l'ont décidé à Florence, à la demande de la France et de l'Allemagne, les chefs d'État et de gouvernement des Quinze tiendront un Conseil européen extraordinaire en octobre afin de tenter de donner du nerf à la Conférence intergouvernementale (CIG). Lancée fin mars à Turin, celle-ci, dont l'objet est de réformer et de compléter le traité de Maastricht dans la perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale, se traîne depuis lors. La négociation ne s'est nouée sur aucun des points sensibles et tout au plus parle-t-on de « décentration utile », de « travail de préparation nécessaire ».

Que peuvent faire les Quinze, en octobre, pour activer la machine ? Sans même faire référence à l'obstruction du Royaume-Uni, dont on peut penser qu'elle restera intacte jusqu'aux élections britanniques prévues pour le printemps 1997, il est peu probable que les gouvernements soient prêts à des concessions sur les aspects les plus délicats du dossier avant d'être au clair sur les chances de l'Union économique et monétaire (UEM). Or celle-ci - situation inédite dans l'histoire de la construction européenne - dépend moins de la détermination des gouvernements (elle est acquise) que de la conjonction, ainsi que du degré de patience de ceux, les chômeurs notamment, qui sont les victimes d'une économie léthargique.

Tout ou presque demeure subordonné au projet de monnaie unique. C'est vrai en particulier pour le dispositif institutionnel. En l'occurrence ce sont les « petits » pays, souvent les plus attachés à la construction européenne, qui se trouvent en première ligne. On

leur demande, au nom de l'efficacité, de renoncer éventuellement à un siège au sein de la Commission (la France plaide pour que le nombre de ses membres soit ramené à une douzaine) ou encore, à l'occasion d'une révision de la pondération des voix pratiquée lors des votes au Conseil, de se résigner à voir leur influence réduite dans le processus de décision.

**REBOND CONJONCTUREL PROMIS**

Le bon d'entre eux n'excluent pas de tels mouvements, conscients qu'ils seront nécessaires pour éviter la paralysie. Mais, avant de donner un feu vert qui leur coûtera, ils veulent être certains que l'Union sera renforcée politiquement. Un objectif qui passe par l'accroissement des pouvoirs du Parlement et l'extension du vote majoritaire, mais surtout, dans leur esprit, par la mise en place de la monnaie unique. A la fin de l'hiver 1997, on verra si le rebond conjoncturel promis par la majorité des experts s'est effectivement produit. Si tel est le cas, la cause de la monnaie unique paraîtra égayée et, du même coup, la CIG pourra progresser.

Comment, dans l'intervalle, occuper le terrain d'une manière constructive ? Il sera certainement possible d'approfondir le concept, impossible à éluder dans une Communauté comptant une vingtaine de membres, de « géométrie variable » ou de « coopérations renforcées », en faisant attention à ne pas tomber dans le piège de l'« Europe à la carte ». Rendre possibles de telles « coopérations renforcées » entre pays membres désireux d'aller de l'avant, implique, comme condition préalable, que soit attentivement défini le socle

commun, l'acquis communautaire (le marché unique et ses politiques d'accompagnement) auquel personne, y compris les pays d'Europe centrale candidats, ne pourra se soustraire. Mais, sur ce thème central pour préserver le dynamisme de l'Union en gestation, il semble exclu que des décisions puissent être prises avant la phase ultime de la CIG.

Des progrès sur le « troisième pilier » (sécurité intérieure, justice) sont nécessaires dans la perspective de l'élargissement : en matière d'immigration sauvage, de criminalité, une Europe à vingt sera probablement plus exposée que l'actuelle Union. Il est donc opportun de la doter de règles communes, qui seront opposables demain, comme partie de l'acquis communautaire, aux futurs adhérents. Il reste que l'état du débat, notamment la lenteur des progrès réalisés en matière d'harmonisation des politiques de lutte contre la drogue, ne laisse pas présager une percée rapide.

**« AUTOUR DU POT »**

Reste la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), un domaine où les échecs et les absences de l'Union depuis la conclusion du traité de Maastricht peuvent être de nature à faire surgir un sentiment d'urgence. La CIG elle-même ne s'occupe que de la méthode, des instruments, des procédures à mettre en place pour donner une chance à la PESC de s'épanouir. Il s'agit d'indiquer dans quelle mesure des décisions en ce domaine pourront, à l'avenir, être prises à la majorité qualifiée ; de s'entendre sur la représentation de l'Union vis-à-vis de l'extérieur (c'est l'idée française d'un « haut

représentant », avec, apparemment, des formules de compromis en vue) ; de se prononcer sur le rapprochement entre l'UE et l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

« Il manque le cadre politique d'ensemble et une orientation, commente un diplomate français. Les objectifs n'ont pas été définis, faute de quoi les ministres tournent autour du pot, incapables d'aller de l'avant. C'est aux chefs d'État et de gouvernement qu'il revient de donner le ton ».

Les Quinze ont-ils les moyens d'une politique étrangère commune ? Y aspirent-ils encore ? A ceux qui en douteraient, on fait remarquer à Bruxelles que la PESC pourrait, au moins, consacrer son attention à l'élargissement de l'Union. Dans l'hypothèse, vraisemblable, d'une première vague d'adhésions en 2002 ou 2003, limitée à trois ou quatre pays (la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, par exemple), l'Union, estime Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, « aura d'énormes problèmes à régler ».

Il faudra rassurer, sur le plan économique, mais aussi sur celui de la sécurité, les pays associés restant en dehors de l'UE, organiser les relations de l'Union en voie d'élargissement avec la Russie, l'Ukraine, la Turquie, les partenaires méditerranéens. Les Quinze ont, là, une obligation de résultat : en le rappelant, les chefs d'État et de gouvernement contribueraient à remotiver une CIG, qui, faute d'échéances impératives mais, surtout, de perspectives concrètes, sommeille.

Philippe Lemaître

## DANS LA PRESSE

### LIBÉRATION

Stephen Smith

■ Au Burundi, la communauté internationale s'est résignée. Avec l'aide humanitaire comme via-tique, elle a accompagné le pays d'étape en étape sur le chemin d'une restauration autoritaire (...). Pour « l'autre pays des Hutus et des Tutsis », n'y aurait-il donc rien à faire ? Si, de la politique. Comme on l'aurait fait en Afrique du Sud. Là-bas, quoique tardivement, la communauté internationale a imposé le droit à l'émancipation démocratique de la majorité noire. Et, d'évidence, elle garantit la survie de la minorité blanche. Pourquoi ne fait-elle pas autant au Burundi ? Très cyniquement, parce qu'il vaut mieux être Noirs et Blancs dans un pays riche que Hutus et Tutsis dans un pays pauvre.

### LE FIGARO

Georges Siffert

■ Ces champions olympiques français, dont nous découvrons jour après jour les noms et les visages, d'où sortent-ils ? De la France profonde, affirment les médias, ces bouches d'ombre. Exact. Une France qui ne ressemble pas vraiment au village modèle collé par Séguéla sur tous les murs pour faire du visage de Mitterrand une figure de vitrail. La France de 1996, c'est un peuple de près de soixante millions de citoyens, dont les racines plongent souvent bien au-delà des racines de l'hexagone. Il y a des Noirs, des beurs et des blonds dans notre petite légion d'Atlanta. Et nous découvrons que certains d'entre eux sont les alchimistes d'aujourd'hui : ils réussissent, avec leurs têtes et leurs membres, à fabriquer de l'or.

## Les impasses de la réduction du temps de travail

Suite de la première page

Au premier rang de ceux-ci, le redoutable problème de la compensation salariale, que celle-ci soit intégrale, partielle ou inexistante, sans oublier celui du travail en noir, rarement abordé.

Ainsi, et sans aller toujours au-delà d'une pétition de principe, les syndicats disent rechercher l'effet emploi au travers de la réduction du temps de travail. Selon les périodes, ils mettront l'accent sur la durée hebdomadaire, sur l'année avec des formules telles que le congé sabbatique ou, encore, sur le temps de travail ramené à la durée de vie professionnelle. Pour autant, ils éprouvent des difficultés à afficher les concessions auxquelles ils seraient prêts et entretiennent, sur ces points, des désaccords absolus. Quelquefois, comme actuellement, le gouvernement opère un rapprochement au nom de la lutte contre le chômage mais se voudrait plus incitatif que coercitif. S'il imagine accompagner le mouvement, y compris par des aides, il ne voudrait pas non plus mettre en péril la compétitivité des entreprises.

Ces dernières, à l'urgence justifiée de discuter de la réduction du temps de travail mais le font avec d'innombrables précautions et bien d'autres soucis en tête. Le CNPF entend rappeler que ladite réduction ne peut se concevoir autrement que comme une contrepartie à l'aménagement du temps de travail et qu'elle suppose donc davantage de flexibilité. Pour enfoncer le clou, Jean Gandois s'est récemment déclaré convaincu que la réduction du temps de travail « ne va pas réduire le taux de chômage ». Plus catégorique, s'il se peut, l'UIMM écrit dans son dernier bulletin que « c'est l'intensification, la libération du travail qui créent des richesses, donc des emplois et non la réduction des horaires, qui ne fait que partager la pénurie ».

### DÉLICATS ÉQUILIBRES

Les deux approches paraissent inconciliables. Comment pourrait-il y avoir engagement sur l'emploi, surtout chiffré, quand les intérêts divergent ? On comprend, dans ces conditions, que le dossier traîne et que sa lenteur même provoque rancœurs ou frustrations, à l'image des vives protestations de Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT qui, cependant, ne parvient pas à mobiliser ses troupes. Cela explique aussi la gêne du gouvernement, coincé entre l'impulsion et le désir d'intervenir sans casser de délicats équilibres. De ce point de vue, le projet de loi de Robert, adopté le 11 juin, fait à la fois figure d'épouvantail et d'échappatoire coûteuse. En aménageant l'article 39 de la loi quinquennale il serait possible d'exonérer partiellement de charges les entreprises qui réduiraient de 10 % leur temps de travail et qui, soit créeraient de l'emploi, soit en sauvegarderaient.

Même cette voie montre vite ses limites, ainsi que le prouve toute l'expérience passée. De fait, l'idée de la réduction du temps de travail est censée aller de pair avec une conception offensive, seule susceptible de dégager des emplois supplémentaires, alors que la réalité de la pratique renvoie à une utilisation défensive d'une telle réduction afin de limiter les suppressions d'emploi. Les accords signés avec la volonté de créer des emplois se comptent sur les doigts d'une seule main. Dus à des situations exceptionnelles et pas toujours durables, ils ne sont jamais le fait de

branches professionnelles mais d'entreprises. Ils se gardent bien de donner des indications en volume.

Extrêmement nombreux, en revanche, les accords qui ont pour objet le maintien ou la sauvegarde d'une partie des effectifs ne sont pas non plus exempts de critiques. A l'instar de ce qui s'est passé chez Volkswagen, cette solution n'a qu'un temps. Sauf à disposer de moyens de contrôle, les résultats se mesurent mal ou se dissolvent dans les plans successifs. Le patronat ajoute en outre, à l'exemple de l'UIMM encore une fois, que de telles méthodes peuvent retarder les adaptations nécessaires. « En cas de sureffectifs de nature structurelle ». Sans compter le coût pour les finances publiques, évalué de 120 000 à 170 000 francs par emploi à la charge de l'État, si on devait appliquer les mesures prévues par le texte de Gilles de Robien.

Sauf à envisager des solutions plus chirurgicales de baisse uniforme, massive et obligatoire, qui auraient des conséquences déstabilisantes pour l'économie, encore plus difficiles à mettre en œuvre, la conjonction de ces paramètres justifie que la réduction du temps de travail soit abordée de manière homéopathique, ce qui était déjà le cas avec les 39 heures de 1982. Mais, comme alors, il ne fait quasiment aucun doute que la conséquence pour l'emploi sera faible. Ou nulle. Qu'ils le veuillent ou non, le gouvernement actuel, ainsi que le président de la République, se trouvent à leur tour pris au piège de ces contraintes.

Pendant ce temps, dans la réalité, c'est le travail à temps partiel qui s'est imposé comme la technique de gestion du temps réduit. Avec les excès que l'on sait pour des catégories en situation précaire. Et, pour le coup, selon des critères qui correspondent parfaitement aux souhaits de souplesse des entreprises.

Alain Lebaube



# Pour sortir le Burundi de la tragédie

*par Ahmedou Ould-Abdallah*

ethnies proprement dites, en traversant leurs capacités d'agir. C'est en gardant cette constatation à l'esprit que la communauté internationale devrait réfléchir à l'exécution de recommandations suivantes.

Premièrement, la douzaine des représentants spéciaux aujourd'hui

concernés par le Burundi doivent, sans délai, en étroite coopération avec les ambassadeurs accrédités à Bujumbura et les délégués locaux du système des Nations unies, se retrouver autour d'une table. Cette réunion devra être consacrée uniquement à harmoniser et à coordonner leurs vues, approches et actions. L'objectif principal est d'atteindre et d'affirmer la cohé-

attendre est d'aligner la conférence de la communauté internationale en évitant d'envoyer aux différentes factions burundaises des signaux et messages ambigus ou contradictoires. La réunion adoptera aussi un code de conduite engageant tous les participants.

**La peur  
est l'ennemi principal  
Les Hutus ont peur**

## des Tutsis, qui ont peur des Hutus

par-dessus tout, patients - le facteur temps est crucial - et réfractaires aux solutions toutes faites que quelques-uns pourraient vouloir imposer comme des camisoles de force. Les causes de la crise ne fournissent pas nécessairement sa solution. Les Burundais, Hutus et Tutsis sont des peuples marqués

Troisièmement, pour maintenir un minimum de stabilité, il n'existe actuellement aucune autre solution

De plus, pour éviter une « socialisation » ou une « libéralisation » du pays, l'armée ne doit pas être cassée. La convention de gouvernement avait été signée en 1990.

compte de ces considérations, et aussi pour préparer la tenue d'un débat national. Ce dernier doit fournir un véritable cadre de négociation des questions constitutionnelles, institutionnelles, électorales et des réformes du système judi-

La convention du gouvernement est un partage de pouvoir semblable à ceux mis en place par les présidents Buyoya et N'Dayoye respectivement en 1988 et 1993.

précisément par temps de crise. De surcroît, je suis convaincu que partout en Afrique où la démocratie et l'alternance ne sont pas enracinées, le partage du pouvoir est une garantie de la réussite des transitions politiques.

l'union n'est pas en guerre, la dimension régionale de la crise doit être ajoutée à l'ordre du jour. Une conférence régionale bien préparée devrait réunir les présidents du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Zaïre et, bien sûr, les présidents du Burundi et du Rwanda. C'est ce que l'ancien président

Il est grand temps de mettre en œuvre une approche commune pour cette malheureuse région de Grands Lacs d'Afrique. La communauté internationale doit apporter la clarté et non la confusion à un

**Ahmedou Ould-Abdallah** est secrétaire exécutif de la Coalition mondiale pour l'Afrique (Washington).

ton) et ancien représentant spécial  
de l'ONU au Burundi.

~~SECRET~~

~~CONFIDENTIAL~~



Pour sortir le Bureau de la tragédie

L

de M. Douste-Blazy

PODIUM

**1 DÉFICIT.** Les améliorations apportées, depuis une semaine, au système de transport ont coûté 1,2 milliard de dollars. Les Jeux d'Atlanta pourraient être déficitaires.

**2 LES DEUX** pays qui co-organiseront la Coupe du monde de football 2000, le Japon et la Corée du Sud, ont été privés des quarts de finale du tournoi olympique en raison d'une différence de buts défavorable.

**3 LA ROUMANIE** place ses trois gymnastes sur le podium féminin, mais manque le titre, gagné par l'Ukrainienne Lilia Podkopaieva. Gina Gogean prend l'argent, Simona Amanar et Lavinia Milosovici sont ex aequo pour le bronze.

# Les Jeux d'Atlanta

Le Monde

de nos envoyés spéciaux

## La naïade et le galérien

Depuis le début des Jeux du centenaire, deux athlètes sont entrés dans la légende olympique, deux forces de la nature aux gabarits opposés : le Turc Natim Süleymanoglu, triple champion d'haltérophilie, et le Russe Alexandre Kareline, triple champion de lutte gréco-romaine.

Un phénomène identique de longévité a été reconnu, jeudi, à Atlanta. Il s'agit d'une naïade de Budapest qui n'est, elle, ni puissante, ni d'une taille extrême. Krisztina Egervégi vient de gagner sa troisième médaille d'or sur 200 m dos, en trois jours. Une seule nageuse avait jusqu'alors accompli pareille série, l'Australienne Dawn Fraser, au 100 m nage libre, entre 1956 et 1964. Mais le palmarès de la Hongroise est plus prestigieux encore, puisqu'elle possède les titres sur 100 m dos et 400 m 4 nages consécutifs à Barcelone, une médaille d'argent sur 100 m dos à Séoul et une de bronze sur 400 m 4 nages à Atlanta. Et son

succès est d'autant plus méritoire qu'après l'effondrement du régime communiste, la Fédération de natation hongroise s'est trouvée impliquée dans un scandale financier dont ses champions ont supporté les conséquences. En dépit d'un changement radical de conditions de vie et d'entraînement, l'élève de Laszlo Kiss s'est maintenue au sommet de sa spécialité. Elle a même fait des émules : ses compatriotes Attila Czene et Norbert Rozsa, montés sur la plus haute marche des podiums du 200 m 4 nages et du 200 m brasse.

Bref, Krisztina pourra endormir ses enfants avec des histoires de sirène et leur faire valoir qu'elle avait un talent naturel si grand qu'elle commençait sa moisson de médailles à 13 ans. Elle en a aujourd'hui 21, mais, les choses étant ce qu'elles sont, dans un monde avide de surpassement, elle dispose d'à peine plus de quarante-huit heures pour jouer sans ombre de son exploit. Car un troisième homme à l'endurance herculéenne s'apprête à faire mieux que les tenants de la passe de trois : le

rameur britannique Steve Redgrave, près de 2 m sous la toise et plus de 100 kg sur la bascule. Dans un des sports les plus éprouvants, l'aviron, ce phénomène âgé de trente-quatre ans, et qui a déjà remporté l'or à Los Angeles en quatre sans barreur, puis à Séoul et Barcelone en deux sans barreur, va tenter de conquérir une quatrième médaille d'or.

Avec Matthew Pinsent pour partenaire, Redgrave s'est qualifié, jeudi 25 juillet, pour la finale, disputée samedi. S'il parvient à gagner avec son compagnon, Redgrave sera le troisième « olympien » couronné dans quatre jeux consécutifs, avec le yachman danois Paul Elvstrøm (1948-1960), et le discobole américain Al Oerter (1956-1968). Seuls les surpasse le sauteur hongrois Aladar Gerevich, qui a conquis six titres par équipe, de 1932 à 1960. Donc, si Redgrave l'emporte, une loi universelle de la longévité olympique serait posée : ceux qui durent le plus longtemps ne s'alignent pas seuls dans leurs épreuves.

Alain Giraud

## Marie-Claire Restoux, l'or de la sérénité

Judo. La Française a dominé la Coréenne Hyun Sook-Hee, qui l'avait battue deux fois en 1996

LA CHRONIQUE olympique retiendra que Marie-Claire Restoux fut l'une des championnes d'Atlanta. Elle oubliera sans doute que, tout en haut du podium, la reine confirmée des judokas de moins de 52 kilos pensait à Palisson, un hameau de cinquante habitants perdu au milieu de la Charente. C'est là qu'habitent « pépé et mémé », ses grand-parents. C'est de là qu'au cœur de la nuit française ils lui ont téléphoné. Pour lui dire bravo. Pour pleurer un bon coup. Et saluer leur championne de petite-fille, dont ils ont suivi en direct les quatre minutes de l'angoissant combat.

Il n'y a qu'elle pour n'avoir pas eu peur. En ce jeudi 25 juillet, Marie-Claire Restoux n'a pas connu la crainte. Elle est allée son bonhomme de chemin, écrasante d'une sérénité qu'elle exhibait aux quatre coins du tatami et pendait au revers de sa kimono de chaque adversaire.

Et pourtant, cette Coréenne était une rivale redoutable. Hyun Sook-Hee l'avait déjà battue deux fois cette saison et, en demi-finale, avait éliminé la Cubaine Laura Verdecia, favorite de la compétition. Cela ne suffisait pas à empêcher la Française d'être tout sourire, pleine d'une étrange philosophie pour une adepte des sports de combat.

« Je n'ai pas la hargne affichée sur le visage quand je combats, dit-elle. Je n'en ai pas besoin. » Hyun Sook-Hee n'a donc jamais vu de haine dans les grands yeux bleus de Marie-Claire Restoux. Ils rayonnaient. Jusque dans la violence de l'affrontement, elle montrait sa joie d'être finaliste, une irradiante certitude d'être couronnée. Elle menait sans trembler un combat d'ordinaire rude aux nerfs des judokas les plus solides. « On ne m'attendait pas, et hop ! je suis là », confiait-elle après la bataille, en un ironique numéro d'enfant gâtée par le sort.

Depuis l'été dernier, la petite Charentaise, l'une des plus grandes par la taille dans la catégorie des légères, s'est habituée à



La Coréenne Hyun Sook-Hee a dû céder devant Marie-Claire Restoux. (Kimimasa Mayama, Reuters.)

tirer parti de tous les imprévus. Elle, talentueuse mais timide, trop timorée pour vaincre, est alors devenue membre de l'équipe de France, grâce à un accident. Sans la blessure de Laetitia Tignola, la jeune femme de vingt-huit ans se serait sans doute restée ce qu'elle était depuis longtemps en équipe de France : une remplaçante effacée, à peine remarquée et même souvent oubliée.

D'une place inespérée de titulaire, Marie-Claire Restoux a tiré le meilleur parti. C'est au Japon, dans le berceau du judo, lors des championnats du monde organisés à Shiba, que les entraîneurs tricolores et ses adversaires ont découvert la nouvelle Marie-Claire, celle qui ne s'affole pas, qui possède la patience nécessaire pour gagner. La chance était unique. Elle se devait de la saisir. Elle est devenue championne du monde. « C'est là, reconnaît-elle aujourd'hui, que j'ai trouvé une assurance, une tranquillité d'esprit qui fait que, dans tous les gros défis, j'arrive à me surpasser. »

C'est aussi à Shiba que les cadres techniques de l'équipe na-

tionale se sont mis à regarder Marie-Claire Restoux d'un autre oeil. Ils ont découvert une façon particulière de lui parler. Inutile de la placer sous la même pression que ses coéquipières. Il est vain de rudoyer Marie-Claire Restoux. Il faut la ménager, lui éviter les mauvais coups d'un mauvais stress. « Avant le combat contre Hyun, raconte Fabien Camu, le directeur du haut niveau, j'osais à peine lui dire un mot. Je lui ai chuchoté : Alors, une petite finale olympique ? Elle m'a répondu : Non, non, juste une finale ! » Comme l'une de toutes celles qu'elle a disputées depuis l'âge de dix ans, et ses débuts dans sa chère Charente.

La championne olympique avoue sans honte qu'elle n'avait pas spécialement la vocation. Dans la discrète bourgade de Montbron, les filles n'avaient pas tant le choix. Elle est entrée dans une salle de judo, presque par hasard, pour s'ouvrir la porte d'un sport. Elle a aimé le spectacle de ces « ceintures noires qui tombaient sans se faire mal ». Et puis, elle s'est prise au jeu de la compétition, à cette discipline qu'elle définit comme une affaire de plaisir plutôt que de souffrance.

De façon innée, elle était une adepte de ce « judo éducatif », vanté par Jean-Luc Rougé, le directeur technique national, qui se réjouit d'avoir pu produire « une fille normale, comme le sont toutes les grandes championnes ». Le goût des victoires ne lui est cependant venu que sur le tard. De Montbron à Atlanta, le voyage était si improbable. Marie-Claire Restoux n'en croyait pas ses yeux. De longues minutes après la remise de la médaille, elle confessait encore ne pas réaliser. Elle évoquait de futures vacances. Et avait son intention de reprendre sa maîtrise de géographie sur « les migrations internationales dans le sport », un travail abandonné pendant cette année, le temps de gagner l'or à Atlanta.

Pascal Ceaux

## Alexandre Popov demeure le stratège de la vitesse intelligente

Natation. Le Russe a réussi le même exploit qu'à Barcelone. Malgré l'opposition de Gary Hall, il a dominé le 50 m et le 100 m nage libre

IL NE FAUT PAS se fier aux mines rêveuses d'Alexandre Popov, aux sourires nonchalants dont il use pour tenir l'admiration à distance au moment d'évoquer sa performance. Le Russe connaît la valeur de celle qu'il vient d'établir. Il sait qu'elle le pose parmi les meilleurs nageurs de tous les temps, en seigneur du sprint aquatique. Non de la jungle, comme ce Johnny Weissmuller, qui incarna Tarzan à Hollywood après avoir réussi le doublé sur 100 m - en 1924 et 1928 - que Popov a signé à son tour en ajoutant Atlanta à Barcelone.

Jeudi 25 juillet, Alexandre Popov a fait mieux, en réussissant un « double doublé » inédit, puisque jamais personne n'avait été en mesure d'ajouter deux médailles d'or du 50 m à deux autres du 100 m, épreuve incorporée au programme olympique en 1988.

Le Russe est un seigneur qui correspond exactement à la définition de ce mot, telle que l'a puisée son entraîneur Guennadi Tourtchinsky dans un traité chinois sur l'art de la guerre : « Celui qui part au combat avec une marge de manœuvre suffisante pour enlever la décision, quelles que soient les conditions. »

Il ne faudrait pas alors se fier à son doux caractère, aux ronds de jambe diplomatiques qu'utilisent deux champions lorsqu'ils sont assis côte à côte face à des journalistes. Parmi eux, il y a bien un vaincu. Même s'il joue au satisfait. Et il y a un vainqueur. Même s'il imite la modestie à la perfection.

Jeudi soir, entre Alexandre Popov et l'Américain Gary Hall, c'était bien une lutte à mort des fiertés, une guerre des ego qui ont été livrés. Ce conflit, le Russe l'a emporté malgré les conditions défavorables dont il s'est refusé ensuite à donner une liste exhaustive. « J'ai fait un long voyage pour venir à Atlanta, s'est-il contenté d'avancer. Ici, j'étais opposé à des nageurs sur leurs terres, fortement soutenus par leur public. »

Ce que Popov ne dit pas, ce que l'armistice d'une conférence de presse le force à passer sous silence, c'est la haine sportive que lui vouent les nageurs américains, et qu'il leur rend bien. Le contentieux ne s'alourdit plus d'idéologie, comme aux temps de la guerre froide : l'ancien enfant prodige de l'Union soviétique, exilé en Australie, brasse à peu près autant de dollars que les neveux vitaminés de l'Oncle Sam. Il tient en une opposition de techniques et d'approches de la natation. En une question de territoires et de mentalités aussi. Les nageurs des Etats-Unis en veulent au Russe de les avoir délogés de leur citadelle, ce sprint qu'ils ont si longtemps dominé, parfois en compagnie des Australiens.

Aux sélections américaines, lorsque Gary Hall junior s'est qualifié pour Atlanta, Tom Jager, re-

cordon du monde du 50 m - le seul titre de gloire qui manque encore à Popov - s'est immédiatement approché du jeune champion pour lui délivrer ce message, en forme de lettre de mission : « Bats le Russe. » Celui-ci a accumulé depuis quelques torts aux yeux de ses rivaux. Avant les Jeux, il s'est publiquement félicité d'avoir l'occasion de « rabattre le caquet » des prétentieux Yankees chez eux.

Lorsqu'il est monté sur le plot de départ, jeudi soir, Alexandre Popov ajoutait d'autres handicaps à ces déclarations. Ce 50 m, une unique longueur de bassin à parcourir, ne semblait pas taillé à l'exacte mesure de son talent. Le roi est avant tout énamouré de l'épreuve reine, le 100 m. Le 50 m n'est qu'une moitié qu'il n'envie pas avec la même passion. Le spectateur n'y aperçoit qu'une pagaille d'écume, une mousse de mouvements, une vague de nageurs qui se ruent vers le mur opposé.

### INTELLIGENCE ET IMAGINATION

Cet exercice convient mieux à un Gary Hall, jeune impatient qui se jette à l'eau sans réfléchir, champion dont l'explosivité supporte mal la deuxième longueur, comme l'avait prouvé son échec au 100 m après un premier bassin qui le posait en favori de la revanche. D'ailleurs, jeudi, l'Américain a encore plongé bien plus prestement que le Russe, bon dernier des finalistes au temps de réaction.

Alexandre Popov montra alors qu'il était bien ce seigneur, décrit par son entraîneur, capable de placer bout à bout, en quelques secondes, toutes ses supériorités patiemment façonnées par les années d'entraînement. L'intelligence d'abord : le Russe comprit immédiatement qu'il lui faudrait émerger à hauteur de ses concurrents, sous peine de noyer d'emblée ses ambitions. La fluidité, ensuite. Sous la pellicule bleue, en quelques ondulations parfaites apprises en cette école de Volgograd où l'on inculque la finesse avant la force (Le Monde du 25 juillet), il a rattrapé son retard.

En émergeant au niveau des autres, il n'avait plus qu'à puiser dans ses capacités physiques, dans son avance technique. Il a aussitôt mis sa nage en ordre, au milieu du fouillis affolé qui l'entourait. Avec ses gestes d'une irréprochable régularité, il paraissait un nageur au ralenti parmi des déments. Au bout du bassin, Alexandre Popov s'était hissé à la hauteur de cette qualité que son entraîneur letton prise par dessus-tout chez son champion : l'imagination, cette faculté de ne pas se contenter d'un talent inouï mais de le soumettre chaque année à des révisions plus ambitieuses.

Jérôme Fenoglio

## Brooke Bennett, copie presque conforme de Janet Evans

800 m dames. La passation de pouvoirs s'est faite, sans douceur, entre les deux Américaines

ELLES SE SONT à peine croisées, à la sortie du bassin, l'une offrant à l'autre une courte phrase de félicitations et un geste rapide de respect. Le minimum, rien de mieux.

Mais le public de la piscine n'a pas eu besoin de plus. L'instant historique, il l'avait contemplé, un peu plus tôt, entre les lignes d'eau de la finale du 800 m. Brooke Bennett, seize ans, un visage encore enfantine et des sourires timides que gâche un appareil dentaire, accueillie avec discrétion sa première victoire olympique. Janet Evans, vingt-quatre ans, quatre fois championne olympique entre 1988 et 1992, s'éclipse doucement d'un décor où elle n'a plus sa place. Elle est sixième et s'échappe dans un dernier regret. L'une arrive, l'autre part. Le public ne veut retenir que cela. Il n'a sans doute pas tort.

Leurs histoires se ressemblent tellement qu'on les croirait co-

piées l'une sur l'autre. Brooke Bennett a découvert le goût de l'eau avant même de faire son premier pas. Comme Janet Evans. « Le jour où mon grand-père m'a lancée dans une piscine, j'avais seulement trois mois », raconte-t-elle. A cinq ans, elle se présente devant la porte d'un club de natation en espérant secrètement la trouver ouverte.

« JE VOULAIS L'IMITER »

Trois ans plus tard, l'image de Janet Evans sortait trois médailles d'or des eaux du bassin olympique de Séoul lui fait l'effet d'une révélation. « Je me souviens avoir annoncé à ma mère que je voulais l'imiter et battre ses records, glisse-t-elle d'un rythme saccadé. Mes copines de classe rêvaient de devenir des stars de cinéma. Moi, je ne pensais déjà plus qu'à me faire un nom dans la natation mondiale. »

La comparaison s'arrête là. Mais le parallèle entre ces deux desti-

nées reste évident. En 1994, Janet Evans et Brooke Bennett font cause commune en finale du 800 m des championnats du monde. L'aînée l'emporte, la plus jeune se réjouit d'une troisième place. Mais les rôles s'inversent dès la saison suivante. Brooke Bennett remporte un premier succès d'estime qu'elle a le malheur de croire définitif. « Janet a enfin trouvé quelqu'un qui ose la défier. Je suis certaine qu'elle a peur de moi », ose-t-elle. La phrase est maladroite, Brooke Bennett le comprend et cherche à s'en défendre. En vain. La presse américaine en a déjà fait ses gros titres.

Depuis, les deux jeunes filles évitent soigneusement de se croiser dans une piscine. En début d'année, Janet Evans a clos le débat d'une phrase assassine. « Je ne vois vraiment pas ce que nous pourrions avoir en commun. A mon âge, j'avais déjà battu deux records du monde. » Brooke Bennett, elle, a

caché ses ambitions olympiques derrière un mur de silence. Elle a préparé les Jeux en Floride, loin des bruits de couloir, avec, pour seul témoin, l'odorante ménagerie qui peuple les quelques hectares de la ferme familiale.

Jeudi soir, la finale olympique du 800 m les avaient placées trop loin l'une de l'autre pour que leurs regards se cherchent. Et la course a rapidement situé leurs chances. Brooke Bennett a pris les devants dès le plongeon du départ et maintenu solidement son allure. Janet Evans n'a jamais pu faire illusion. A sa descente du podium, la première a expliqué dans un rire enfantin son intention de se faire tatouer sur la cheville les cinq anneaux olympiques. L'ancédote a été rapportée à l'Antenne, qui en a fait mention. Un rire que les plus attentifs ont cru deviner moqueur.

Alain Mercier







هكذا من التحمل

LES JEUX D'ATLANTA

LE MONDE / SAMEDI 27 JUILLET 1996 / 13

## Les Français

● **AVIRON.** Le quatre sans barreur (Gilles Bosquet, Daniel Fanché, Bertrand Vécien, Olivier Moncelet), le deux sans barreur (Michel Andrieu, Jean-Christophe Rolland), le deux de couple (Frédéric Kowal, Samuel Barathay) et le deux sans barreur dames (Christine Gosse, Hélène Cortin) qualifiés pour les finales. Céline Garcia (skiff) en repêchage.

● **BOXE.** Rachid Bouaïta (poids coq) et Christophe Mendy (poids lourd) qualifiés pour les quarts de finale en battant respectivement Gabriel Krizan (Slova.) et Ovidiu Ball (Roum.).

● **CYCLISME.** Médaille d'argent pour Philippe Ermenault en poursuite. Marion Clignet (poursuite) et Fédicia Ballanger (vitesse) qualifiées pour les quarts de finale. Florian Rousseau et Frédéric Magné (vitesse) qualifiés pour les huitièmes de finale.

● **ESCRIME.** Laurence Modame-Cessac, Adeline Willeme et Clothilde Magnan éliminées en quarts de finale du fleuret par équipes par la Hongrie (45-26).

● **GYMNASTIQUE.** Isabelle Séverino 13<sup>e</sup>, Elvire Teza 16<sup>e</sup> et Ludvine Funion 19<sup>e</sup> du concours général.

● **HANDBALL.** Victoire des Français contre l'Algérie (23-22).

● **JUDO.** Marie-Claire Restoux championne olympique (52 kg). Larbi Benboudaoud (65 kg) éliminé au deuxième tour par Henrique Guimarães (Bré.).

● **NATATION.** Xavier Marchand 8<sup>e</sup> de la finale du 200 m 4 nages (2 mn 4 s 29). Christophe Kalfayan 6<sup>e</sup> de la finale B du 50 m libre (22 s 96). Hélène Ricardo 7<sup>e</sup> de la finale B du 200 m dos (2 mn 16 s 29) après avoir battu son record de France en séries (2 mn 14 s 18). Éliminées en séries: Yann de Fabrique sur 1.500 m (15 mn 40 s 49) et le relais 4 x 200 m libre féminin (8 mn 18 s 90).

● **SPORTS ÉQUESTRES.** Jean Ten-

ière (Rodfisto) et Didier Wilefert (Séducteur Bioley) classés respectivement 4<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> du concours complet individuel avant l'épreuve de saut d'obstacles.

● **TENNIS.** Mary Pierce et Nathalie Tauziat qualifiées pour le deuxième tour du double.

● **TENNIS DE TABLE.** Damien Elci et Jean-Philippe Gattien qualifiés pour les quarts de finale du double messieurs. Patrick Chila et Christopher Legout éliminés.

● **TIR.** Franck Dumoulin 21<sup>e</sup> au pistolet vitesse olympique. Michel Bury 30<sup>e</sup> et Roger Chassat 39<sup>e</sup> à la carabine position couchée.

● **VOILE.** Maud Herbert et Jean-Max de Chavigny vainqueurs d'une manche en planche. Après cinq régates: Maud Herbert est 4<sup>e</sup>, Jean-Max de Chavigny 6<sup>e</sup>, Philippe Presti 11<sup>e</sup> en Finn. Après six régates: Guillaume Florent est 19<sup>e</sup> en Laser. Après deux régates: Gwenaél et Jean-François Berthet sont 9<sup>e</sup> en 470 messieurs, Florence Lebrun et Anabel Chamblin 14<sup>e</sup> en 470 dames.

## Andrea Collinelli se couche pour gagner

Poursuite individuelle. Philippe Ermenault a été battu en finale par l'Italien et sa drôle de machine

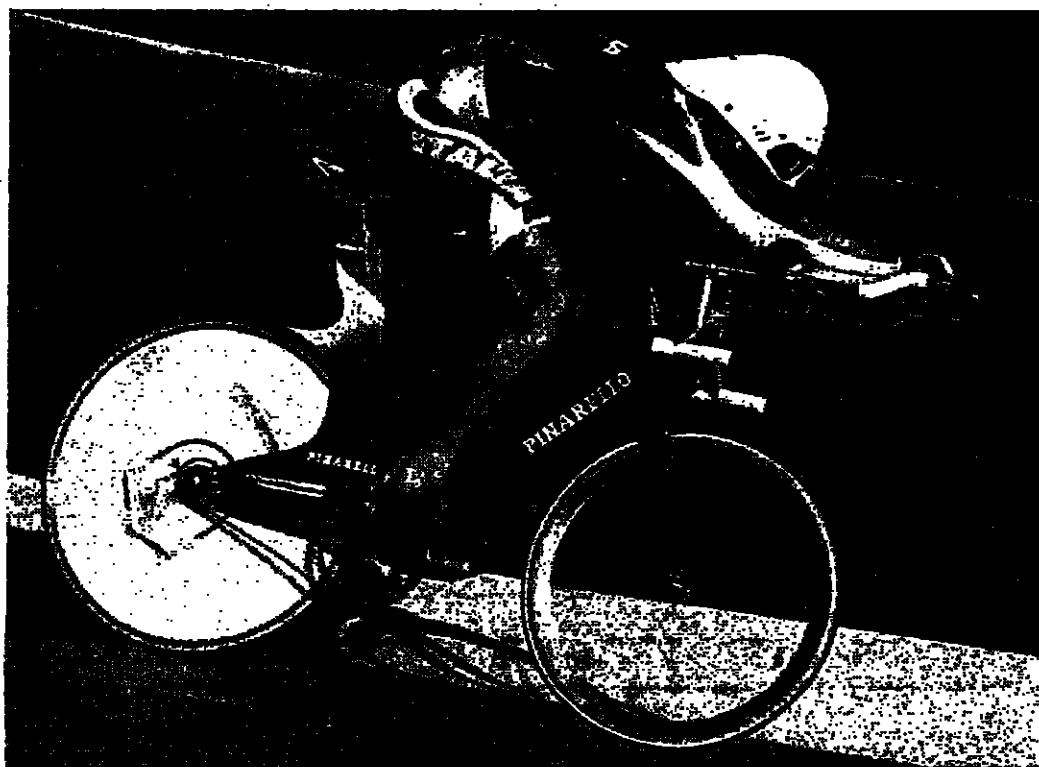
LA POURSUITE individuelle est un jeu du chat et de la souris, à cela près que les rôles ne sont pas distribués au départ, et qu'à l'arrivée le chronomètre fait office de touchette. La partie dure quatre kilomètres. Placés à l'opposé l'un de l'autre, au milieu de chacune des lignes droites de la piste, les deux concurrents démarrent en force pour atteindre au plus vite leur vitesse maximale avant d'adopter un rythme de « croisière ». Pendant le premier kilomètre, ils sont seuls avec leur machine et ne luttent que contre le temps. Après, chasseur ou chassé, le cycliste tente de se sauver ou, au contraire, d'approcher d'une proie qu'il n'atteint que rarement.

Mais la confrontation de la finale olympique entre le Français Philippe Ermenault et l'Italien Andrea Collinelli, jeudi 25 juillet, sur la piste de Stone Mountain, ne ressemblait en rien à ce jeu classique. La veille, en huitième et en quart de finale du tournoi, Andrea Collinelli ce beau gosse italien, avait battu puis rebattu le record du monde de l'épreuve, juché sur un vélo dernier cri. Que faire face à un camésieur aussi avide de secondes ?

### ERMENAUT LE CLASSIQUE

D'autant que Philippe Ermenault est par nature un garçon émotif, victorieux de sa timidité. Il a changé de vélo, il y a quelques mois, mais sa monture reste « classique ». Il s'en remet plutôt à sa force et à sa détermination. Au premier tour, il se rapproche de Collinelli et il s'accroche à cette position, mais au kilomètre Andrea a rattrapé son retard. Et, très vite, il s'enfuit, pour gagner avec près de deux secondes d'avance.

Les deux cyclistes sont venus à Atlanta pour effacer des défaites. Battu en finale des championnats du monde 1993, trop nerveux en course pour aller plus loin les années suivantes, Philippe Ermenault a décidé, il y a deux ans, d'en finir avec son émotivité en consultant un psychologue. « J'ai appris à ne pas tout prendre à cœur, dit-il. J'avais tellement envie de gagner et tellement peur de perdre que j'échouais avant de disputer une finale. » Sur la piste



Légère (6,5 kg), la bicyclette d'Andrea Collinelli est un lit de fibre de carbone et de titane où le coureur s'allonge. (Jeff Vinick, Reuter.)

de Stone Mountain, Philippe Ermenault a affirmé sa force, course après course. En demi-finale, il s'est relevé loin de l'arrivée pour s'économiser. Il prévoyait la suite: une tempête de vitesse.

La vie de champion d'Andrea Collinelli, elle, a commencé aux championnats du monde de Bogota, en 1995, lorsqu'il fut largement battu par le Français Graeme Obree en finale de la poursuite. Obree, ancien recordman du monde de l'heure, bricolait sa légende en inventant de nouvelles machines et de nouvelles positions sur la selle: « En Colombie, j'ai passé mon temps à l'observer, dit Collinelli. Il courait allongé, je me suis dit que je pouvais faire de même. Oui, j'ai imité Obree. J'ai aussi imaginé un vélo adapté à mon gabarit (1,85 m pour 77 kilos). »

Contrairement à Obree, qui travaille seul, Collinelli est gâté par sa

fédération. Parce que l'Italie n'a jamais gagné la poursuite individuelle, on ne lui refuse rien. Les chercheurs de l'Institut scientifique des sports de Rome peaufinent le profil du vélo construit pour lui. Le « fuselage » est réalisé chez Pinarello, fournisseur de l'équipe italienne et faconnneur de l'« Espada » du record de l'heure de Miguel Indurain en 1994, ou du vélo de contre-la-montre de Bjarne Riis, vainqueur du Tour de France 1996.

La machine qu'on lui construit au prix de 200 000 francs pièce, le « Pinarello-Atlanta 96 », est en fait un lit. Un lit de course sur lequel il faut s'étaler à plat ventre. Le guidon de triathlète s'avance très loin sur la roue. En se couchant au plus près du centre de gravité de sa machine, Andrea Collinelli offre une résistance à l'air environ 10 % moins importante que celle de ses adversaires.

Arrivé à Atlanta en troisième, Collinelli est vite devenu une coqueluche, d'autant que son inspirateur a été éliminé dès les séries. La défaite de Graeme Obree était autant celle de l'athlète que du bricoleur de vélocipèdes qui n'a cessé d'être copié. En 1992, déjà, lors de la poursuite olympique, son rival l'Anglais Chris Boardman avait été sacré avec, lui aussi, un vélo révolutionnaire.

Les pistards se sont inspirés ensuite de cette machine profilée, tout comme ils s'étaient adaptés, quelques années auparavant, au guidon utilisé par les triathlètes. « Il faut être attentif à tout, dit Philippe Ermenault. Tous les ans, un coureur sort un petit plus. Cette position-là, qui fait un champion olympique, nous serons bien obligés de l'essayer. »

Bénédicte Mathieu

## Francesca, madone de la Squadra

Fleuret féminin. Rétrogradée au rang de remplaçante il y a deux mois, Francesca Bortolozzi-Borella a permis à l'Italie de conserver le titre par équipes

FRANCESCA BORTOLOZZI-BORELLA n'a pas voulu se montrer rancunière. Sur la plus haute marche du podium de l'épreuve de fleuret par équipes, entourée de Giovanna Trillini et de Valentina Vezzali, ses deux coéquipières, elle a improvisé une petite danse joyeuse, a repris l'hymne national et agité le drapeau italien. Impossible de deviner derrière le joli visage et le sourire de madone de cette jeune femme blonde toute la rancœur accumulée ces dernières semaines.

Francesca Bortolozzi-Borella, vingt-huit ans, ci-devant championne du monde en 1993 et déjà championne olympique par équipes en 1992, n'aurait jamais dû se trouver là. Et si c'est bien elle qui a sauvé l'Italie de l'élimination en demi-finale et a inscrit la touche ultime qui permettait son pays de conserver son titre contre la Roumanie, ce n'est qu'en raison de la blessure lors de l'épreuve individuelle de sa compatriote Diana Blanchedi, qui lui avait été préférée par les sélectionneurs.

### AMOUR-PROPRE

« Il y a deux mois, j'ai été informée que j'étais écartée de l'équipe olympique et que je ne serais que remplaçante, raconte-t-elle. A partir de ce moment-là, j'ai eu beaucoup de mal à m'entraîner, en sachant que je ne combattrais probablement pas. Dans ma tête, ces Jeux-là n'étaient pas pour moi. Et puis Diana s'est blessée et on m'a demandé de la remplacer. Ça n'a pas été facile non plus d'accepter de tirer sans avoir été choisie, mais seulement à cause de la blessure d'une coéquipière. »

Francesca Bortolozzi-Borella a

mis son amour-propre de côté, et sa superbe escrime au service d'une équipe dont elle est membre depuis maintenant quatorze années. Elle a repris sa place habituelle au sein de la Squadra: la place de la reine, celle qui ouvre le match et le conclut. « L'entraîneur sait que je suis une personne de sang-froid. L'an dernier déjà, il m'avait demandé d'occuper cette place quand nous avions remporté le titre mondial par équipes. »

En Italie, Francesca Bortolozzi-Borella va finir par devenir un monument. Sa plastique lui a déjà valu une renommée que ses titres d'escrimeuse ne sauraient expliquer à eux seuls. Et son mariage avec Andrea Borella, sans doute le fleuretiste le plus doué des années 80, champion du monde et champion olympique par équipes, a reçu en octobre dernier une publicité digne de nos princesses. Borella, victime d'une blessure au genou, n'était pas à Atlanta. Mais son épouse a beaucoup parlé de lui depuis son arrivée aux États-Unis.

En même temps qu'elle accusait, dans la presse italienne, sa fédération de ne pas avoir été correcte avec elle, en ne l'avertissant pas assez à l'avance qu'elle ne serait pas titulaire pour les Jeux - « Si j'avais su, je me serais arrêtée pour faire un bébé », elle estimait que les responsables transalpins avaient purement et simplement laissé tomber son mari. Dans la victoire, la polémique s'est apaisée. Mais Francesca a promis de ne pas oublier. La reine n'a pas apprécié l'affront qui lui a été fait.

Gilles Van Kote

# VITTEL.

## POUR LES ATHLÈTES DU QUOTIDIEN.

FOURNISSEUR OFFICIEL DE L'EQUIPE DE FRANCE OLYMPIQUE.



NET OLYMPIQUE

**QUIZZ.** Les Jeux olympiques donnent lieu à un foisonnement de concours sur le Net. Budweiser, la « bière officielle » de l'olympisme, invite ainsi à chercher des « canettes en or » sur Internet et « dans la vie réelle ». Visa propose aux enfants qu'inventent un nouveau sport est susceptible de figurer au programme des prochains Jeux. La BBC propose un concours qui se déroule sur toute la durée des Jeux, avec des questions du genre : qui a gagné trois médailles d'or en boxe dans la même catégorie de poids, Laszlo Papp, Teófilo Stevenson ou Jerzy Kulej ?

Le plus étonnant reste quand même l'offre du site AT&T qui, pour un concours, pose cette question : « quelle règle changeriez-vous pour n'importe quel sport ? ». La réponse des cybernauts : « faire de la natation un match de lutte libre où tous les coups seraient permis ».

<http://www.olympic.at.com/sendoff>

Mi-parcours

Comme le temps passe ! Les Jeux olympiques ne durent que deux semaines, on est bien obligé de constater que le sablier d'Atlanta se partage également entre le haut et le bas. Et que rien, en fait, n'a commencé. Sans l'athlétisme, les J.O. ne sont qu'une juxtaposition d'épreuves dont l'accumulation fait tourner la tête. On ne nous laisse pas le temps de nous familiariser avec une discipline. A peine a-t-on commencé à comprendre les subtilités de l'assaut au sabre (au début, on ne voit rien, que deux être masqués qui se précipitent l'un sur l'autre) que nos champions plient bagages, leur médailles empochées, au revoir et à dans quatre ans. C'est frustrant, et cela réduit le téléspectateur qui veut donner sa ration de passion au banal chauvinisme, à guetter le parcours de compatriotes dont il ignore

jusqu'à la nom et l'existence. Pire, pour certains sports, les J.O. sont mortels. Le football, par exemple : qui peut se passionner pour des rencontres entre équipes de seconde zone tout au long d'un tournoi préliminaire languissant, alors que l'on a tous en mémoire les grandes heures de l'Euro 96 en Grande-Bretagne ? Il fut un temps où le strict amateurisme exigé des athlètes donnait leur chance aux J.O. à des joueurs évoluant dans ce qui s'appelaient alors le CFA (championnat de France amateur). On pouvait comprendre. Aujourd'hui, le football n'a plus rien à faire aux Jeux. Idem du basket et du tennis. La règle devrait être simple : si un sport ne se pratique pas à son sommet, qu'il aille se faire voir ailleurs !

On en dira jamais assez : plus de tir, cessez-le-feu, c'est ennuyeux comme la pluie, et en plus, ça ne craint pas le ridicule : après le pistolet à air comprimé, la carabine à 10 mètres, voilà le tir couché à 50 mètres. Bientôt on introduira le tir au pistolet les yeux bandés sur un pied. Autre bide, le « beach volley », le volley de plage, nouveau venu aux Jeux pour faire plaisir aux fans d'Alerte à Malibu. A quoi ça sert ?

le volley-ball classique ne suffit-il pas à satisfaire ceux qui apprécient l'esthétique de ce sport vif et athlétique ? Virez-moi ce divertissement d'avant l'apéro au bar de la Plage !

Notre indulgence s'exercera pourtant pour défendre un sport confidentiel, dont nous n'aurions pas connaissance autrement, le hockey sur gazon féminin. Les petites jupettes des virtuoses de la crosse sont du plus bel effet, cela fait pensionnat en goguette, un rien amateur et au total bien sympathique et sans prétention. Et puis, bien sûr, vive l'escrime ! Mieux à part les médailles que la France a rafolées dans cette discipline, on peut dire qu'objectivement voilà un sport auquel les Jeux vont comme un gant. Simple, ne se perdant pas dans les arcanes compliquées des notations, visiblement attirant des garçons et des filles d'une intelligence au-dessus de la moyenne, l'escrime est un sport d'homme homme, pour le pratiquant comme pour le spectateur. Et puis, le Français en est la langue officielle, c'est tout dire !

Luc Rosenzweig

Georges Maisetti, François Pépin et Fernand Urtebise, entraîneurs nationaux d'athlétisme

« Les grands sprinters actuels sont tous bâtis comme des body-builders »

LA FINALE, samedi 27 juillet, du 100 m masculin, épreuve reine d'athlétisme, aura lieu sur la piste neuve du stade olympique d'Atlanta. Le revêtement des huit couloirs, identique à celui qui recouvrait la piste de Barcelone en 1992, est composé d'un matériau caoutchouteux et fin, le Mondo, fabriqué en Italie (60 % synthétique, 20 % naturel) qui diminue les vibrations au moment de l'impact du pied et permet un meilleur rebond.

Fernand Urtebise, entraîneur national du sprint-haies, « Jo » Maisetti, entraîneur national responsable des relais, et François Pépin, entraîneur de Patricia Girard, sélectionnée sur 100 m haies et championne d'Europe du 60 m haies en salle, donnent leur point de vue sur

même en dépit des décalages horaires m'importe, mais je ne peux que constater leur efficacité. Leur mouvement ne se dégrade pas même sur la fin de course. Leur endurance à la vitesse n'est théoriquement pas exploitable autrement que par une économie du geste qui ne s'exerce pas au détriment de son efficacité. Les grands sprinters actuels sont tous bâtis comme des body-builders. Personnellement, je n'inciterais aucun athlète à prendre de la masse s'il n'est pas capable d'exercer une force utile. On n'a pas intérêt à être musclé pour aller vite. Grâce à la vidéo, j'ai remarqué ces dernières années que les bras sont utilisés plus efficacement dans le sprint. Ils bougent de plus en plus vite et permettent au centre de gravité d'aller plus loin à chaque ap-

travailler, nous n'évoluons pas de manière significative. Ou bien nous autres entraîneurs sommes franchement mauvais, ou bien la différence se situe simplement au niveau de la préparation. On a le choix entre une préparation interdite ou autorisée mais il ne faut pas imputer aux secrets des autres nos propres insuffisances.

● Le flottement des sprinters français. Fernand Urtebise : « Les Français n'ont pas de problèmes par rapport au sprint, mais on vit avec la nostalgie d'une génération exceptionnelle : les Bruno Marie-Rose, Jean-Charles Trouabal, Daniel Sangouma, Gilles Querhervé ou Max Morinère. Or, nous sommes à un carrefour : les jeunes manquent encore d'expérience et d'autres un peu vieux restent moyens. Il ne faut pas pour autant leur refuser notre confiance. On assiste parallèlement à une densification de l'élite jusqu'à 400 m qu'on n'avait pas connu depuis longtemps. Alors qu'on parlait encore de poussée, il y a encore quelques années, les autres passaient de la recherche sur le « timing du sol ». J'ai trouvé une étude de l'université d'Harvard à ce sujet qui date de 1968 ».

Jo Maisetti : « La différence entre les performances des sprinters français et certains étrangers m'interpelle. Il est évident qu'il existe une différence technique mais elle ne suffit pas à tout expliquer. C'est pourquoi il n'est pas question de leur imposer une façon de courir basée sur nos observations sur la technique des étrangers. Je refuse le stéréotype.

François Pépin : « Je ne veux pas adhérer à des thèses techniques qui justifieraient la régression de nos athlètes par rapport à ceux que nous avions il y a dix ans et qui concourraient avec moins de moyens. Il faut chercher ailleurs ».

Propos recueillis par Patricia Jolly

la qualité de cette piste olympique, l'évolution du sprint mondial et l'absence de spécialistes français.

● La piste. Fernand Urtebise : « C'est une piste idéale pour la compétition, un sol dynamique qui renvoie le corps si l'athlète fait preuve d'une raideur musculaire. Mais il se sentira déstabilisé de l'habituer pour l'entraînement car elle occasionne des phénomènes de rebonds intenses qui déstabilisent par vibrations les cellules osseuses ou tendineuses et provoquent des blessures difficiles à guérir ».

François Pépin : « Ce type de revêtement avantage Patricia Girard parce que sa forme de course y est adaptée a priori. Mais il peut susciter davantage de fatigue et contraindre à des durées de récupération plus longues pour les distances de plus de 300 m. Les coureurs de demi-fond devront se méfier des ampoules et des échauffements des pieds ».

● La tendance actuelle du sprint. Fernand Urtebise : « Le but est de se préparer pour réaliser une performance le jour J, comme une sorte de flash mais la répétition de ces performances chez les sprinters m'effraie. J'ai tenté cette expérience avec Stéphane Diagana sur 400 m haies et ça n'a pas marché. Il s'est blessé. Il semble que cela soit difficile à réaliser sans support chimique. J'étais enthousiaste par rapport aux performances de Frankie Fredericks, car il a naturellement un geste équilibré, une mécanique qui résiste à la déformation. Il court bien. Mais les photos de sa musculature avant et après ses récentes performances me troublent, alors je préfère dire à mes athlètes de rechercher un enracinement intérieur dans le sport plutôt que des résultats ».

Jo Maisetti : « La fréquence avec laquelle les sprinters-vodettes réussissent de grosses performances

pu. Les temps forts du mouvement semblent se situer vers l'arrière. Grâce à cela, les sprinters courent plus juste donc plus loin et peuvent multiplier les courses. Mais en dehors de cet aspect technique non négligeable, on aimerait connaître la quantité de travail qu'ils fournissent. Je ne parlais donc pas de révolution dans le sprint mais d'évolution.

François Pépin : « Alors que la race humaine s'affine et que nous disposons de meilleures conditions techniques et physiologiques pour



Les rameurs tricolores en verve

Christine Cossé et Hélène Cortin ont pris la tête de leur demi-finale du deux sans barreuse, jeudi 25 juillet, sur le

lac Lanier. A l'image de ces deux rameuses, trois autres équipages français se sont qualifiés pour la finale, et la spécialiste du skiff, Céline Garcia, tentera d'y parvenir en disputant, vendredi, le repêchage. (Jon Schalls, Reuters)

Le concours complet français en recherche de vitesse

Sports équestres. Les meilleurs Européens des Jeux veulent désormais des chevaux de galop

DANS L'EXIGEANTE discipline du concours complet, les souvenirs de médailles françaises ont la patte des choses d'autrefois. Le titre individuel de l'adjudant-chef Jean-Jacques Guyon, sur Pétou, remonte à 1968. Si l'on garde en mémoire la médaille de bronze par équipes des Jeux de Rome, en 1960, c'est parce qu'elle fut l'une des rares récompenses françaises. Celle de 1980 était certes d'or, mais le métal avait les reflets du toc : il s'agissait des Jeux de remplacement, organisés à Fontainebleau, en raison du boycottage des Jeux de Moscou par certaines fédérations.

Les cavaliers français ont souvent rôdé autour du podium (quatrième en 1984, sixième en 1988) jusqu'à ce qu'un cuisant échec de Barcelone (quatrième) les ait relégués à la quatrième place. A Atlanta, les voici de nouveau compétitifs. Le bordelais Jean Teulière, sur Rodosto, quatrième après le dressage et le cross-country, pouvait entrevoir une médaille, vendredi 26 juillet, lors de l'épreuve de saut d'obstacles. Deux jours plus tôt, dans la compétition par équipes, la France n'avait pas réussi à bouger hors du podium l'une des trois nations qui la précédaient à l'issue des deux premières journées.

En terminant derrière l'Australie — qui conserve son titre —, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, les Français s'affirment toutefois comme les meilleurs Européens. Devant la Grande-Bretagne, berceau du concours complet. C'est un pas supplémentaire dans leur progression, après la médaille d'argent obtenue l'an dernier aux championnats d'Europe.

Leur mérite est d'autant plus grand que la performance a été accomplie sans les deux piliers de l'équipe. On sait les tracas administratifs et sanitaires qui ont conduit Twist la Beige, le cheval de Jean-Louis Bigot, champion d'Europe en 1993, à reprendre l'avion pour la France siégeant à Atlanta (Le Monde du 12 juillet). On n'im-

aginait pas que l'autre valeur sûre de la sélection, Marie-Christine Duruy, connaîtrait tous les maux de l'épreuve de cross, son fougueux élan, Summer Song, l'un des meilleurs du monde, l'ayant « trahi » dans le franchissement du gué (profus et chaute). Avec son autre cheval, Uval de Planchet, elle ne connaît pas plus de réussite dans le cross individuel, jeudi 25 juillet.

NOUVEAUX COUPLES

Naguère, de tels coups durs entraînaient en raison des espoirs titulaires. « C'est encourageant de voir de nouveaux couples, encore peu connus, suppléer les leaders et maintenir l'équipe à ce niveau », se réjouissait Thierry Touzaint, l'entraîneur qui a succédé à Jean-Paul Bardinet après les Jeux de Barcelone. Fort de sa longue carrière internationale, il a su insuffler une nouvelle ambition à ses cavaliers. « Techniquement, nous ne sommes pas meilleurs qu'avant, explique Marie-Christine Duruy. Mais nous en étions arrivés à courir pour ne pas perdre. Thierry Touzaint nous a redonné l'envie de gagner ».

Le travail psychologique ne suffit pas à expliquer les progrès depuis 1992. Simplement, le nouvel entraîneur a voulu tordre le coup à l'idée reçue selon laquelle « les chevaux français ne sont pas galopiers ». « Depuis mon arrivée, dit-il, j'ai eu mon action sur la recherche de chevaux rapides, car c'est le galop qui fait la différence ».

Des Haras nationaux est sorti un bolide nommé Twist la Beige. De Summer Song Marie-Christine Duruy dit : « C'est ma Ferrari ». Et que penser de Uval, le cheval de Jacques Duzy ? Sur le difficile parcours de cross par équipes, il a été le seul à terminer dans le temps imparti, laissant le deuxième à trente secondes. En rapidité, l'équipe de France a presque fait jeu égal avec l'Australie.

Thierry Touzaint incite les cavaliers à acquiescer du pur-sang ou bien des sels français (SF) « très dans le sang », ce type de chevaux que le jargon désigne par le sigle AQPS (autres que pur-sang). « En fait, ce sont des chevaux d'hippodrome, précise-t-il. Mais il est difficile d'acheter de bonnes origines aux éleveurs qui préfèrent les orienter vers les courses, plus rémunératrices et plus prestigieuses ». Uval, une très bonne origine d'AQPS, n'a jamais couru. C'est une exception.

Les cavaliers de concours complet doivent généralement se contenter de chevaux de course convertis. Ils sont moins chers à l'achat, mais, regrette Thierry Touzaint, « ces chevaux en fin de carrière sont souvent marqués physiquement, et particulièrement handicapés pour l'épreuve du dressage ».

Les cavaliers néo-zélandais, australiens, et surtout britanniques, ne connaissent pas ces difficultés. Les éleveurs n'ont aucune réticence à voir partir leurs meilleurs chevaux vers le concours complet. Dans ces pays, c'est un sport roi. « Plus nous améliorons nos résultats, plus nous avons de chances d'attirer les éleveurs français », conclut Thierry Touzaint.

Jean-Jacques Bozonnet

PROGRAMMES (heures françaises)

**VENDREDI 26 JUILLET**

Athlétisme. 14.00 : 20 km marche (finale) ; 15.00 : hauteur M (qualification) ; 16.00 : 100 m D (1<sup>er</sup> tour) ; 16.05 : poids M (qualification) ; 17.00 : 100 m M (1<sup>er</sup> tour) ; 18.00 : 400 m D (1<sup>er</sup> tour) ; 22.30 : javelot D (qualification) ; 23.00 : 800 m D (1<sup>er</sup> tour) ; 0.05 : 100 m D (2<sup>nd</sup> tour) ; 0.30 : triple saut M (qualification) ; 0.35 : 100 m M (2<sup>nd</sup> tour) ; 1.00 : 400 m M (1<sup>er</sup> tour) ; 1.50 : 1 000 m D (qualification) ; 2.00 : poids M (finale) ; 3.15 : 10 000 m M (qualification).

Aviron. Demi-finale. 15.00 : deux de couple poids légers M ; 15.05 : deux de couple poids légers D ; 16.00 : quatre sans barreur poids légers M ; 16.30 : quatre de couple M ; finale C. 16.40 : deux sans barreur M ; deux de couple M, skiff M et D, deux sans barreur poids légers M.

Badminton. 15.00/2.00 : simple D (première de finale) ; simple M (quatrième de finale) ; double mixte (première de finale).

Baseball. Tournoi masculin. 16.00 : Porto Rico-Australie (gr. B) ; 18.00 : Angola-Libanie (gr. A) ; 21.00 : Corée du Sud-Corée (gr. B) ; 23.00 : Brésil-Yugoslavie (gr. B) ; 23.00 : Argentine-Croatie (gr. A) ; 4.00 : États-Unis-Chine (gr. A).

Boxe. Super-mouche. Mjers, moyens. 19.30/2.00 : deuxième tour.

Cyclisme (piste). 15.00 : poursuite par équipes M (éliminatoires) ; 17.30 : vitesse D (quart de finale) ; 17.40 : vitesse M (quatrième de finale et repêchage) ; 19.00 : poursuite par équipes M (quart de finale) ; 19.40 : vitesse D (demi-finale) ; 19.55 : poursuite individuelle D (quart de finale).

Haltérophilie. 18.30/22.00 : 83 kg.

Handball. Tournoi féminin. 14.00 : Hongrie-Chine (gr. A) ; 17.45 : Norvège-Angola (gr. B) ; 20.30 : Danemark-Suède (gr. A) ; 23.30 : Corée du Sud-Danemark (gr. B).

Hockey. 15.00 : Allemagne-Argentine M ; 23.30 : Pakistan-Inde M ; États-Unis-Allemagne D ; 2.00 : Espagne-Etats-Unis M ; Australie-Grande-Bretagne D.

Judo. 60 kg M, 48 kg D. 15.30 : éliminatoires et repêchages ; 23.55 : finales.

Natation. Éliminatoires. 16.30 : 200 m papillon D, 200 m dos M, 50 m libre D, relais 4x100 m M (éliminatoires) ; 16.40 : 100 m papillon D ; 1.45 : 200 m dos M ; 2.30 : 50 m libre D ; 2.35 : 1 500 m libre M ; 3.45 : relais 4x100 m M nages D.

Plongeon. 21.00 : tremplin haut vol D (éliminatoires).

Softball. 15.00 : Japon-Porto Rico ; 17.30 : États-Unis-Australie ; 0.30 : Canada-Pays-Bas ; 3.00 : Chine-Taiwan.

Sports équestres. 17.00 : concours complet individuel (saut d'obstacles).

Tennis. 14.00 : simple M et D (2<sup>nd</sup> tour), double M et D (1<sup>er</sup> tour).

Tennis de table. 16.00 : simple M et D (éliminatoires) ; 1.00 : double D (quart de finale), simple M (éliminatoires).

Tir. 14.30 : pistolet sport 25 m D ; 15.00 : cible mouvante 10 m M (éliminatoires) ; 16.00 : 10 m M (éliminatoires) ; 18.00 : pistolet sport 25 m D (finale) ; 20.30 : cible mouvante 10 m M (finale).

Volley-ball. 17.00 : Soling, Tornado, planche à voile M et D.

Volley-ball. Tournoi féminin. 16.00 : Russie-Pérou (gr. B) ; 18.30 : Pays-Bas-Corée du Sud (gr. A) ; 22.00 : Chine-Taiwan (gr. A) ; 0.30 : Argentine-Cuba (gr. B) ; 1.30 : Brésil-Etats-Unis (gr. A) ; 4.00 : Corée du Sud-Taiwan (gr. B).

Volley-ball. 16.00 : 16.30 : éliminatoires M et D ; 20.30 : éliminatoires M, demi-finale D.

Water-polo. 17.00 : Allemagne-Ukraine ; Pays-Bas-Roumanie (match de classement) ; 20.00/21.00 : quarts de finale : Hongrie-Grecs, Yougoslavie-Croatie ; Espagne-Etats-Unis ; Russie-Taiwan.

**SAMEDI 27 JUILLET**

Athlétisme. 15.25 : heptathlon (première journée) : 100 m haies ; 100 m M (premier tour) ; 16.30 : heptathlon (deuxième journée) : 100 m D (1<sup>er</sup> tour) ; 17.30 : heptathlon (qualification) ; 23.30 : heptathlon (finale) ; 0.05 : triple saut M (finale) ; 0.30 : 100 m D (demi-finale) ; 0.35 : 100 m M (demi-finale) ; 0.50 : 400 m M (qualification) ; 1.00 : 1 000 m D (qualification) ; 1.25 : 400 m D (demi-finale) ; 1.45 : 100 m D (finale) ; 2.00 : 100 m M (finale) ; 2.25 : heptathlon (200 m) ; 2.35 : 1 000 m D (première tour).

Aviron. Finales. 15.00 : deux sans barreur M et D, deux de couple M et D, quatre sans barreur M, skiff M et D.

Badminton. Huitièmes de finale. 15.00 : simple D et double M ; 16.00 : double M et double D ; 17.00 : double D.

Baseball. 16.00 : Nicaragua-Japon ; 23.00 : Cuba-Russie ; 2.00 : États-Unis-Australie.

Baseball. Tournoi masculin. 16.00 : Zaire-Corée du Sud (gr. B) ; 18.00 : Cuba (gr. A) ; 21.00 : Japon-Russie (gr. A) ; 23.30 : Argentine-Etats-Unis (gr. B) ; 0.30 : Chine-Taiwan (gr. B).

Boxe. Poids plume, super-welters, super-lourds. 19.30/20.00 : deuxième tour.

Canoe-kayak. Slalom. 16.00 : K1 D et C1 M (première journée).

Cyclisme. Piste. 12.25 : sprint M (quart, demi-finale, finale de classement 5<sup>e</sup> à 8<sup>e</sup> places), poursuite individuelle D (demi-finale), poursuite par équipes M (finale), vitesse D (troisième place et finale).

Football. Quarts de finale M. 0.00 : Espagne-Argentine ; 1.30 : France-Portugal.

Haltérophilie. 18.30/22.00 : 91 kg.

Handball. Tournoi masculin. 16.00 : Espagne-Australie (gr. B) ; 18.00 : Suède-Roumanie (gr. A) ; 21.00 : Suède-Russie (gr. A) ; 23.30 : Allemagne-Espagne (gr. B) ; 0.00 : Croatie-Etats-Unis (gr. A) ; 0.30 : France-Russie (gr. B).

Hockey. 15.00 : Malaisie-Australie M ; Espagne-Corée du Sud D ; 17.30 : Pays-Bas-Argentine D ; 23.30 : Afrique du Sud-Grande-Bretagne M ; 02.00 : Pays-Bas-Corée du Sud M.

Plongeon. Tremplin 3 m D. 17.30 : demi-finale ; 4.00 : finale.

Softball. 15.00 : Australie-Canada, Pays-Bas-Porto Rico ; 0.30 : États-Unis-Chine, Japon-Taiwan.

Sports équestres. 14.30 : dressage par équipes (première journée).

Tennis. 14.00 : simple M et D (troisième tour), double M et D (deuxième tour).

Tennis de table. 16.00 : simple M (éliminatoires), simple D (quatrième de finale) ; 1.00 : double M (quart de finale), double D (demi-finale).

Tir. 14.30 : carabine 3 positions 30 m M, shoot (éliminatoires et finale).

Volley. 19.00 : 470 M et D, Soling, Tornado, planche à voile M et D, Star, Finn M.

Volley-ball. Tournoi masculin. 16.00 : Russie-Italie (gr. B) ; 18.30 : Yougoslavie-Pays-Bas (gr. B) ; 22.00 : Argentine-Cuba (gr. A) ; 0.30 : Bulgarie-Pologne (gr. A) ; 1.30 : Brésil-Etats-Unis (gr. A) ; 4.00 : Corée du Sud-Taiwan (gr. B).

Volley-ball de plage. 16.00 : 2<sup>e</sup> demi-finale M, troisième place D ; 20.30 : 2<sup>e</sup> demi-finale M, finale D.

Water-polo. 17.00/21.00 : Allemagne-Pays-Bas ; Roumanie-Libérie (matchs de classement) ; demi-finale.

INDUSTRIE...  
L'électronique...  
L'automobile de la...



our sortir le Bureau  
e la tragédie

L

M. Douste-Blazy

## ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 27 JUILLET 1996

15

**INDUSTRIE** Marcel Roulet, le président de Thomson SA, a remis en début de semaine au gouvernement son rapport sur la privatisation du groupe d'électronique public,

pour laquelle Alcatel-Alsthom et Lagardère Groupe (Matra Hachette) sont en concurrence. ● LE SORT à réserver à Thomson-Multimédia, la filiale d'électronique grand public,

pourrait devenir la question centrale de cette privatisation, présentée au départ comme une composante de la réorganisation de l'industrie de défense en France à cause de Thom-

son-CSF, l'autre filiale de Thomson. ● L'OFFRE d'Alcatel-Alsthom englobe Thomson-Multimédia, alors que Lagardère Groupe propose de le vendre au Sud-coréen Daewoo en

raison de son mauvais état de santé. ● LE GOUVERNEMENT a annoncé sa volonté de privatiser Thomson SA en bloc, mais n'a pas précisé si cela supposait un seul repreneur.

# L'électronique grand public, pivot de la privatisation de Thomson SA

Deux candidats sont en lice. Lagardère Groupe juge Thomson-Multimédia en trop mauvais état et veut la céder au Sud-coréen Daewoo, Alcatel-Alsthom veut reprendre les activités de défense et les téléviseurs

DEPUIS MARDI 23 juillet, le gouvernement a en main le rapport rédigé par Marcel Roulet, le président de Thomson SA, sur la privatisation du groupe d'électronique français, dont les deux composantes sont Thomson-CSF, filiale à 58 %, spécialisée dans l'électronique militaire et professionnelle, et Thomson-Multimédia, filiale à 100 %, spécialiste des produits d'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes...).

Ce rapport comporte des recommandations sur la méthode à suivre — une privatisation de gré à gré avec, ou sans, cahier des charges ? —, ainsi qu'une analyse des offres déposées début juillet par Lagardère Groupe (Matra Hachette) et Alcatel-Alsthom. Le gouvernement s'engagera sur la méthode fin juillet. Les candidats devront alors, après avoir affiné leur examen de l'entreprise, déposer une offre définitive. Le choix du repreneur devrait intervenir à la rentrée — M. Roulet a évo-

qué le mois d'octobre — la privatisation devant intervenir d'ici là fin 1996.

L'un des seuls points communs aux deux offres concerne la valeur attribuée à Thomson SA : elle serait négative, indique-t-on de source familière avec le dossier — ce qui devrait rendre nécessaire une recapitalisation de Thomson avant sa vente — en raison de la mauvaise situation financière de Thomson-Multimédia (36,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995), dont les comptes (1,09 milliard de francs de pertes nettes en 1995) sont plombés par 15 milliards de francs d'endettement.

Paradoxalement, le sort à réserver à Thomson-Multimédia pourrait devenir la question centrale de cette privatisation annoncée en février, dont l'un des points de départ était la nécessité de réorganiser l'industrie de défense en France à laquelle appartient Thomson-CSF (35,5 mil-

liards de francs de chiffre d'affaires). Car la grande différence entre les offres d'Alcatel-Alsthom et de Lagardère Groupe porte sur l'électronique grand public : le premier l'englobe dans ses propositions ; le second n'en veut pas et lui a trouvé pour repreneur le Sud-coréen Daewoo.

Si la privatisation en bloc de Thomson SA, telle qu'annoncée en février, signifie la vente à un seul groupe de l'ensemble des activités, Alcatel-Alsthom semble le mieux placé. Tel était, voici quelques semaines, le sentiment de la majorité des analystes (Le Monde du 11 mai). Mais que la privatisation des activités de Thomson SA devienne indépendante du nombre de repreneurs associés au sein d'une même offre et les chances de Lagardère Groupe de l'emporter s'accroissent. Cette hypothèse, depuis quelques semaines, semble avoir le vent en poupe.

Pour nombre d'analystes, la vente

en bloc de Thomson SA constitue d'ailleurs une aberration. Ils estiment qu'il aurait mieux valu vendre d'abord Thomson-CSF, récupérer Thomson SA, puis désendetter Thomson-Multimédia avec l'argent tiré de cette opération, avant de s'occuper du sort de ce dernier.

## Le choix du repreneur devrait intervenir à la rentrée

Les intentions du gouvernement sont floues. En février, le premier ministre Alain Juppé a souligné, dans le communiqué annonçant la privatisation : « L'Etat veillera, selon des moyens appropriés, à ce que les conditions de la pérennité et du déve-

loppement du potentiel industriel du groupe Thomson soient préservées », ajoutant devant l'Assemblée nationale : « Le périmètre de cession de Thomson SA sera ce que ce groupe sera respecté dans ses limites actuelles. »

Depuis lors, Lagardère Groupe a non seulement indiqué avoir reçu l'assurance de pouvoir présenter une offre associant Daewoo pour le rachat de Thomson-Multimédia, mais aussi déposé une telle offre, sans jamais être contredit. Tout juste, au sein du cabinet de M. Juppé, a-t-on indiqué, avant le dépôt des offres début juillet, « ne pas avoir donné d'assurances », tout en admettant « ne pas être fermés » à quelque solution que ce soit.

Le lobbying de Lagardère Groupe sur le mauvais état de santé de Thomson-Multimédia et sur l'impossibilité pour un groupe français — que ce soit lui-même ou Alcatel — de s'en sortir a également dû produire ses effets. Le résultat d'explo-

tation et le chiffre d'affaires du groupe d'électronique de loisirs sont en baisse sur le début d'année, selon des sources internes au groupe. La direction reconnaît que « 1996 sera à l'image de 1995 », ajoutant que « tout le monde souffre dans ce milieu », comme en témoignent les récentes décisions du néerlandais Philips.

A cela s'ajoutent les interrogations sur les capacités d'Alcatel-Alsthom à prendre en charge l'ensemble de Thomson. La question est plus précisément de savoir si la gestion des difficultés de Thomson-Multimédia ne risque pas de mettre en péril un groupe qui est engagé dans de lourdes restructurations dans les télécommunications : les 25 milliards de francs de pertes affichées en 1995 tiennent pour une bonne moitié aux provisions passées pour remettre en ordre de bataille cette activité.

Philippe Le Cœur

## Lagardère Groupe mène campagne...

L'OFFRE DÉPOSÉE par Lagardère Groupe pour la privatisation de Thomson associe comme partenaire industriel-investisseur British Aerospace (BAe). Le groupe britannique, qui vient de sceller son mariage avec Matra dans les missiles (lire aussi page 3), s'engage à entrer pour quelques pour-cent dans le nouvel ensemble Thomson-Matra. Le britannique GEC et l'Allemand DA-SA (Daimler-Benz), dont les noms ont été à un moment évoqués, n'ont pas souhaité, à ce stade, prendre un tel engagement. L'offre associerait aussi des partenaires financiers dont les noms ne sont pas précisés.

Thomson-Matra, résultat de la fusion entre Thomson SA, Thomson-CSF (sa filiale à 58 % d'électronique militaire et professionnelle) et les activités de Lagardère Groupe dans la défense, le spatial et les télécommunications militaires. Le groupe Lagardère, ainsi que ses partenaires, apporterait de l'argent liquide et contrôlerait lui-même, au bout du compte, entre 65 % et 80 % du capital. L'ensemble, selon Lagardère Groupe, se poserait en deuxième acteur mondial de l'électronique de défense, serait fortement exportateur (50 % du chiffre d'affaires) et capable de proposer des systèmes complets clés en main. Le groupe de Jean-Luc Lagardère assure que c'est sur ce modèle que s'est restructurée l'électronique de défense aux États-Unis et que nulle part on ne trouve de groupe présent à la fois dans ce secteur et dans l'électronique grand public.

Lagardère Groupe confirme en effet ne pas être intéressé par Thomson-Multimédia, société qu'il juge en piteux état (dépendance trop forte aux téléviseurs et magnétoscopes, centrage trop

important sur l'Europe et les États-Unis, marques morcelées, processus de production dépassés) et pour laquelle il assure « ne pas savoir faire ». Lagardère Groupe a proposé Thomson-Multimédia au néerlandais Philips, sans succès, puis s'est tourné vers le sud-coréen Daewoo, qui a accepté.

### DAEWOO MAINTIENDRAIT L'EMPLOI

Daewoo s'engagerait à maintenir l'emploi chez Thomson-Multimédia en France (4 500 personnes) et, au-delà, à investir 5 milliards de francs entre 1997 et 2002, dont 2 milliards dans l'Hexagone où il créerait 5 000 emplois supplémentaires. Les activités professionnelles (équipements pour les studios de production) feraient l'objet d'un traitement particulier avec la création d'une filiale commune à Thomson-Matra et à Daewoo.

Les dirigeants de Matra estiment que l'état de Thomson-Multimédia est si mauvais que tout groupe français qui le rachète devra le rétroceder à un étranger dans des conditions alors plus difficiles. L'Etat, s'il négocie cette vente dès maintenant et ouvertement, est en revanche à même d'obtenir des garanties solides pour l'avenir de cette entreprise, plaide le groupe Lagardère.

En ce qui concerne l'activité semi-conducteurs de SGS-Thomson, dont Thomson-CSF détient 20 % du capital, Lagardère Groupe n'envisagerait pas de revendre immédiatement cette participation afin de ne pas déstabiliser l'actionariat. N'apparaissant pas comme stratégique, celle-ci aurait toutefois vocation à être réalisée plus tard.

Ph. L. C.

## ...Alcatel-Alsthom se tait

LA DIRECTION d'Alcatel-Alsthom est jusqu'à présent demeurée discrète sur le contenu de son offre dans le cadre de la privatisation de Thomson SA. Sollicitée, au même titre que la direction de Lagardère Groupe, pour exposer son analyse du dossier et ses projets, elle n'a pas voulu déroger à sa règle, ne souhaitant pas, a-t-elle indiqué, mener comme son concurrent une campagne auprès des élus et de la presse.

En se conformant aux quelques rares indications qu'a pu donner Serge Tchurik, son PDG, le groupe Alcatel-Alsthom a présenté un plan de reprise portant sur la totalité de Thomson SA et qu'il a fait seul. Les technologies et les produits du groupe, qui n'est pas un acteur majeur de l'industrie de défense même s'il réalise 11 milliards de francs de chiffre d'affaires dans l'espace et la défense, pourraient compléter ceux de Thomson-CSF dans la partie communication notamment. En plus, une partie de l'activité d'Alcatel dans la défense (les faisceaux hertziens, le spatial) est issue de chez Thomson, la coupure ayant eu lieu en 1982.

Mais c'est aussi sur Thomson-Multimédia que se porte l'intérêt du groupe Alcatel-Alsthom. Tout

d'abord parce que la filiale d'électronique grand public de Thomson SA est fortement implantée aux États-Unis : elle y réalise plus de 60 % de son activité et la marque sous laquelle elle opère, celle de l'américain RCA racheté en juillet 1987, arrive au premier rang sur le marché américain des téléviseurs et au deuxième rang, derrière AT&T, sur le marché des combinés téléphoniques avec près d'un tiers des ventes. Or, Alcatel-Alsthom cherche depuis des années à développer son activité dans les télécommunications outre-Atlantique.

Déjà présent dans la commutation (centraux téléphoniques), la transmission (câbles, satellites) et les combinés téléphoniques, Alcatel Télécom verrait également dans Thomson-Multimédia et ses décodeurs numériques pour la télévision, l'opportunité d'étendre ses compétences dans les terminaux à un moment où il est difficile de pronostiquer ce que ces derniers seront demain. « Téléviseur, ordinateur, téléphone... la notion de terminal est actuellement en train d'évoluer à grande vitesse, fait remarquer un spécialiste, il y a donc des synergies possibles. »

Ph. L. C.

## Philips retourne dans le rouge

« Tout le monde souffre dans ce métier », souligne Thomson-Multimédia à propos de son début d'année difficile. Ce n'est pas Philips qui le contredira. Accusant la baisse des prix (6 % au premier semestre), le fléchissement de la demande, notamment aux États-Unis, ainsi que l'absence d'effet dynamisant des Jeux olympiques, le groupe néerlandais a annoncé, le 25 juillet, qu'il supprimera 6 000 emplois (15 % de l'effectif) à partir de fin 1996 dans la sous-division Sound and Vision de son activité d'électronique grand public. Philips n'avait plus connu de telles restructurations depuis 1990.

Ces mesures ont conduit à une provision de 800 millions de florins (2,4 milliards de francs) sur les comptes du deuxième trimestre 1996, qui ont vu le résultat net du groupe plonger dans le rouge (456 millions de florins de pertes) pour la première fois depuis fin 1992. L'électronique grand public accuse une perte d'exploitation de 92 millions de florins, malgré une hausse de 6 % de son chiffre d'affaires à 10,6 milliards de florins.

## L'immobilisme de la Bundesbank a accéléré la baisse du dollar

Le billet vert est revenu autour de 5 francs

MANIFESTEMENT, les recommandations de la Banque des règlements internationaux (BRI) au mois de mai et de l'OCDE en juin n'ont pas eu le moindre influence sur la décision du conseil central de la Bundesbank avant la trêve estivale, réuni jeudi 25 juillet. La BRI avait souhaité que « les banques centrales s'opposent à la fois à l'inflation et à la déflation », et l'OCDE avait indiqué que « seule l'adoption d'une politique monétaire plus accommodante en Europe pouvait éviter la déflation ». La banque centrale allemande n'en a pas moins annoncé le maintien en l'état de son taux d'escompte à 2,50 %, du taux Lombard à 4,50 % et du taux des prises en pension — son troisième taux directeur officiel — à 3,30 % pour les quatre prochaines semaines.

Le statu quo a d'autant plus déçu que les marchés parlaient sur une réduction de 0,05 à 0,20 point du taux des prises en pension, fixé à 3,30 % depuis début février. « L'attitude conservatrice et peu courageuse de la Bundesbank n'est pas une bonne nouvelle pour l'Europe et pourrait présager de nouveaux chocs sur les marchés », estime Jean-Baptiste Pons, de Smith Barney. Le principal perdant, jeudi, de la décision allemande a bien été le

billet vert. Il est tombé sous le seuil de 1,48 deutschemark (voir graphique) et des 5 francs. Il est même descendu jusqu'à 1,4720 mark et 4,9930 francs, avant de se reprendre en fin de journée. Le dollar s'inscrivait, vendredi 26 juillet, dans la matinée, à 1,4762 mark, 5,0050 francs et 108,40 yens. Le franc français a pour sa part plutôt

bien résisté face à la monnaie allemande. Après avoir franchi, jeudi, le seuil de 3,39 francs pour 1 mark, il est resté vendredi matin autour de 3,3910 francs pour 1 deutschemark.

Le regain de tension très net sur les marchés de change, jeudi, a été masqué à la fois par le rebond le même jour des principales places boursières, rassurées par la reprise de Wall Street, et par la bonne tenue des marchés obligataires. Mais si les taux des obligations d'Etat en Europe ont baissé jeudi en fin de journée, de 6,42 % à 6,36 % outre-Rhin et de 6,40 % à 6,39 % en France, c'est parce que la décision de la Bundesbank risque de brider la croissance européenne, notamment à cause de ses effets sur le dollar.

### CHAUD ET FROID

L'immobilisme de la Bundesbank s'explique par le dégonflement insuffisant de la masse monétaire M3, qui reste au-delà du plafond fixé par la banque centrale. Il provient aussi du relatif optimisme à Francfort sur le rythme de la reprise économique en Allemagne. L'agrégar M3, qui détecte, selon la Bundesbank, les signes d'inflation à moyen terme, est le principal indicateur qu'elle utilise pour déterminer sa politique mo-

étaire. La Bundesbank s'est fixé un objectif de croissance de M3 en 1996 compris entre 4 % et 7 %. M3 avait enregistré une progression de 9,6 % en juin en rythme annuel, après 10,5 % en mai.

La poursuite de la baisse du dollar pourrait pourtant finir par contraindre la banque centrale allemande à écarter sa doctrine et à réduire ses taux à la rentrée. D'ailleurs, selon une pratique assez courante qui consiste à souffler le chaud et le froid en même temps, Otmar Issing, le chef économiste de la Bundesbank, a envisagé jeudi dans la journée une baisse « à moyen terme » des taux directeurs allemands. « Personne ne pense à relever les taux : à moyen terme, les réflexions portent sur le point de savoir si les taux seront baissés une nouvelle fois et, si oui, quand et de combien », a déclaré M. Issing.

Pour l'heure, les marchés regardent plutôt du côté de la Réserve fédérale américaine (Fed). Elle pourrait relever ses taux directeurs, et ainsi soutenir le dollar, si les chiffres de l'emploi annoncés la semaine prochaine reflètent à nouveau une surchauffe de l'économie américaine. Mais la Fed doit aussi tenir compte de l'extrême nervosité de Wall Street.

Eric Leser

## Fin de la grève à Lacq chez Elf Aquitaine-Production

L'INTERSYNDICALE CGT-CFDT-CFTC-FO de l'usine de Lacq d'Elf Aquitaine-Production (EAP) a décidé d'interrompre, samedi 27 juillet, son mouvement de grève commencé voici trente-neuf jours. Cette décision a été prise à la suite d'une décision du tribunal de Pau qui a rejeté le 25 juillet, en référé, une requête du comité d'entreprise d'EAP demandant la suspension de la consultation que voulait engager la direction avant de scinder l'entreprise en quatre sociétés. Depuis plus d'un mois, « les unités chimiques de l'usine de Lacq sont arrêtées et la production de traitement de gaz est réduite à la moitié », a indiqué le délégué CGT, Jean-Yves Lalanne.

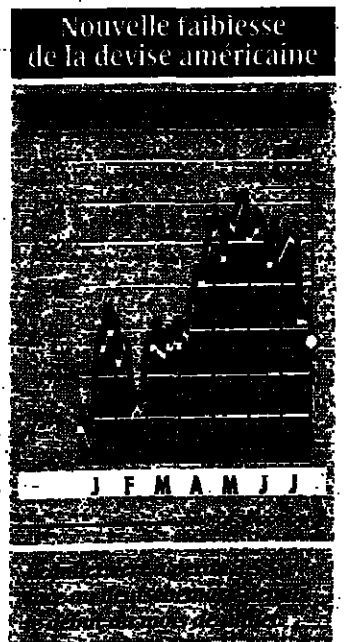
### DÉPÊCHES

■ **CONSEIL DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT** : la restructuration du système bancaire français s'est accélérée en 1995, selon le rapport annuel de cet organisme. Le mouvement engagé (183 établissements sur quelque 400 ont changé d'actionnaires majoritaires en douze ans) ne concernait que des petites banques. Il s'est étendu à des établissements de taille importante.

■ **IBM** : le groupe américain d'informatique a annoncé, le 25 juillet, un bénéfice net de 1,3 milliard de dollars (6,5 milliards de francs) au deuxième trimestre 1996, contre 1,7 milliard un an auparavant. Le chiffre d'affaires a progressé de 4 % à 18,18 milliards de dollars. Les résultats ont été affectés par la chute du prix des mémoires.

■ **ICI** : le groupe chimique britannique a décidé d'accélérer son programme de restructuration et de supprimer 2 700 emplois après avoir subi une chute de ses bénéfices au premier semestre. Ces profits ont reculé de 28 % pour atteindre 367 millions de livres (2,86 milliards de francs). Cette mauvaise performance est liée à « la faiblesse des marchés mondiaux et aux fortes réductions de prix dans certains secteurs ».

■ **RHÔNE-POULENC RORER** : la filiale pharmaceutique du groupe chimique a annoncé, le 25 juillet, une augmentation de son programme de cessions en présentant ses résultats semestriels. Le bénéfice net a progressé de 35 % à 165,9 millions de dollars (830 millions de francs). Selon Patrick Langlois, directeur financier, le plan ira au-delà des 750 millions de dollars prévus en 1996, et dont 700 millions ont été déjà réalisés à fin juillet.





■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance en très nette hausse vendredi 26 juillet. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 241,06 points à 21 124,90.

■ L'OR a ouvert en baisse vendredi sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 385,00-385,30 dollars, contre 385,15-385,45 la veille en clôture.

■ WALL STREET a connu une embellie, jeudi, grâce à la publication par IBM d'un résultat meilleur que prévu pour le deuxième trimestre. Le Dow Jones s'est inscrit à 5 422,01.

■ LA BUNDESBANK a décidé jeudi de laisser ses taux d'intérêt directs inchangés. Le taux d'escompte reste donc à 2,50 %, le Lombard à 4,50 %.

■ LES RÉSERVES DE CHANGES de la Banque de France ont augmenté de 1,01 milliard de francs, au cours de la semaine du 18 au 25 juillet, à 121,69 milliards de francs.

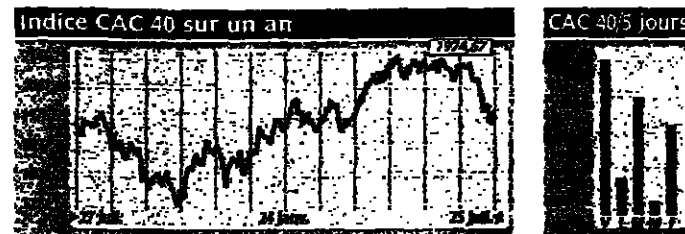
## LES PLACES BOURSILIÈRES

	CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
	Courant	1 mois	1 an	1 mois

## Légère baisse à Paris

LA BOURSE DE PARIS s'inscrit en légère baisse vendredi à la mi-journée sur un marché calme mais rassuré par la progression de Wall Street la veille, tandis que les opérateurs restent optimistes sur les chances d'un assouplissement monétaire jeudi prochain en France et fin août en Allemagne. Après avoir ouvert la séance sur une hausse de 0,19 %, l'indice CAC 40 baissait à 12 h 30 de 0,2 % à 1970 points. La Bourse de Paris profitait de l'évolution de Wall Street qui a connu une embellie jeudi grâce à la publication par IBM, l'une des valeurs vedettes, d'un résultat trimestriel meilleur que prévu.

L'événement de la matinée a été l'annonce par le ministère de l'économie d'une offre publique d'achat lancée dans les prochaines semaines par la Caisse des dépôts et consignations sur les actions du Crédit foncier de France au prix de 70 francs le titre, avec rétrocession d'une partie des activités au Crédit immobilier de France.



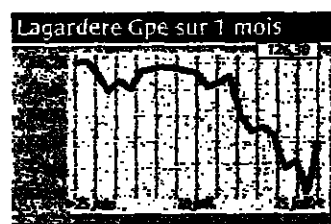
« Il s'agit d'une solution de dernière chance et probablement la moins mauvaise », commentait vendredi matin un opérateur. Les marchés attendent toutefois les

réactions des actionnaires américains et des minoritaires d'ADAM, en particulier sur le prix de l'action. La cotation des actions du CFF est suspendue depuis jeudi.

## Lagardère Groupe, valeur du jour

LE TITRE Lagardère Groupe a rebondi, jeudi 25 juillet, à la Bourse de Paris. Bénéficiant de l'attribution d'un marché par la Grande-Bretagne, Lagardère Groupe a gagné 4,8 %, à 126,30 francs, dans un volume noué de 365 000 pièces. Londres a confié l'élaboration et la construction d'un nouveau missile de croisière à British Aerospace Dynamics et à Matra, filiale amérain du groupe français (lire page 3). Mercredi, le titre avait abandonné 3 % sur des

rumeurs de report par le gouvernement britannique de plusieurs commandes militaires dont celle du missile de croisière.



## Nouvelle hausse à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO termine en hausse une semaine agitée au cours de laquelle elle a subi ses deux plus fortes baisses de l'année. Vendredi, l'indice Nikkei a gagné 241,06 points (1,15 %) à 21 124,90 points.

La veille, Wall Street a connu une embellie grâce à la publication par IBM d'un résultat meilleur que prévu pour le deuxième trimestre 1996. L'indice Dow Jones a gagné 67,32 points (+1,26 %) à 5 422,01. Le titre IBM a gagné 13,4 % après avoir annoncé un chiffre d'affaires trimestriel en hausse de 4 %. Mais signe que les investisseurs restent préoccupés par la performance future des valeurs de haute technologie, le titre US Robotics, fabricant de modems coté sur le Nasdaq qui a annoncé un bond de 130 % de son chiffre d'affaires, a

perdu 18,2 %. La Bourse de Londres a progressé au terme d'une séance hésitante au gré des décisions de la Bundesbank et du comportement de Wall Street. L'indice Footsie a gagné 15,9 points à 3 684,7 points. La Bourse de Francfort a terminé la séance officielle sur une hausse de 0,70 % à 2 465 points avant de baisser sur le marché électronique.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 26/07	Cours au 25/07	Var. %
Paris CAC 40	1970,00	1954,00	+1,04
New York DJ	5422,01	5384,69	+1,19
Tokyo Nikkei	21124,90	20983,84	+1,15
Londres FT100	3684,70	3668,80	+0,43
Francfort Dax 30	2465,00	2447,00	+0,70
Bruxelles C20	1753,00	1753,00	0,00
Milano MIB 30	978,00	978,00	0,00
Amsterdam AEX	351,00	351,00	+1,57
Madrid IBEX 35	354,00	353,00	+0,25
Stockholm OMX	1422,50	1422,50	0,00
Londres FTSE	2705,50	2677,00	+1,03
Hong Kong Hang Seng	10707,00	10699,00	+0,07
Singapore Strait	2127,50	2137,15	-0,46

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

	26/07	25/07
Alcoa	56,90	56,00
American Express	43,25	42,62
Allied Signal	57,87	58,00
AT & T	51,12	50,75
Bethlehem	9,50	9,07
Biochem	38,12	38,87
Citigroup Inc.	64,12	63,57
Chemical Bank	38,75	37,75
Coca-Cola Co.	46,12	45,75
Disney Corp.	54,12	54,37
Du Pont Nemours & Co.	79,25	77,25
Eastman Kodak Co.	75,12	75,75
Exxon Corp.	68,87	68,12
Gen. Electric Co.	80,50	79,87
Goodyear T & Rubber	42,75	41,87
IBM	109,62	91,57
Intl Paper	37,12	37,62
J.P. Morgan Co.	88,12	84,87
Mc Don Douglas	45,87	45,75
Merck & Co. Inc.	63,75	64,62
Minnesota Mining & Mfg.	63,50	63,57
Philip Morris	100,25	99,87
Procter & Gamble Co.	35,57	35,50
Sealed Air Corp.	41,50	41,50
Tesco	34,50	34,62
Union Carb.	39,62	37,50
Unilever	108,37	107,37
Westing. Electric	17,12	16,75
Wyeth	19,87	20,00

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

	Cours au 26/07	Cours au 25/07	Var. %
HAUSSES, 12h30	2607	2507	39,12
BAISSES, 12h30	2607	2507	39,12
HAUSSES, 12h30	2607	2507	39,12
BAISSES, 12h30	2607	2507	39,12

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 26/07	Cours au 25/07	Var. %
HAUSSES, 12h30	2607	2507	39,12
BAISSES, 12h30	2607	2507	39,12
HAUSSES, 12h30	2607	2507	39,12
BAISSES, 12h30	2607	2507	39,12

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

	Cours au 26/07	Cours au 25/07	Var. %
SEANCE, 12h30	2607	2507	39,12
SEANCE, 12h30	2607	2507	39,12
SEANCE, 12h30	2607	2507	39,12
SEANCE, 12h30	2607	2507	39,12

## INDICES SBF 250-250 MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 26/07	Cours au 25/07	Var. %
INDICES SBF 250-250 MIDCAC	2607	2507	39,12
INDICES SBF 250-250 MIDCAC	2607	2507	39,12
INDICES SBF 250-250 MIDCAC	2607	2507	39,12
INDICES SBF 250-250 MIDCAC	2607	2507	39,12

## LES TAUX

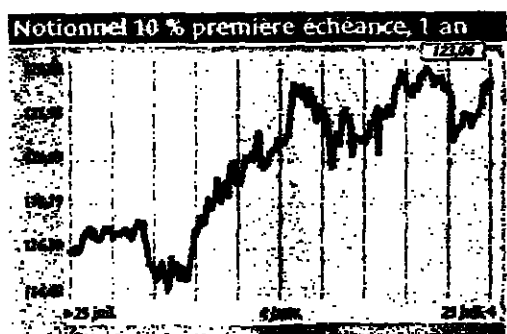
## Reprise initiale du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse vendredi 26 juillet. L'échéance septembre du contrat reprenait 10 centimes, à 123,20, dès le début des transactions.

La veille, le Matif avait terminé en baisse, déçu par le maintien des taux allemands, mais il avait néanmoins réussi à réduire ses pertes en fin de journée, revigoré

par le redressement du marché obligataire américain. Le contrat échéance septembre avait abandonné 18 centimes, à 123,10.

Les marchés restent optimistes sur les chances d'une baisse, la semaine prochaine, par la Banque de France de son taux d'appel d'offres lors de la dernière réunion de son conseil avant la pause estivale, et cela malgré l'immobilisme de la banque centrale allemande.



## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 26/07	Taux au 25/07	Var. %
TAUX 25/07	2607	2507	39,12
TAUX 25/07	2607	2507	39,12
TAUX 25/07	2607	2507	39,12
TAUX 25/07	2607	2507	39,12

## MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 26/07	Taux au 25/07	Var. %
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,21	5,21	0,00
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,28	5,28	0,00
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,21	6,21	0,00
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,46	6,46	0,00
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,05	7,05	0,00
Obligations françaises	6,65	6,65	0,00
Fonds d'Etat à TME	1,56	1,56	0,00
Fonds d'Etat à TRE	2,01	2,01	0,00
Obligat. franc. à TME	1,21	1,21	0,00
Obligat. franc. à TRE	0,20	0,20	0,00

MATIF

	échéance 25/07	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %	123,20	320,00	123,20	123,20	123,10	123,10
Sept. 96	123,20	123,20	123,20	123,20	123,10	123,10
Oct. 96	123,20	123,20	123,20	123,20	123,10	123,10
Nov. 96	123,20	123,20	123,20	123,20	123,10	123,10
Déc. 96	123,20	123,20	123,20	123,20	123,10	123,10

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	échéance 25/07	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
juillet 96	1945	397,7	1945	1945	1940	1940
août 96	1945	397,7	1945	1945	1940	1940
sept. 96	1945	397,7	1945	1945	1940	1940
oct. 96	1945	397,7	1945	1945	1940	1940
nov. 96	1945	397,7	1945	1945	1940	1940
déc. 96	1945	397,7	1945	1945	1940	1940

## LES MONNAIES

## Repli du dollar

LE BILLET VERT poursuivait son repli, vendredi 26 juillet, au cours des premiers échanges interbancaires. Le dollar s'échangeait à 5,0058 francs et à 1,4767 deutschemark. En revanche, il progressait quelque peu face au yen, cotant 108,33 yens contre 108 yens jeudi soir. Le franc français faisait encore preuve de faiblesse face à la devise allemande. Dès le début des transactions, le deutschemark gagnait

quelques fractions, à 3,3909 francs contre 3,3900 francs jeudi soir.

Dés jeudi, le franc français s'était légèrement affaibli face au mark, après l'annonce du maintien des taux allemands. Cela étant, la devise française avait cependant bien résisté : après avoir franchi, immédiatement après l'annonce, le seuil de 3,39 francs pour 1 mark, il s'est stabilisé à 3,3910.

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	Cours au 26/07	Cours au 25/07	Var. %
DEVISES	2607	2507	39,12
DEVISES	2607	2507	39,12
DEVISES	2607	2507	39,12
DEVISES	2607	2507	39,12

## PARIS DES TAUX

	Cours au 26/07	Cours au 25/07	Var. %
PARIS DES TAUX	2607	2507	39,12
PARIS DES TAUX	2607	2507	39,12
PARIS DES TAUX	2607	2507	39,12
PARIS DES TAUX	2607	2507	39,12

## L'OR

	Cours au 26/07	Cours au 25/07	Var. %
L'OR	2607	2507	39,12
L'OR	2607	2507	39,12
L'OR	2607	2507	39,12
L'OR	2607	2507	39,12

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

	Cours au 26/07	Cours au 25/07	Var. %
MATIÈRES PREMIÈRES	2607	2507	39,12
MATIÈRES PREMIÈRES	2607	2507	39,12
MATIÈRES PREMIÈRES	2607	2507	39,12
MATIÈRES PREMIÈRES	2607	2507	39,12

## RÈGLEMENT MENSUEL

LE MONDE 26 JUILLET 1996

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs

121,69 milliards de francs



سكان النجف

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / SAMEDI 27 JUILLET 1996 / 17

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDEDI 26 JUILLET  
Liquidation : 23 août  
Taux de report : 3,88  
Cours relevés à 12h30

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30  
VENDEDI 26 JUILLET

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ACTIONS FRANÇAISES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ABRÉVIATIONS

Table with 2 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ABRÉVIATIONS

Table with 2 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30  
VENDEDI 26 JUILLET

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ACTIONS FRANÇAISES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ABRÉVIATIONS

Table with 2 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ABRÉVIATIONS

Table with 2 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 25 juillet

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ACTIONS FRANÇAISES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ABRÉVIATIONS

Table with 2 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ABRÉVIATIONS

Table with 2 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Variation. Includes sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 76 26







## AUJOURD'HUI

SPORTS

**FORMULE 1** L'Allemagne attend le retour de son champion, Michael Schumacher, qui revient à Hockenheim un an après s'être ouvert la voie de son deuxième titre de cham-

pion du monde en remportant le Grand Prix d'Allemagne. Dimanche 28 juillet, il tentera de renouer avec le succès. ● LE PILOTE, âgé de vingt-sept ans, tentera surtout de mettre

un terme à l'incroyable série de défaillances techniques de sa Ferrari, qui l'ont empêché de défendre ses chances au Canada, en France et en Grande-Bretagne. ● SUR LE CIRCUIT, les 150 000 places sont vendues de-

puis près d'un an. Depuis que le champion allemand a annoncé son passage dans l'écurie italienne, A Monza (Italie), où il effectuait il y a

quelques jours une simulation de course, il nous a expliqué qu'il pourrait peut-être apporter le titre mondial aux voitures rouges dès la prochaine saison.

# Michael Schumacher veut faire la preuve de son talent avec Ferrari

Avant le Grand Prix d'Allemagne, disputé dimanche 28 juillet à Hockenheim, le double champion du monde explique, dans un entretien au « Monde », comment il espère réussir dans l'écurie italienne

**MONZA**  
de notre envoyé spécial  
« Quel est votre état d'esprit après dix courses dans votre nouvelle écurie, et après les échecs rencontrés au cours des trois dernières ? »

« Rappelez-vous que j'avais été très prudent en arrivant chez Ferrari. Je savais que je ne pourrais pas défendre mon titre dès cette année. Nous avons été heureux en début de saison de pouvoir terminer les courses dans des conditions acceptables. Et c'est vraiment un miracle que j'aie pu obtenir trois pole-positions ainsi qu'une victoire en Espagne. Les trois dernières courses ont seulement montré que nous n'avions évidemment pas fini d'apprendre et de nous améliorer dans le domaine de la fiabilité. »

« Il m'arrive cependant de me dire en ce moment que les choses sont encore plus dures que ce que j'imagine. Par exemple, nous avons des explications pour tout ce qui s'est passé au Canada et en France. Mais la panne du système hydraulique sur la boîte de vitesses que j'ai eue à Silverstone est incompréhensible. Ce n'est pas pour autant qu'il faut tomber dans la psychologie du sabotage, comme le suggère la presse italienne. Au contraire, toute l'équipe Ferrari se doit de se montrer sereine et solidaire dans une situation pareille. Nous attendons des jours meilleurs. »

« Vous arrive-t-il de regretter d'avoir quitté Benetton, qui vous avait permis de gagner deux titres de champion du monde, »



MICHAEL SCHUMACHER

pour Ferrari, qui n'avait remporté qu'une victoire ces dernières années ?

« J'avais vraiment besoin de nouveaux horizons, d'une nouvelle étape dans ma carrière. Je voulais réussir avec d'autres moyens. C'est sans doute une question d'éducation : je crois qu'on ne peut améliorer son niveau de connaissances qu'en allant voir ailleurs. Avec deux titres en poche, ce genre de défi était le seul moyen de me donner une nouvelle motivation. Quand les choses deviennent trop faciles, la vie me paraît ennuyeuse. »

« L'image de Ferrari a évidemment compté dans ma décision, mais j'ai surtout eu envie de prouver quelque chose sur ma propre valeur en rejoignant une équipe qui n'était pas dans une position très favorable. Et j'apprends effectivement beaucoup dans cette période de doutes. Je prends plaisir à travailler pour aider à trouver des solutions. »

« Je souhaiterais d'ailleurs non seulement rester avec Ferrari jusqu'au terme de mon contrat, fin

1997, mais aller au-delà. La seule raison qui pourrait me pousser à partir, c'est de me retrouver au-delà de la dixième place pendant les courses. Mais nous faisons souvent jeu égal avec les meilleures voitures. Et je pense que dès que la fiabilité sera au rendez-vous je pourrai leur apporter le titre mondial. Pourquoi pas dès l'année prochaine ? »

« Quelle est la principale raison des défaillances de votre voiture ? »

« Il faut comprendre que la F310 est une voiture entièrement nouvelle. Autant par son moteur, le premier 10 cylindres chez Ferrari, que par sa boîte de vitesses. Tout est très sophistiqué, et on peut comprendre que l'ensemble ne donne pas encore entière satisfaction. D'autant que les progrès réalisés en quelques mois sont plus importants que ce qui a jamais été obtenu en si peu de temps par les autres marques. Avec Jean Todt, le directeur de l'écurie, qui est une personne que je respecte beaucoup, nous avons un projet à long terme. Nous savons qu'il ne s'agit pas d'atteindre des progrès spectaculaires en un seul jour. »

« Depuis votre premier titre, en 1984, dans le championnat d'Allemagne de kart, vous êtes un habitué de la victoire. Comment abordez-vous cette nouvelle période de votre vie ? »

« Mon expérience dans le sport automobile me permet de gérer ce genre de situations. Je ne suis pas sensible aux hauts et aux bas liés à de tels problèmes. Je vis dans le présent, et je me sens bien à partir

du moment où je travaille de façon positive. J'oublie toujours la dernière course, succès ou échec, pour m'impliquer complètement dans la suivante. »

« Votre victoire sous la pluie en Espagne a permis à certains de vous comparer à Ayrton Senna. Vous sentez-vous digne de la mémoire du grand pilote brésilien ? »

« Aucun pilote n'aura jamais les

qualités qui furent celles d'Ayrton Senna. Il était si différent de tous les autres ! Personne ne pourra jamais lui ressembler. C'est le seul champion auquel je me réfère. La seule chose qui me paraît possible, c'est d'essayer d'être le meilleur pilote de mon époque, comme Ayrton le fut lorsqu'il vivait. Même en Espagne, j'estime que j'ai conduit à ma façon, pas à la sienne. Mais c'est vrai que

j'ai alors sans doute rencontré des sensations proches des siennes. C'était tellement extraordinaire de tourner 4 à 5 secondes plus vite au tour que tous les autres ! Il y a une telle harmonie entre le pilote, la voiture et l'équipe ! »

« Pour l'instant, je ne m'intéresse en rien à ce que sera ma place dans l'histoire du sport automobile. Peut-être quand je serai plus vieux... Les statistiques ne me passionnent pas. »

### Priorité à la fiabilité dans la Scuderia

Après six abandons de ses voitures au Canada, en France et en Grande-Bretagne, l'écurie Ferrari se devait de prendre des mesures pour Hockenheim. Les contrôles ont été renforcés sur la production des pièces. Le responsable de la qualité pour les voitures de (petite) série de la marque a été appelé dans l'écurie. Comme Michael Schumacher, Jean Todt, le directeur sportif de la Scuderia, estime que la F310 est une bonne voiture, mais que ses performances au début de saison ont été obtenues au détriment de la fiabilité : « Tout était nouveau dans la voiture. Nous avons été surpris par les vibrations d'un 10 cylindres, beaucoup plus importantes que celles du 12 cylindres. » Les dirigeants de Ferrari ont demandé à John Barnard, l'ingénieur anglais qui a conçu la F310, de présenter la voiture de 1997 avant Noël. Celle-ci devra être un développement du modèle de cette année... pour ne pas reproduire les erreurs du début de la saison.

Je cherche simplement à gagner le plus de courses possible. C'est vrai qu'un bout il peut y avoir de nouveaux titres de champions du monde. J'ai le virus du pilotage depuis ma naissance. Je faisais ma première course en go-kart à quatre ans, et j'ai remporté mon premier succès l'année suivante. Les ingénieurs sont impressionnés par votre capacité à ex-

ploiter les données informatiques recueillies sur les voitures. Pourquoi attachez-vous tant d'importance à cet aspect de votre métier ?

« J'ai une formation de mécanicien, mais je crois que les nouvelles technologies font partie du pilotage moderne. Quand on conduit sur une piste, on a un certain nombre d'impressions. L'ordinateur permet ensuite de comprendre comment on peut aller plus vite. C'est seulement un moyen d'améliorer son pilotage. »

« Êtes-vous satisfait du spectacle offert par la formule 1 ? »

« Je n'aime pas tellement la façon dont les grands prix se déroulent aujourd'hui. Pour moi, la course, ce sont les dépassements, la lutte entre les pilotes. C'est pourquoi je pratique toujours le kart. La stratégie des arrêts dans les stands n'est pas intéressante, mais c'est tellement mieux de pouvoir s'approcher d'une autre voiture avant de la doubler. Les responsables étudient les mesures à prendre pour ne plus être gênés par les phénomènes aérodynamiques. C'est une bonne chose, mais il faudra faire attention à ne pas accroître les risques. »

« Atteignez-vous vos limites ? »

« Mon but est d'atteindre ces limites pendant le plus long temps possible sans jamais les dépasser. C'est en allant au-delà qu'on sort de la piste. La course est alors perdue. »

Propos recueillis par  
Christophe de Chenay

## Un amateur éclairé symbolise l'esprit du Tour de France à la voile

**SAINT-CYPRIEN**  
De notre envoyé spécial  
Le petit homme rondonne.

Agent technique sur le port de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales), il ne comprend pas pourquoi ces jeunes hommes, torse nus et lunettes noires, sont si pressés. Sur le pont des pontons-minet, mercredi 24 juillet, l'équipage de *Bretiling*-XG souhaite que son bateau soit remis à l'eau le premier, après le convoi par route depuis Arcachon, qui a refermé la page atlantique du Tour de France à la voile (*Le Monde* du 9 juillet). En songeant aux vingt-deux manœuvres qu'il devra répéter pour satisfaire tous les concurrents, le petit homme grimpe sur sa grue et dépose délicatement le JOD 35 dans la Méditerranée. Alors que certains équipages font toujours chauffer le café, *Bretiling* a mis et pose devant les premiers touristes.

Sur le quai, Philippe Guigné s'étonne presque de son nouveau professionnalisme. Enfant des pon-

tons, ce gaillard de vingt-six ans « n'a jamais pu quitter un port à l'heure ».

Un brin gouailleux, Philippe a pourtant su rester doux avec le petit homme. Si quelques succès peuvent rendre les portes étroites, le Rochelais se contente de son rôle de second. En choisissant le skipper néo-zélandais Chris Dickson, dans la partie atlantique, et Bertrand Pacé, considéré comme le meilleur Français en match-racing, pour déjouer les pièges de la Méditerranée, Philippe Guigné savait que la gloire se limiterait au bar des navigateurs le 25 juillet, après la victoire dans le triangle de Saint-Cyprien, il rangeait encore le bateau quand les caméras avaient fondu sur Bertrand Pacé. Peu importe, puisque Philippe souhaite apparaître comme quelqu'un d'assez intelligent pour se mettre en retrait au service de l'équipe.

Fidèle coskipper des maîtres, le champion de France universitaire se définit « comme un étudiant de la voile, qui sait apprendre plus vite que les autres ». Dans une course qui sait courir les vedettes les tandems Dickson-Guigné puis Pacé-Guigné symbolisent encore ce mélange de professionnalisme et

d'amateurisme voulu par le fondateur de l'épreuve.

Ainsi, Chris Dickson aurait aimé voir son ancien partenaire aussi marin et zélé sur le port de Saint-Cyprien. Draconien sur les horaires, il a un jour obligé un équipier à un sprint éphémère pour un plongeon pour ne pas manquer le départ. Mais la bande à Guigné n'a pas retenu toutes les leçons. Lorsque le *Kiwil* a voulu gagner, mais surtout humilier ses adversaires lors des deux premières étapes.

Encore impressionné par l'aura du skipper, Philippe n'a pas osé contester des choix tactiques trop risqués qui ont valu à *Bretiling* de rallier Saint-Quay-Portrieux dans les bas-fonds du classement. Revenus 2<sup>e</sup> au classement général après la victoire de Saint-Cyprien, Philippe Guigné et ses équipiers peuvent songer au podium, le 2 août à Nice.

Une perspective qui ne devrait pas bouleverser les plans personnels du jeune skipper. Navigateur de bonne facture, il connaît ses limites et ses ambitions. Une fois à terre, Chris Dickson lui a laissé le souvenir d'un homme peu entouré et dont l'agenda est incompressible avec une vie de famille. De Bertrand Pacé, il était à cent lieux de l'imagi-

ner qu'un navigateur de ce niveau cherche encore des mécènes.

Le récent diplômé de l'Institut supérieur de gestion (ISG) aimerait d'abord organiser des événements autour de la voile. Dans un sport onéreux, il a su rassembler 400 000 francs pour le Tour de France et a définitivement l'habitude de persuader deux « vedettes » de s'engager dans l'aventure avec des amateurs confirmés. Proche de Bruno Troublé, organisateur de l'épreuve et patron de la Coupe Louis-Vuitton, son objectif est de monter un projet français pour la Coupe de l'Amérique de 2004. Avec un titre la maxime que Chris Dickson lui martèle : « Quelque tu fasses, même les sandwiches ou le nettoyage du pont, tu dois te mettre dans la peau du champion du monde de la spécialité. »

Fabrice Tassel

■ La 17<sup>e</sup> manche disputée à Saint-Cyprien a entraîné des changements au classement général. Bernard Mallaret, sur *Beau-et-Mercier*, a été disqualifié après avoir volé le départ. Il est à la troisième place, 1,5 point derrière *Bretiling*. En finissant deuxième, Sébastien Destremau prend la tête du classement.

## La Fédération française de ski cherche à vendre sa revue

**LE PDG DES ÉDITIONS DIDIER-RICHARD**, Denis Bonzy, candidat au rachat du magazine, *Ski Français*, propriété de la Fédération française de ski (FFS), a rompu unilatéralement, le 15 juillet, les négociations qu'il avait engagées avec les responsables de la fédération (*Le Monde* daté 5 et 6 mai). Un protocole de vente avait été signé entre les deux parties le 30 avril. Cette transaction devait rapporter à la FFS 3,5 millions de francs. Une somme d'un même montant avait été provisionnée dans le bilan de la fédération clos le 30 avril. Un nouveau concept de magazine sur la montagne aurait dû voir le jour à l'automne avec une équipe renouvelée. M. Bonzy, ancien conseiller politique de l'ex-maire de Grenoble, Alain Carignon (RPR), n'a finalement pas donné suite à sa proposition. Officiellement les deux parties étaient en désaccord sur le statut du rédacteur en chef de la revue, Gilles Chappaz, qui souhaitait faire valoir la clause de cession. La décision prise par le PDG de Didier-Richard va poser un sérieux problème au président de la FFS, Bernard Chevalier, qui comptait sur cette vente pour surmonter les difficultés financières de la fédération qu'il dirige.

■ **FOOTBALL**. Une querelle diplomatique entre l'Uruguay et la Bolivie s'est déclenchée, jeudi 25 juillet, au sujet de l'organisation des prochains éliminatoires de la zone Amérique du Sud pour la coupe du monde de 1998. La Bolivie doit disputer ses matches à La Paz, à 3 000 mètres d'altitude. Devant la crainte des Uruguayiens de ne pas pouvoir s'adapter à ces conditions climatiques, Guido Mervin, secrétaire d'Etat bolivien chargé des sports, a traité certains dirigeants de la Fédération uruguayenne de football (AUF) de « couards et d'imbéciles ». Les dirigeants mis en cause ont demandé l'intervention du ministre uruguayen des affaires étrangères. (AFP.)

■ **RUGBY**. Les dirigeants de la Fédération anglaise de rugby (RFU) se réuniront mercredi 31 juillet afin de proposer de nouvelles solutions dans le conflit qui les oppose au comité des Cinq Nations. La signature d'un contrat d'exclusivité pour la retransmission télévisée des matches disputés par les Anglais avec l'Eslyb, la chaîne de Rupert Murdoch, a provoqué l'exclusion du XV de la rose du tournoi des Cinq Nations. La réunion du comité des Cinq Nations, jeudi 27 juillet, à Londres, n'a pas permis de trouver un terrain d'entente avec les dirigeants de la RFU. (AFP.)

■ **SPORTS DE GLACE**. La Fédération française des sports de glace (FFSG), victime d'une situation financière catastrophique (*Le Monde* daté 18-19 février), pourrait procéder à une opération d'assainissement sans précédent. Selon *L'Équipe* du 26 juillet les membres du bureau directeur de la FFSG doivent se réunir vendredi 26 juillet pour décider de plusieurs suppressions de poste parmi le personnel permanent de la fédération. Une mesure qui fait suite aux licenciements d'entraîneurs nationaux, notamment en hockey sur glace, patinage de vitesse, curling et patinage artistique.

### COMMUNICATION

## Le CSA modifie le régime publicitaire de TF 1

**LA LETTRE** de cadrage que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) avait envoyée à TF 1 était pourtant claire : « le régime de diffusion des messages publicitaires » doit « perdurer dans les nouvelles conventions ». Dans son édition du vendredi 26 juillet, *Le Figaro* révèle que par un vote majoritaire à 7 contre 2, le Conseil vient pourtant de rompre avec cette ligne de conduite en autorisant TF 1 à diffuser plus de publicité aux heures les plus chères.

A l'occasion de la renégociation du cahier des charges (convention) de la première chaîne, le CSA a autorisé TF 1 à rompre avec un engagement particulier pris par la Une en 1987 de ne pas diffuser plus de quatre minutes de publicité en moyenne dans la cou-

pure autorisée au sein des œuvres (films et téléfilms). En considérant que ces quatre minutes ne sont pas un plafond mais un plancher, le CSA autorise en fait TF 1 à monter – comme le fait M 6 – jusqu'à six minutes.

Les autres chaînes de télévision, publiques et privées, n'apprécient guère cet avantage particulier conféré à TF 1. A la présidence du CSA, Hervé Bourges, président, se refuse au moindre commentaire. Dans son entourage, certains indiquent qu'il ne s'agit pas d'un « passe-droit mais d'une harmonisation avec le régime commun qui est de 6 minutes en moyenne ». TF 1 demandait depuis longtemps que le régime publicitaire qui était le sien passe de 6 à 9 minutes de publicité comme le permet la loi

européenne. Le CSA a refusé cette demande, mais a estimé qu'il était bon de simplifier la vie des chaînes en harmonisant au maximum les règles qui régissent le fonctionnement des médias audiovisuels.

Quelles vont être les conséquences financières de cette modification du régime de la publicité ? Elles varient considérablement selon les estimations faites par les uns et les autres. Une étude du CSA plafonne à 50 millions de francs le gain que pourrait en retirer TF 1. Mais les estimations faites par M 6 et France Télévision prévoient 200 à 300 millions de francs de recettes supplémentaires pour la première chaîne.

Deux membres du CSA, Phi-

lippe Labarde et Monique Dagand, ont voté contre, estimant sans doute qu'il était malvenu de déséquilibrer le marché publicitaire au moment où les chaînes publiques semblent décidées à renouer avec une programmation plus austère et par conséquent moins séduisante pour les annonceurs. Dans les chaînes concurrentes, d'autres font remarquer que cette mesure renforce le poids de TF 1 sur le marché publicitaire, alors que la Une accapare déjà 52 % des ressources dévolues à la télévision. Le marché publicitaire de la télévision augmente chaque année et que TF 1 engrange des bénéfices supérieurs à 600 millions de francs par an.

Y.M.

### SPORTS

Athlétisme, Cyclisme  
Football, Rugby, Tennis...  
RÉSULTATS, RECORDS  
et PALMARÈS  
**3615 LE MONDE**

La bourse  
en  
direct  
**3615 LE MONDE**



## JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

### MOTS CROISÉS

N° 926

#### HORIZONTALEMENT

1. Elle a été attaquée, voire mise en examen. - II. Dans le secret. II lui faut une bonne gelée. - III. Se fie à une femme. Parfaitement naturel. Modernes archives. - IV. Toujours pour la galerie. Mariage. - V. Victime-née. Dans l'oise. - VI. On l'a poussé. Représentent quelques années. - VII. Disait ses poèmes. Amis. Pronom. - VIII. Il ne va pas faire rouler. Laid et malfaisant. - IX. Un classement dans cette même page. Relations. - X. En banlieue. Paré parfois pour l'éternité. - XI. Fatigantes à la longue.

#### VERTICALEMENT

1. Est-ce lui qui cause les tourments de la dame du 12 ? - 2. Content de lui. - 3. Peut tirer un navire. Son honnêteté est reconnue. - 4. Conjonction. A ses règles à XV. Direction. - 5. Se mesure. Déchiffre dans un autre

sens. - 6. Termine la série. Banquier ? - 7. Englobait immédiatement le prix de sa vente. Dans le ton. Princesse. - 8. Un peu le 1 au masculin. - 9. Préposition. Courroux. Epice. - 10. En colimaçon sur la coquille. Hérisse ou ras selon les préférences. - 11. On y donna des dols. Agréable ou terrifiant, mais peu fiable. - 12. Ainsi faites, les peaux sont bien protégées.

#### SOLUTION DU N° 925

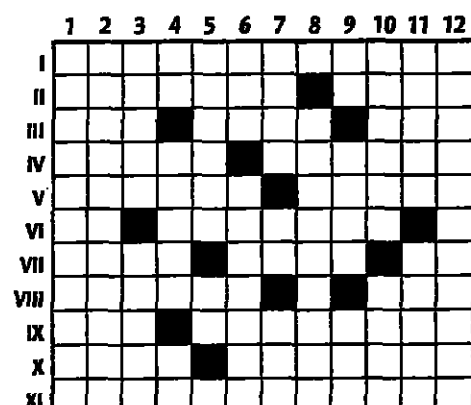
##### Horizontalement

1. Georges Perec. - II. Abreuvé. Peur. - III. Rafle. Proche. - IV. Créa. Atout. - V. Olivier. Isère. - VI. Néréide. Euer. - VII. Née. Nervurée. - VIII. Scammer. DI. - IX. Es. Luter. VII. - X. Réside. Imite. - XI. Empoisonnées.

##### Verticalement

1. Garçonnière. - 2. Ebarbée. Sem. - 3. Orfèvre. Sp. - 4. Relais. Cio. - 5. Gué. Einaudi. - 6. EV. Ardent. - 7. Sept. Emé. - 8. Roi. Vénin. - 9. Epouseur. Mn. - 10. Recteur. Vie. - 11. Euh ! Réchiffre. - 12. Crécelles.

François Dorlet



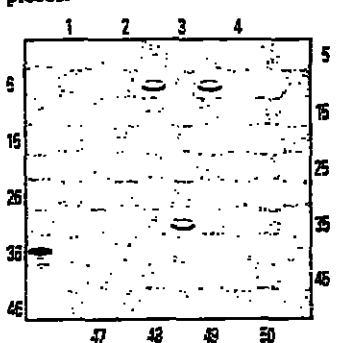
### DAMES

N° 536

#### CAP SUR LA TECHNIQUE

Où damer et avec quel pion ?

Dans cette cinquième illustration, le gain, pour les Blancs, implique à la fois le contrôle de la grande diagonale 5 à 46 et la possibilité, au temps suivant, de former un crochet meurtrier avec les trois pièces.

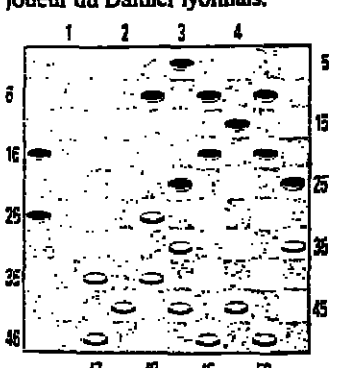


Les Blancs jouent et gagnent.

**SOLUTION :** 9-31 (36-41) 3-14 (contrôle de la grande diagonale) et les Noirs sont mat car :  
a) sur (41-47) 8-3 [crochet meurtrier] (47-9) 3-... prend la dame.  
b) sur (41-46) 14-5, du haut de la case 5 la dame blanche réduit la dame noire à l'impuissance totale.

#### L'UNIVERS MAGIQUE

Coup de dame exécuté avec les Blancs, dans la position ci-dessous, en 1923, par O. Patisson, joueur du Damier lyonnais.



Les Blancs jouent et damèrent comme suit: 37-31 ! (26-39) 44-40 ! (23-43) 49-38 (39-28) 38-33

(28-39) 40-34 (39-30) 35-21 !!

dame, +.

#### SOLUTION DU PROBLÈME N° 535

J. A. PENNING (1959)

Blancs : pions à 12, 16, 17, 21, 25, 27, 32, 36, 38, 40, 41, 43, 48, 49, 50. Noirs : pions à 1, 6, 7, 9, 13, 18, 19, 23, 24, 26, 29, 30, 34, 39, 43.

50-44 !! (39-50) 49-41 ! (50-46) 36-31 ! (26-37) 27-22 ! (18-27) 21-41 (46-11) 38-32 ! [l'initiale doit attendre pas moins de six temps pour déceler l'embranchement final] (7-18) 16-7 (1-12) 32-28 (23-32) 43-39 (34-43) [neuf pions noirs vont alors disparaître dans l'assourdissant enchaînement de deux rafles] 25-31 (45-34) 48-17 !! (6-11, forcé) 17-6 (18-22, a) 3-20 ! [par sa qualité, le final prolonge le plaisir de la combinaison] (32-37, forcé) 20-47 (22-28, le meilleur) 6-11 (28-33) 47-15 (37-41) 1-23 !, les Noirs sont mat sur cet élégant thème classique réalisé en dix-sept temps !

a) (32-38, a1, a2) 3-9 ! [attaque à distance dans cette variante elle aussi très élaborée] (18-23) 9-14 (23-29, forcé) 14-20 (29-33) 6-1 (33-39) 20-42 (39-43, forcé) 42-38 puis 1-29 et 29-47, +.

a1) (32-37) 3-9 (18-23) 9-14, +. a2) (18-23) 3-14 ! (23-28, forcé) 6-1, etc., +.

#### PROBLÈME N° 536

ANDREIKO (1975)

1. La variante hollandaise 6. é3, é6 ; 7. Fc4, Fb4 ; 8. 0-0 est toujours populaire.

e) Ou 7. Fg5, Fb4 ; 8. Cc4, h6 ; 9. Fc6, Dc6 ; 10. Dc3, Ca6 et les Noirs sont bien.

f) Une contre-attaque risquée, chère à Chirov, qui change de la continuation à la mode 7... Fb4 ; 8. é4, Fc4 ; 9. é6, Cc4 ; 10. Fd2, Fc2 ; 11. Cc4, Dc4 ; 12. Dc2, Fc2 ; 13. Cc4, Dc4 ; 14. Cc4, Dc4 ; 15. Cc4, Dc4 ; 16. Cc4, Dc4 ; 17. Cc4, Dc4 ; 18. Cc4, Dc4 ; 19. Cc4, Dc4 ; 20. Cc4, Dc4 ; 21. Cc4, Dc4 ; 22. Cc4, Dc4 ; 23. Cc4, Dc4 ; 24. Cc4, Dc4 ; 25. Cc4, Dc4 ; 26. Cc4, Dc4 ; 27. Cc4, Dc4 ; 28. Cc4, Dc4 ; 29. Cc4, Dc4 ; 30. Cc4, Dc4 ; 31. Cc4, Dc4 ; 32. Cc4, Dc4 ; 33. Cc4, Dc4 ; 34. Cc4, Dc4 ; 35. Cc4, Dc4 ; 36. Cc4, Dc4 ; 37. Cc4, Dc4 ; 38. Cc4, Dc4 ; 39. Cc4, Dc4 ; 40. Cc4, Dc4 ; 41. Cc4, Dc4 ; 42. Cc4, Dc4 ; 43. Cc4, Dc4 ; 44. Cc4, Dc4 ; 45. Cc4, Dc4 ; 46. Cc4, Dc4 ; 47. Cc4, Dc4 ; 48. Cc4, Dc4 ; 49. Cc4, Dc4 ; 50. Cc4, Dc4 ; 51. Cc4, Dc4 ; 52. Cc4, Dc4 ; 53. Cc4, Dc4 ; 54. Cc4, Dc4 ; 55. Cc4, Dc4 ; 56. Cc4, Dc4 ; 57. Cc4, Dc4 ; 58. Cc4, Dc4 ; 59. Cc4, Dc4 ; 60. Cc4, Dc4 ; 61. Cc4, Dc4 ; 62. Cc4, Dc4 ; 63. Cc4, Dc4 ; 64. Cc4, Dc4 ; 65. Cc4, Dc4 ; 66. Cc4, Dc4 ; 67. Cc4, Dc4 ; 68. Cc4, Dc4 ; 69. Cc4, Dc4 ; 70. Cc4, Dc4 ; 71. Cc4, Dc4 ; 72. Cc4, Dc4 ; 73. Cc4, Dc4 ; 74. Cc4, Dc4 ; 75. Cc4, Dc4 ; 76. Cc4, Dc4 ; 77. Cc4, Dc4 ; 78. Cc4, Dc4 ; 79. Cc4, Dc4 ; 80. Cc4, Dc4 ; 81. Cc4, Dc4 ; 82. Cc4, Dc4 ; 83. Cc4, Dc4 ; 84. Cc4, Dc4 ; 85. Cc4, Dc4 ; 86. Cc4, Dc4 ; 87. Cc4, Dc4 ; 88. Cc4, Dc4 ; 89. Cc4, Dc4 ; 90. Cc4, Dc4 ; 91. Cc4, Dc4 ; 92. Cc4, Dc4 ; 93. Cc4, Dc4 ; 94. Cc4, Dc4 ; 95. Cc4, Dc4 ; 96. Cc4, Dc4 ; 97. Cc4, Dc4 ; 98. Cc4, Dc4 ; 99. Cc4, Dc4 ; 100. Cc4, Dc4 ; 101. Cc4, Dc4 ; 102. Cc4, Dc4 ; 103. Cc4, Dc4 ; 104. Cc4, Dc4 ; 105. Cc4, Dc4 ; 106. Cc4, Dc4 ; 107. Cc4, Dc4 ; 108. Cc4, Dc4 ; 109. Cc4, Dc4 ; 110. Cc4, Dc4 ; 111. Cc4, Dc4 ; 112. Cc4, Dc4 ; 113. Cc4, Dc4 ; 114. Cc4, Dc4 ; 115. Cc4, Dc4 ; 116. Cc4, Dc4 ; 117. Cc4, Dc4 ; 118. Cc4, Dc4 ; 119. Cc4, Dc4 ; 120. Cc4, Dc4 ; 121. Cc4, Dc4 ; 122. Cc4, Dc4 ; 123. Cc4, Dc4 ; 124. Cc4, Dc4 ; 125. Cc4, Dc4 ; 126. Cc4, Dc4 ; 127. Cc4, Dc4 ; 128. Cc4, Dc4 ; 129. Cc4, Dc4 ; 130. Cc4, Dc4 ; 131. Cc4, Dc4 ; 132. Cc4, Dc4 ; 133. Cc4, Dc4 ; 134. Cc4, Dc4 ; 135. Cc4, Dc4 ; 136. Cc4, Dc4 ; 137. Cc4, Dc4 ; 138. Cc4, Dc4 ; 139. Cc4, Dc4 ; 140. Cc4, Dc4 ; 141. Cc4, Dc4 ; 142. Cc4, Dc4 ; 143. Cc4, Dc4 ; 144. Cc4, Dc4 ; 145. Cc4, Dc4 ; 146. Cc4, Dc4 ; 147. Cc4, Dc4 ; 148. Cc4, Dc4 ; 149. Cc4, Dc4 ; 150. Cc4, Dc4 ; 151. Cc4, Dc4 ; 152. Cc4, Dc4 ; 153. Cc4, Dc4 ; 154. Cc4, Dc4 ; 155. Cc4, Dc4 ; 156. Cc4, Dc4 ; 157. Cc4, Dc4 ; 158. Cc4, Dc4 ; 159. Cc4, Dc4 ; 160. Cc4, Dc4 ; 161. Cc4, Dc4 ; 162. Cc4, Dc4 ; 163. Cc4, Dc4 ; 164. Cc4, Dc4 ; 165. Cc4, Dc4 ; 166. Cc4, Dc4 ; 167. Cc4, Dc4 ; 168. Cc4, Dc4 ; 169. Cc4, Dc4 ; 170. Cc4, Dc4 ; 171. Cc4, Dc4 ; 172. Cc4, Dc4 ; 173. Cc4, Dc4 ; 174. Cc4, Dc4 ; 175. Cc4, Dc4 ; 176. Cc4, Dc4 ; 177. Cc4, Dc4 ; 178. Cc4, Dc4 ; 179. Cc4, Dc4 ; 180. Cc4, Dc4 ; 181. Cc4, Dc4 ; 182. Cc4, Dc4 ; 183. Cc4, Dc4 ; 184. Cc4, Dc4 ; 185. Cc4, Dc4 ; 186. Cc4, Dc4 ; 187. Cc4, Dc4 ; 188. Cc4, Dc4 ; 189. Cc4, Dc4 ; 190. Cc4, Dc4 ; 191. Cc4, Dc4 ; 192. Cc4, Dc4 ; 193. Cc4, Dc4 ; 194. Cc4, Dc4 ; 195. Cc4, Dc4 ; 196. Cc4, Dc4 ; 197. Cc4, Dc4 ; 198. Cc4, Dc4 ; 199. Cc4, Dc4 ; 200. Cc4, Dc4 ; 201. Cc4, Dc4 ; 202. Cc4, Dc4 ; 203. Cc4, Dc4 ; 204. Cc4, Dc4 ; 205. Cc4, Dc4 ; 206. Cc4, Dc4 ; 207. Cc4, Dc4 ; 208. Cc4, Dc4 ; 209. Cc4, Dc4 ; 210. Cc4, Dc4 ; 211. Cc4, Dc4 ; 212. Cc4, Dc4 ; 213. Cc4, Dc4 ; 214. Cc4, Dc4 ; 215. Cc4, Dc4 ; 216. Cc4, Dc4 ; 217. Cc4, Dc4 ; 218. Cc4, Dc4 ; 219. Cc4, Dc4 ; 220. Cc4, Dc4 ; 221. Cc4, Dc4 ; 222. Cc4, Dc4 ; 223. Cc4, Dc4 ; 224. Cc4, Dc4 ; 225. Cc4, Dc4 ; 226. Cc4, Dc4 ; 227. Cc4, Dc4 ; 228. Cc4, Dc4 ; 229. Cc4, Dc4 ; 230. Cc4, Dc4 ; 231. Cc4, Dc4 ; 232. Cc4, Dc4 ; 233. Cc4, Dc4 ; 234. Cc4, Dc4 ; 235. Cc4, Dc4 ; 236. Cc4, Dc4 ; 237. Cc4, Dc4 ; 238. Cc4, Dc4 ; 239. Cc4, Dc4 ; 240. Cc4, Dc4 ; 241. Cc4, Dc4 ; 242. Cc4, Dc4 ; 243. Cc4, Dc4 ; 244. Cc4, Dc4 ; 245. Cc4, Dc4 ; 246. Cc4, Dc4 ; 247. Cc4, Dc4 ; 248. Cc4, Dc4 ; 249. Cc4, Dc4 ; 250. Cc4, Dc4 ; 251. Cc4, Dc4 ; 252. Cc4, Dc4 ; 253. Cc4, Dc4 ; 254. Cc4, Dc4 ; 255. Cc4, Dc4 ; 256. Cc4, Dc4 ; 257. Cc4, Dc4 ; 258. Cc4, Dc4 ; 259. Cc4, Dc4 ; 260. Cc4, Dc4 ; 261. Cc4, Dc4 ; 262. Cc4, Dc4 ; 263. Cc4, Dc4 ; 264. Cc4, Dc4 ; 265. Cc4, Dc4 ; 266. Cc4, Dc4 ; 267. Cc4, Dc4 ; 268. Cc4, Dc4 ; 269. Cc4, Dc4 ; 270. Cc4, Dc4 ; 271. Cc4, Dc4 ; 272. Cc4, Dc4 ; 273. Cc4, Dc4 ; 274. Cc4, Dc4 ; 275. Cc4, Dc4 ; 276. Cc4, Dc4 ; 277. Cc4, Dc4 ; 278. Cc4, Dc4 ; 279. Cc4, Dc4 ; 280. Cc4, Dc4 ; 281. Cc4, Dc4 ; 282. Cc4, Dc4 ; 283. Cc4, Dc4 ; 284. Cc4, Dc4 ; 285. Cc4, Dc4 ; 286. Cc4, Dc4 ; 287. Cc4, Dc4 ; 288. Cc4, Dc4 ; 289. Cc4, Dc4 ; 290. Cc4, Dc4 ; 291. Cc4, Dc4 ; 292. Cc4, Dc4 ; 293. Cc4, Dc4 ; 294. Cc4, Dc4 ; 295. Cc4, Dc4 ; 296. Cc4, Dc4 ; 297. Cc4, Dc4 ; 298. Cc4, Dc4 ; 299. Cc4, Dc4 ; 300. Cc4, Dc4 ; 301. Cc4, Dc4 ; 302. Cc4, Dc4 ; 303. Cc4, Dc4 ; 304. Cc4, Dc4 ; 305. Cc4, Dc4 ; 306. Cc4, Dc4 ; 307. Cc4, Dc4 ; 308. Cc4, Dc4 ; 309. Cc4, Dc4 ; 310. Cc4, Dc4 ; 311. Cc4, Dc4 ; 312. Cc4, Dc4 ; 313. Cc4, Dc4 ; 314. Cc4, Dc4 ; 315. Cc4, Dc4 ; 316. Cc4, Dc4 ; 317. Cc4, Dc4 ; 318. Cc4, Dc4 ; 319. Cc4, Dc4 ; 320. Cc4, Dc4 ; 321. Cc4, Dc4 ; 322. Cc4, Dc4 ; 323. Cc4, Dc4 ; 324. Cc4, Dc4 ; 325. Cc4, Dc4 ; 326. Cc4, Dc4 ; 327. Cc4, Dc4 ; 328. Cc4, Dc4 ; 329. Cc4, Dc4 ; 330. Cc4, Dc4 ; 331. Cc4, Dc4 ; 332. Cc4, Dc4 ; 333. Cc4, Dc4 ; 334. Cc4, Dc4 ; 335. Cc4, Dc4 ; 336. Cc4, Dc4 ; 337. Cc4, Dc4 ; 338. Cc4, Dc4 ; 339. Cc4, Dc4 ; 340. Cc4, Dc4 ; 341. Cc4, Dc4 ; 342. Cc4, Dc4 ; 343. Cc4, Dc4 ; 344. Cc4, Dc4 ; 345. Cc4, Dc4 ; 346. Cc4, Dc4 ; 347. Cc4, Dc4 ; 348. Cc4, Dc4 ; 349. Cc4, Dc4 ; 350. Cc4, Dc4 ; 351. Cc4, Dc4 ; 352. Cc4, Dc4 ; 353. Cc4, Dc4 ; 354. Cc4, Dc4 ; 355. Cc4, Dc4 ; 356. Cc4, Dc4 ; 357. Cc4, Dc4 ; 358. Cc4, Dc4 ; 359. Cc4, Dc4 ; 360. Cc4, Dc4 ; 361. Cc4, Dc4 ; 362. Cc4, Dc4 ; 363. Cc4, Dc4 ; 364. Cc4, Dc4 ; 365. Cc4, Dc4 ; 366. Cc4, Dc4 ; 367. Cc4, Dc4 ; 368. Cc4, Dc4 ; 369. Cc4, Dc4 ; 370. Cc4, Dc4 ; 371. Cc4, Dc4 ; 372. Cc4, Dc4 ; 373. Cc4, Dc4 ; 374. Cc4, Dc4 ; 375. Cc4, Dc4 ; 376. Cc4, Dc4 ; 377. Cc4, Dc4 ; 378. Cc4, Dc4 ; 379. Cc4, Dc4 ; 380. Cc4, Dc4 ; 381. Cc4, Dc4 ; 382. Cc4, Dc4 ; 383. Cc4, Dc4 ; 384. Cc4, Dc4 ; 385. Cc4, Dc4 ; 386. Cc4, Dc4 ; 387. Cc4, Dc4 ; 388. Cc4, Dc4 ; 389. Cc4, Dc4 ; 390. Cc4, Dc4 ; 391. Cc4, Dc4 ; 392. Cc4, Dc4 ; 393. Cc4, Dc4 ; 394. Cc4, Dc4 ; 395. Cc4, Dc4 ; 396. Cc4, Dc4 ; 397. Cc4, Dc4 ; 398. Cc4, Dc4 ; 399. Cc4, Dc4 ; 400. Cc4, Dc4 ; 401. Cc4, Dc4 ; 402. Cc4, Dc4 ; 403. Cc4, Dc4 ; 404. Cc4, Dc4 ; 405. Cc4, Dc4 ; 406. Cc4, Dc4 ; 407. Cc4, Dc4 ; 408. Cc4, Dc4 ; 409. Cc4, Dc4 ; 410. Cc4, Dc4 ; 411. Cc4, Dc4 ; 412. Cc4, Dc4 ; 413. Cc4, Dc4 ; 414. Cc4, Dc4 ; 415. Cc4, Dc4 ; 416. Cc4, Dc4 ; 417. Cc4, Dc4 ; 418. Cc4, Dc4 ; 419. Cc4, Dc4 ; 420. Cc4, Dc4 ; 421. Cc4, Dc4 ; 422. Cc4, Dc4 ; 423. Cc4, Dc4 ; 424. Cc4, Dc4 ; 425. Cc4, Dc4 ; 426. Cc4, Dc4 ; 427. Cc4, Dc4 ; 428. Cc4, Dc4 ; 429. Cc4, Dc4 ; 430. Cc4, Dc4 ; 431. Cc4, Dc4 ; 432. Cc4, Dc4 ; 433. Cc4, Dc4 ; 434. Cc4, Dc4 ; 435. Cc4, Dc4 ; 436. Cc4, Dc4 ; 437. Cc4, Dc4 ; 438. Cc4, Dc4 ; 439. Cc4, Dc4 ; 440. Cc4, Dc4 ; 441. Cc4, Dc4 ; 442. Cc4, Dc4 ; 443. Cc4, Dc4 ; 444. Cc4, Dc4 ; 445. Cc4, Dc4 ; 446. Cc4, Dc4 ; 447. Cc4, Dc4 ; 448. Cc4, Dc4 ; 449. Cc4, Dc4 ; 450. Cc4, Dc4 ; 451. Cc4, Dc4 ; 452. Cc4, Dc4 ; 453. Cc4, Dc4 ; 454. Cc4, Dc4 ; 455. Cc4, Dc4 ; 456. Cc4, Dc4 ; 457. Cc4, Dc4 ; 458. Cc4, Dc4 ; 459. Cc4, Dc4 ; 460. Cc4, Dc4 ; 461. Cc4, Dc4 ; 462. Cc4, Dc4 ; 463. Cc4, Dc4 ; 464. Cc4, Dc4 ; 465. Cc4, Dc4 ; 466. Cc4, Dc4 ; 467. Cc4, Dc4 ; 468. Cc4, Dc4 ; 469. Cc4, Dc4 ; 470. Cc4, Dc4 ; 471. Cc4, Dc4 ; 472. Cc4, Dc4 ; 473. Cc4, Dc4 ; 474. Cc4, Dc4 ; 475. Cc4, Dc4 ; 476. Cc4, Dc4 ; 477. Cc4, Dc4 ; 478. Cc4, Dc4 ; 479. Cc4, Dc4 ; 480. Cc4, Dc4 ; 481. Cc4, Dc4 ; 482. Cc4, Dc4 ; 483. Cc4, Dc4 ; 484. Cc4, Dc4 ; 485. Cc4, Dc4 ; 486. Cc4, Dc4 ; 487. Cc4, Dc4 ; 488. Cc4, Dc4 ; 489. Cc4, Dc4 ; 490. Cc4, Dc4 ; 491. Cc4, Dc4 ; 492. Cc4, Dc4 ; 493. Cc4, Dc4 ; 494. Cc4, Dc4 ; 495. Cc4, Dc4 ; 496. Cc4, Dc4 ; 497. Cc4, Dc4 ; 498. Cc4, Dc4 ; 499. Cc4, Dc4 ; 500. Cc4, Dc4 ; 501. Cc4, Dc4 ; 502. Cc4, Dc4 ; 503. Cc4, Dc4 ; 504. Cc4, Dc4 ; 505. Cc4, Dc4 ; 506. Cc4, Dc4 ; 507. Cc4, Dc4 ; 508. Cc4, Dc4 ; 509. Cc4, Dc4 ; 510. Cc4, Dc4 ; 511. Cc4, Dc4 ; 512. Cc4, Dc4 ; 513. Cc4, Dc4 ; 514. Cc4, Dc4 ; 515. Cc4, Dc4 ; 516. Cc4, Dc4 ; 517. Cc4, Dc4 ; 518. Cc4, Dc4 ; 519. Cc4, Dc4 ; 520. Cc4, Dc4 ; 521. Cc4, Dc4 ; 522. Cc4, Dc4 ; 523. Cc4, Dc4 ; 524. Cc4, Dc4 ; 525. Cc4, Dc4 ; 526. Cc4, Dc4 ; 527. Cc4, Dc4 ; 528. Cc4, Dc4 ; 529. Cc4, Dc4 ; 530. Cc4, Dc4 ; 531. Cc4, Dc4 ; 532. Cc4, Dc4 ; 533. Cc4, Dc4 ; 534. Cc4, Dc4 ; 535. Cc4, Dc4 ; 536. Cc4, Dc4 ; 537. Cc4, Dc4 ; 538. Cc4, Dc4 ; 539. Cc4, Dc4 ; 540. Cc4, Dc4 ; 541. Cc4, Dc4 ; 542. Cc4, Dc4 ; 543. Cc4, Dc4 ; 544. Cc4, Dc4 ; 545. Cc4, Dc4 ; 546. Cc4, Dc4 ; 547. Cc4, Dc4 ; 548. Cc4, Dc4 ; 549. Cc4, Dc4 ; 550. Cc4, Dc4 ; 551. Cc4, Dc4 ; 552. Cc4, Dc4 ; 553. Cc4, Dc4 ; 554. Cc4, Dc4 ; 555. Cc4, Dc4 ; 556. Cc4, Dc4 ; 557. Cc4, Dc4 ; 558. Cc4, Dc4 ; 559. Cc4, Dc4 ; 560. Cc4, Dc4 ; 561. Cc4, Dc4 ; 562. Cc4, Dc4 ; 563. Cc4, Dc4 ; 564. Cc4, Dc4 ; 565. Cc4, Dc4 ; 566. Cc4, Dc4 ; 567. Cc4, Dc4 ; 568. Cc4, Dc4 ; 569. Cc4, Dc4 ; 570. Cc4, Dc4 ; 571. Cc4, Dc4 ; 572. Cc4, Dc4 ; 573. Cc4, Dc4 ; 574. Cc4, Dc4 ; 575. Cc4, Dc4 ; 576. Cc4, Dc4 ; 577. Cc4, Dc4 ; 578. Cc4, Dc4 ; 579. Cc4, Dc4 ; 580. Cc4, Dc4 ; 581. Cc4, Dc4 ; 582. Cc4, Dc4 ; 583. Cc4, Dc4 ; 584. Cc4, Dc4 ; 585. Cc4, Dc4 ; 586. Cc4, Dc4 ; 587. Cc4, Dc4 ; 588. Cc4, Dc4 ; 589. Cc4, Dc4 ; 590. Cc4, Dc4 ; 591. Cc4, Dc4 ; 592. Cc4, Dc4 ; 593. Cc4, Dc4 ; 594. Cc4, Dc4 ; 595. Cc4, Dc4 ; 596. Cc4, Dc4 ; 597. Cc4, Dc4 ; 598. Cc4, Dc4 ; 599. Cc4, Dc4 ; 600. Cc4, Dc4 ; 601. Cc4, Dc4 ; 602. Cc4, Dc4 ; 603. Cc4, Dc4 ; 604. Cc4, Dc4 ; 605. Cc4, Dc4 ; 606. Cc4, Dc4 ; 607. Cc4, Dc4 ; 608. Cc4, Dc4 ; 609. Cc4, Dc4 ; 610. Cc4, Dc4 ; 611. Cc4, Dc4 ; 612. Cc4, Dc4 ; 613. Cc4, Dc4 ; 614. Cc4, Dc4 ; 615. Cc4, Dc4 ; 616. Cc4, Dc4 ; 617. Cc4, Dc4 ; 618. Cc4, Dc4 ; 619. Cc4, Dc4 ; 620. Cc4, Dc4 ; 621. Cc4, Dc4 ; 622. Cc4, Dc4 ; 623. Cc4, Dc4 ; 624. Cc4, Dc4 ; 625. Cc4, Dc4 ; 626. Cc4, Dc4 ; 627. Cc4, Dc4 ; 628. Cc4, Dc4 ; 629. Cc4, Dc4 ; 630. Cc4, Dc4 ; 631. Cc4, Dc4 ; 632. Cc4, Dc4 ; 633. Cc4, Dc4 ; 634. Cc4, Dc4 ; 635. Cc4, Dc4 ; 636. Cc4, Dc4 ; 637. Cc4, Dc4 ; 638. Cc4, Dc4 ; 639. Cc4, Dc4 ; 640. Cc4, Dc4 ; 641. Cc4, Dc4 ; 642. Cc4, Dc4 ; 643. Cc4, Dc4 ; 644. Cc4, Dc4 ; 645. Cc4, Dc4 ; 646. Cc4, Dc4 ; 647. Cc4, Dc4 ; 648. Cc4, Dc4 ; 649. Cc4, Dc4 ; 650. Cc4, Dc4 ; 651. Cc4, Dc4 ; 652. Cc4, Dc4 ; 653. Cc4, Dc4 ; 654. Cc4, Dc4 ; 655. Cc4, Dc4 ; 656. Cc4, Dc4 ; 657. Cc4, Dc4 ; 658. Cc4, Dc4 ; 659. Cc4, Dc4 ; 660. Cc4, Dc4 ; 661. Cc4, Dc4 ; 662. Cc4, Dc4 ; 663. Cc4, Dc4 ; 664. Cc4, Dc4 ; 665. Cc4, Dc4 ; 666. Cc4, Dc4 ; 667. Cc4, Dc4 ; 668. Cc4, Dc4 ; 669. Cc4, Dc4 ; 670. Cc4, Dc4 ; 671. Cc4, Dc4 ; 672. Cc4, Dc4 ; 673. Cc4, Dc4 ; 674. Cc4, Dc4 ; 675. Cc4, Dc4 ; 676. Cc4, Dc4 ; 677. Cc4, Dc4 ; 678. Cc4, Dc4 ; 679. Cc4, Dc4 ; 680. Cc4, Dc4 ; 681. Cc4, Dc4 ; 682. Cc4, Dc4 ; 683. Cc4, Dc4 ; 684. Cc4, Dc4 ; 685. Cc4, Dc4 ; 686. Cc4, Dc4 ; 687. Cc4, Dc4 ; 688. Cc4, Dc4 ; 689. Cc4, Dc4 ; 690. Cc4, Dc4 ; 691. Cc4, Dc4 ; 692. Cc4, Dc4 ; 693. Cc4, Dc4 ; 694. Cc4, Dc4 ; 695. Cc4, Dc4 ; 696. Cc4, Dc4 ; 697. Cc4, Dc4 ; 698. Cc4, Dc4 ; 699. Cc4



هنا من الناحية

BRIDGE

AGENDA

LE MONDE / SAMEDI 27 JUILLET 1996 / 21

# Nuages et orages au Sud

UN SYSTÈME pluvio-orageux traversera le sud du pays d'ouest en est, alors que les régions du Nord, protégées par une dorsale de l'anticyclone des Açores bénéficieront d'un soleil généreux, à l'exception des régions proches de la Manche qui verront s'installer une perturbation nuageuse en provenance des îles britanniques.

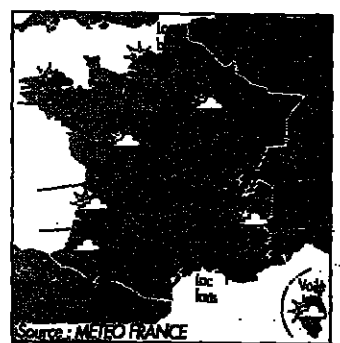
Samedi matin, un ciel couvert accompagné de pluies ou d'orages sé-

vera du sud de l'Aquitaine au Massif central en passant par les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Les Alpes, la Provence et le sud de la Franche-Comté se réveilleront sous un ciel pommelé annonciateur d'orages locaux avant la mi-journée. En marge de cette zone, le Limousin et le Massif central essuieront quelques ondées sous un ciel variable. La Corse verra le soleil apparaître à travers un voile nuageux. Plus au nord, sur les Pays-de-Loire, le Bassin parisien, la Champagne, la Lorraine et l'Alsace, la matinée se passera sous le soleil, une fois dissipés les rares bancs de brouillard formés en fin de nuit. Ce temps bien ensoleillé s'étendra au Poitou-Charentes après un début de journée mitigé. Les régions proches de la Manche verront la couche nuageuse s'épaissir au fil des heures.

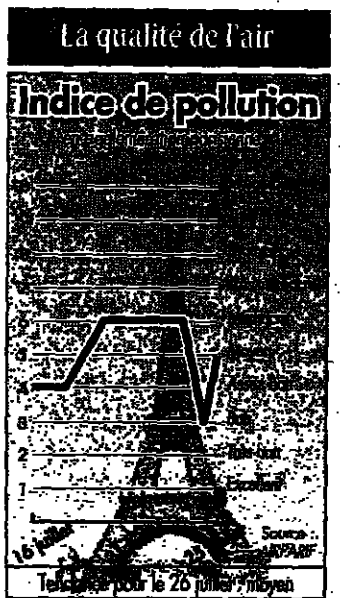
Dans l'après-midi, la dégradation se précipitera autour de la Méditerranée avec un ciel très nuageux et des orages parfois violents éclateront en Languedoc-Roussillon, en Provence et au sud des Alpes. Le ciel corse se couvrira de nuages qui pourront donner une ondée en fin de journée. Au sud du bassin aquitain, le temps sera nuageux avec quelques pluies ou orages au programme. Le sud de la Bourgogne et le nord des Alpes ne seront pas à l'abri d'un orage. De la Vendée et des Charentes au Centre, à la région parisienne et aux régions du Nord-Est, le soleil brillera généralement. Près de la Manche, les nuages resteront prédominants et ils s'accompagneront de quelques gouttes de pluie au nord de la Somme.

Les températures minimales s'établiront entre 11 et 16 degrés sur la moitié nord pour atteindre 18 à 22 au sud. Les maximales resteront voisines de 20 degrés sur les côtes de la Manche. Il fera de 22 à 25 degrés dans le Sud-Ouest, 26 à 29 dans le reste du pays (localement 30 dans le Sud-Est).

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 27 juillet vers 12h00

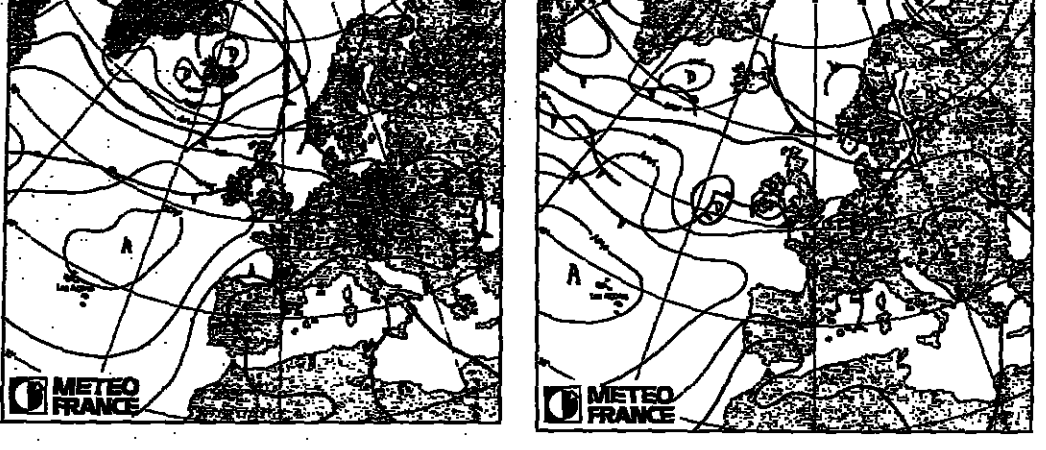


Indice de pollution



- Prévisions pour le 27 juillet vers 12h00
- Ensoleillé
  - Éclaircies peu nuageux
  - Nuageux courts éclaircies
  - Brouillard et brouillard
  - Très nuageux ou couvert
  - Pluie ou bruine
  - Averses
  - Orages
  - Vent fort
  - Neige

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	TOURS	CHICAGO	LISBONNE	PRETORIA
du 25 juillet	29/16	27/13	24/17	24/18	14/8
max/min	31/11	29/18	26/19	25/19	24/21
max/min	31/11	29/18	26/19	25/19	24/21
max/min	31/11	29/18	26/19	25/19	24/21
max/min	31/11	29/18	26/19	25/19	24/21



Situation le 26 juillet, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 27 juillet, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### Le génie de John Ford

PARMI tout ce qui nous est venu d'Amérique depuis la Libération, mes préférences vont au *Long Voyage* et à *Qu'elle était verte ma vallée*. *Citizen Kane* a certes éveillé notre attention et souvent notre admiration, mais les outrances d'Orson Welles, sorte d'Abel Gance expressionniste, appellent, nous l'avons vu, de sérieuses réserves. Bien au contraire, ces deux films nous ont plu du premier mètre au dernier, et ce n'est pas un hasard qu'ils soient l'un et l'autre signés du réalisateur de *Toute la ville en parle*, de la *Patrouille perdue*, du *Mouchard* et de cette *Chevauchée fantastique* qui nous paraît jusqu'à ce jour le sommet du cinéma : à savoir John Ford.

John Ford n'est pas, comme tant d'autres, esclave du succès d'une seule œuvre : il a su renouveler sa production, il a su renouveler sans cesse, reconnaissable surtout à la qualité de ses œuvres. C'est un observateur de tout premier ordre, et, sans le connaître, le gage qu'il n'a jamais dû s'émouvoir aux moments les plus neutres de son existence, pour avoir compris la poésie du quotidien, la simple beauté d'un pas sur une route, ou de l'effort précis d'un ouvrier, pour avoir perçu le prix du silence, et cette présence des objets qui cernent une solitude. Le prodigieux est qu'il parvienne, substituant à notre vision propre l'œil de sa caméra, à nous captiver aussi (...), à nous intéresser à la vie d'un groupe, d'une équipe ou d'une famille jusqu'à dans ses plus humbles manifestations sans jamais nous lasser. Et nous touchons ici à la caractéristique essentielle du génie de Ford : sa très juste conscience des communautés nécessaires le pousse à mettre le plus souvent en scène des personnages solidaires les uns des autres, mais n'altère jamais son sens aigu de l'individu.

Henri Magnan (27 juillet 1946.)

## PHILATÉLIE

### La plus petite République du monde

SITUÉE sur l'équateur, en plein Pacifique, à mi-distance des Marshall et des Salomon, l'île de Nauru, environ 21 kilomètres carrés, est découverte en 1798 par le capitaine Fearn, de la Royal Navy. Annexée par l'Allemagne en 1888, Nauru devient partie intégrante de la colonie des Marshall, dont elle utilise les timbres... du 14 juillet au 8 septembre 1914. Les Australiens, auxquels les Allemands se sont rendus le 6 novembre 1914, occupent Nauru. Les premiers mois de 1916 voient l'utilisation de timbres australiens surchargés « N. W. Pacific Islands ». Puis Nauru est placée sous mandat britannique avec, le 2 septembre 1916, l'apparition des premiers timbres.

## LE CARNET DU VOYAGEUR

1945. De nouveau placée sous mandat de l'ONU en 1947, et contrôlée par l'Australie, Nauru accède à l'indépendance le 31 janvier 1968. La production philatélique - moins de cinq cents timbres - de la plus petite République du monde évoque largement les phosphates, sa principale richesse, cependant menacée d'épuisement.

★ Service philatélique : Philatelic Bureau, General Post Office, Nauru (Océanie). Monnaie : dollar australien.

## PARIS EN VISITE

■ **BAGATELLE** : le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).

■ **LE PARC DE BERCY** (35 F), 15 heures, sur les pelouses face au Centre américain (Ville de Paris).

■ **LA SEINE** (50 F), 15 heures, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autrefois).

■ **LE VIEUX VILLAGE DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Germain-des-Prés (Résurrection du passé).

■ **L'HÔTEL-DIEU** (50 F), 15 h 30, devant l'entrée principale de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Claude Marti).

■ **LA PROMENADE PLANTÉE** du 12<sup>e</sup> arrondissement et le viaduc des Arts (37 F), 15 h 30, sortie du métro Bel-Air, côté numéros impairs du boulevard de Picpus (Monuments historiques).

## EN FILIGRANE

■ **Eurocopter**. La Poste vient de mettre en vente un nouvel aérogramme à 5 F, représentant un hélicoptère Eurocopter, dessiné par J.-P. Vêret-Lemarié. Il succède au Dauphin 2 à 4,50 F, émis en 1992.

■ **Les timbres de l'année**. Avec 19,40 % des suffrages, la série *Santons de Provence*, dessinée et gravée par Marie-Noëlle Goffin, a remporté l'élection du plus beau timbre de l'année 1995 organisée par le Service national des timbres-poste auprès de ses abonnés et réservataires. Les 80 000 « électeurs » ont ensuite désigné la série *Fables de La Fontaine*, de Claudine et Roland Sabatier, mise en page par Charles Bricoud, puis *Le Berceau*, de Berthe Monnot mis en page par J.-P. Vêret-Lemarié.

## LES SERVICES DU Monde

Un choix qui marque le succès de la couleur, de la tradition, des séries ou du grand format et de la gravure en taille douce.

■ **Ventes anticipées**. Vus sur du courrier, quelques timbres récents de France ont été mis en vente anticipée « accidentelle » : le cachet de la poste faisant foi : *Descentes*, dès le 3 mars (vente générale officielle le 1<sup>er</sup> avril), *Madame de Sévigné*, le 17 avril (au lieu du 29) et le *Trésor de Neuilly-en-Sullas*, le 5 juin (au lieu du 10).

■ **Neuchâtel**. L'hôtel des postes de Neuchâtel (Suisse) vient de fêter son centenaire, au moment où la société philatélique locale célébrait son 90<sup>e</sup> anniversaire. Une plaquette de 72 pages retrace l'histoire de l'un et l'autre (15 francs suisses, port compris : Direction des postes, CH-2001 Neuchâtel, Suisse. CCP 20-1352-7 Neuchâtel).

## ABONNEMENTS 2015 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G<sup>e</sup> Lefebvre - 69646 Chassagny Cedex - Tél. : 01 42 17 32 90.

Le bulletin est envoyé gratuitement aux abonnés de France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et d'autres pays de l'Union européenne.

Abonnement	France	Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde : 42-17-20-00  
Télématic : 3615 code LE MONDE  
CompuServe : GO LE MONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr  
Documentation : 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56  
CD-ROM : (1) 44-08-78-30  
Index et microfilms : (1) 42-17-29-33  
Films à Paris et en province : 36-08-08-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 film)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex, Paris Cedex 13.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Copie partielle des journaux et publications : 03 57 43 7.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex, Paris Cedex 13.

Président-directeur général : Dominique Audo.

Directeur général : Gérard Mourou.

133, avenue des Champs-Élysées, 75400 Paris Cedex 08.

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30.

## PARIS EN VISITE

■ **SUR LES PAS DES DAMES DU MARAIS** (40 F), 10 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (70 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise, côté escalier roulant (Vincent de Langlade).

■ **MONTMARTRE** (37 F), 11 heures, sortie du métro La Fourche (Monuments historiques) ; (50 F), 11 heures, sortie en haut à gauche du funiculaire (Claude Marti).

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ ET L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 14 h 30, Pont-Neuf, devant la statue d'Henri IV (Connaissance de Paris).

■ **L'ACADÉMIE FRANÇAISE** (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, quai de Conti (Didier Bouchard).

■ **LA BUTTE AUX CAILLES** (37 F), 15 heures, sortie du métro Tolbiac (Monuments historiques).

## Dimanche 28 juillet

■ **SUR LES PAS DES DAMES DU MARAIS** (40 F), 10 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (70 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise, côté escalier roulant (Vincent de Langlade).

■ **MONTMARTRE** (37 F), 11 heures, sortie du métro La Fourche (Monuments historiques) ; (50 F), 11 heures, sortie en haut à gauche du funiculaire (Claude Marti).

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ ET L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 14 h 30, Pont-Neuf, devant la statue d'Henri IV (Connaissance de Paris).

■ **L'ACADÉMIE FRANÇAISE** (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, quai de Conti (Didier Bouchard).

■ **LA BUTTE AUX CAILLES** (37 F), 15 heures, sortie du métro Tolbiac (Monuments historiques).

## Lundi 29 juillet

■ **L'OPÉRA-GARNIER** (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, dans le hall d'entrée (Pierre-Yves Jaslet).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : exposition Fran-

çois 1<sup>er</sup> par Clouet, 11 heures ; la Renaissance à Venise, des Bellini à Veronese, 11 h 30 ; la sculpture du Moyen Âge et de la Renaissance, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE QUARTIER LA RAPÉE-MAZAS** (60 F), 11 heures, angle du boulevard Henri IV et du boulevard Bourdon (Vincent de Langlade).

■ **LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE** (55 F), 14 h 15, sortie du métro Hôtel-de-Ville, côté rue Lobau (Pierre-Yves Jaslet).

■ **SEPT DES PLUS VIEILLES MAISONS DE PARIS** (50 F), 14 h 30, devant la mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement, place Baudoyer (Paris autrefois).

■ **LE BOULEVARD DU CRIME** (55 F), 15 heures, à l'angle de la place de la République et du boulevard Saint-Martin (Paris et son histoire).

■ **DE MESSINE À LA BOÉTIE** (60 F), 15 heures, devant le guichet du métro Saint-Augustin (Vincent de Langlade).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE : La Dame à la licorne** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, devant l'entrée du musée, 6, place Paul-Painlevé (Monuments historiques).



سكس من النفل

**LYRIQUE** Fondé, en 1912, dans une forteresse du XV<sup>e</sup> siècle par la soprano Aino Ackté, qui fut l'une des grandes Marguerite du *Faust* de Gounod à l'Opéra de Paris, le

Festival d'opéra de Savonlinna, en Finlande, est devenu l'une des manifestations les plus suivies par les mélomanes du monde entier. ● LOIN DE NE représenter que les

opéras du grand répertoire, cette manifestation crée des ouvrages nouveaux qui recueillent l'approbation d'un public. Le compositeur finlandais Aulis Sallinen y a

fait représenter son troisième ouvrage lyrique, qui sera repris en 1997 par l'Opéra de Nantes. ● LA FINLANDE est l'un des pays qui prend le plus au sérieux la forma-

tion musicale. On y dénombre de nombreux chœurs, dont celui de Savonlinna a la particularité d'être constitué d'apprentis musiciens venus de tout le pays.

## L'opéra contemporain se ressource au pays des mille lacs

Fondé en 1912, le Festival de Savonlinna, en Finlande, attire chaque été soixante mille mélomanes venus du monde entier dans une forteresse du XV<sup>e</sup> siècle « posée » sur l'eau

**LE PALAIS** d'Aulis Sallinen. Veli Varpio (le Roi), Jaana Mäntynen (Constance), Sauli Tirkkainen (Valmonte), Jorma Silvasti (Petrucio), Antti Suhonen (Ossip). Mise en scène: Kalle Holmberg, décors et costumes: Juhana Kijunen. Costumes: Rikta Riihonen. Direction musicale: Okko Kamu. **TANNHÄUSER** de Richard Wagner. Raimo Sirkkiä (Tannhäuser), Jorma Hynninen (Wolfram), Matti Salmiinen (Landgrave), Gunnel Bohman (Elisabeth). Mise en scène: Juhana Hemannus. Décors et costumes: Hannu Välsä. Direction musicale: Leif Segerstam. **MACBETH** de Giuseppe Verdi. Cynthia Makris (lady Macbeth), Hannu Niemelä (Macbeth), Jyrki Niskanen (Macduff). Mise en scène: Ralf Langbacka. Décors et costumes: Anneli Qvæfanten. Direction musicale: Leif Segerstam. **FESTIVAL D'OPÉRA DE SAVONLINNA**. Les 22, 23 et 24 juillet.

### SAVONLINNA (Finlande)

C'est devant un parterre de curistes que furent données en 1912 les premières représentations d'opéras à Savonlinna. De passage dans cette ville thermale finlandaise située à une portée de vocalises de Saint-Petersbourg, la diva Aino Ackté avait en effet décidé d'y promouvoir l'art lyrique de manière originale en utilisant le cadre magnifique fourni par le château d'Olavinlinna, construit à la fin du XV<sup>e</sup> siècle sur l'une des innombrables îles que compte la très lacustre province du Savo.

Echaudés par l'âge de personnes qui avaient entravé la plupart de ses initiatives à Helsinki, la

### Tous les Finlandais... ou presque

En Finlande, la pratique chorale constitue la base de l'éducation musicale. D'essence religieuse ou politique, attachés à un quartier ou à une entreprise, les chœurs s'imposent à tous les niveaux de la société. Celui du Festival de Savonlinna (dirigé depuis sa création en 1969 par Kyösti Haatanen) comporte une particularité: il est constitué en grande partie d'apprentis musiciens venus de toute la Finlande, travaillant l'année durant les partitions inscrites au programme de l'été suivant. En lui rendant hommage à l'occasion de l'attribution, en 1987, du titre d'Artiste de l'année, le compositeur Aulis Sallinen a rappelé que le chœur du Festival de Savonlinna a accueilli tant de chanteurs différents qu'on pourrait affirmer que, si chaque Finlandais n'en a pas été membre, il connaît au moins quelqu'un qui l'a été.

première cantatrice finlandaise célébrée sur la scène internationale (notamment à Paris, en 1897, pour son interprétation du rôle de Marguerite dans le *Faust* de Gounod) pensait transformer la forteresse longtemps délaissée en théâtre privilégié de rencontres entre la Finlande et le reste du monde autour de l'opéra. Le rêve d'Aino Ackté (qui a dû baisser les bras après quatre expériences malheureuses sur le plan financier) s'est aujourd'hui totalement réalisé. Une grande partie des soixante mille mélomanes qui se rendent en juillet au château, un sac volumineux à la main (si la tenue de soirée n'est pas de rigueur ici, le soir à ses rigueurs qu'il vaut mieux affronter avec quelque lainage), ne parlent ni suédois ni finnois, tout comme certaines des têtes d'affiche d'une distribution pourtant à dominante nationale.

Le mérite d'un tel succès revient incontestablement à Matti Tälvelä - autre figure de proue du chant finlandais -, qui, au début des années 70, replaça le festival sur des rails internationaux. Depuis, surmontant des difficultés sociologiques (le reproche fait à un événement destiné à une élite venue de la capitale n'a plus cours), puis économiques (un partenariat judicieux évite de recourir à des prix exorbitants pour des places prises d'assaut dès le mois de décembre), le Festival de Savonlinna a retrouvé un second souffle, grâce notamment à son nouveau directeur artistique, le baryton Jorma Hynninen.

### NOTION DE TROUPE

Dynamique, comme l'a souhaité ce dernier lors de sa prise de fonctions en 1993, la programmation de cet été s'est articulée autour de trois pôles principaux, représentés par un ouvrage finlandais contemporain et deux œuvres du grand répertoire. Cinquième opéra d'Aulis Sallinen, *Le Palais* a été créé l'an dernier à Savonlinna. Sa reprise - qui n'a pas été effectuée à l'identique, loin s'en faut! - table sur une notion de troupe que l'on croyait perdue dans l'art lyrique actuel.



La forteresse d'Olavinlinna (XV<sup>e</sup> siècle) où se déroule, depuis 1912, le Festival de Savonlinna.

Le metteur en scène et le chef d'orchestre comptent parmi les plus fidèles collaborateurs du compositeur, sans parler du chœur choyé comme son interprète favori. Le livret choisi par Sallinen (dit aux Allemands Irene Dische et Hans Magnus Enzensberger) développe une fable satirique en déformant les éléments fondamentaux de *L'Enlèvement au sérail*, de Mozart, et manie l'absurde sur un ton qui rappelle souvent le théâtre d'Eugène Ionesco. Dans *Le Palais*, le Roi ne se meurt pas; il ne s'exprime que par la voix de sa femme, Constance, et refuse obstinément de sortir de ses appartements, bousculant ainsi les habitants d'un monde rompu aux caprices de sa tyrannie jusqu'à ce qu'un intrigant, Valmonte, s'approprie une succession convoitée par Petrucio depuis son installation dans l'antichambre du pouvoir.

Comme le livret, mais avec davantage de finesse, la musique de

Sallinen brasse les références. Avec également plus de maîtrise que par le passé si on la compare à celle du Roi s'en va en France, opéra créé à Savonlinna en 1984 sur un sujet semblable. Des éléments du langage de Sibelius présents dans l'ouverture aux motifs du grand air de Constance apparentés à un célèbre « *ostinato* » de la Turandot de Puccini, nombreuses sont les références logées dans la partition du Palais. Des noms viennent toutefois à l'esprit quand il s'agit de situer Sallinen dans le paysage contemporain: John Adams, qu'il égale dans la dialectique fondatrice de *Tannhäuser* entre plaisir charnel et amour platonique? Un premier acte sans Venusberg réellement tangible engendre plus qu'une frustration dans l'abord de l'opéra de Wagner. Il lui retire toute dimension éblouissante.

Gâtée, en outre, par une direction d'acteurs extrêmement conventionnelle, qui jure en per-

devrait s'imposer sans peine au-delà des frontières finlandaises. On pourra le vérifier à Nantes en 1997 dans une production locale.

Lorsqu'un dramaturge vient travailler à Savonlinna, il doit composer avec le château, estomper le caractère frontal du mur gigantesque qui s'élève en fond de scène et tirer parti de l'identité du lieu, perceptible dans les éléments fonctionnels de l'architecture comme dans la poésie indicible de la pierre. Cette évidence a-t-elle échappé au jeune Juhana Hemannus? L'a-t-il délibérément refusé comme il a écarté la dialectique fondatrice de *Tannhäuser* entre plaisir charnel et amour platonique? Un premier acte sans Venusberg réellement tangible engendre plus qu'une frustration dans l'abord de l'opéra de Wagner. Il lui retire toute dimension éblouissante.

Gâtée, en outre, par une direction d'acteurs extrêmement conventionnelle, qui jure en per-

manence avec un parti d'ensemble ostensiblement novateur, la lecture d'Hemmanus manifeste son originalité dans l'entretien d'une symbolique tantôt sophistiquée, tantôt puérile. Cette nouvelle production n'a, fort heureusement, pas déçu sur le plan musical. Dominée par le Landgrave puissant et humideux du wagnérien chevrons Matti Salmiinen, la distribution musicale s'est révélée d'une grande homogénéité avec le Wolfram tout en nuances de Jorma Hynninen. Le Tannhäuser très en voix de Raimo Sirkkiä et la touchante Elisabeth de Gunnel Bohman.

### L'ABYRINTHE

Quant à l'orchestre, dirigé par Leif Segerstam, avec un sens extraordinaire de la gradation dynamique, avouons simplement que, sans être un adepte du ball-trap, l'on aurait bien voulu défendre ses plaintes des agressions sonores... des mouettes. Les sorcières de Macbeth leur avaient-elles jeté un sort le lendemain? Aucune ombre d'omnibus ne fut à déplorer pendant la magistrale inscription de l'opéra de Verdi dans le décor naturel de l'Olavinlinna.

Pratique et intelligente, la mise en scène de Ralf Langbacka assure une grande lisibilité de l'œuvre, par l'usage géniale incrustée de pierres précieuses, d'armes et de têtes de mort. Elle soigne à merveille les détails d'une animation qui confine à la perfection lorsqu'elle dépend des chœurs. Les solistes, plus à l'aise dans certains cas sur le plan vocal que sur celui de l'engagement dramatique, ne sont pourtant pas à blâmer. Jyrki Niskanen est un Macduff à l'italienne et l'Américaine Cynthia Makris remporte un franc succès en jouant, semble-t-il, de certaines ressemblances avec Maria Callas. Hannu Niemelä rend enfin avec intensité les tourments de Macbeth. Entrant par une porte, disparaissant par une autre, se glissant dans un passage secret, il finit par se perdre dans son château comme dans le labyrinthe de sa conscience.

Pierre Gervasoni

## L'Orchestre des jeunes de la Méditerranée réunit cent musiciens de tous pays

Créé en 1984, l'ensemble organise sessions de formation et concerts en recrutant dans les conservatoires nationaux

**ROSSINI: Ouverture de Guillaume Tell, Beethoven: Troisième symphonie (Héroïque), Rimski-Korsakov: Capriccio espagnol, Zoltan Kodaly: Hary Janos.** Orchestre national des jeunes de la Méditerranée, Dominique My (direction). Le 27 juillet à Landau (Gard), le 29 à Aix-en-Provence, le 30 aux Baux-de-Provence, le 31 à Aigues-Mortes et le 2 août à Orange. Renseignements: (16) 42-21-94-80.

« Un Cataclysme sonore » une création de Robert Arnaut en Dolby surround produite par Radio France

« SHPIL » de Roberto Pabi Calo. Un voyage radiophonique et télématique planétaire retransmis en direct par Radio Nova 101.3 FM et RFI et accessible sur internet: (<http://www.gardini.com>)

Une soirée gagnée par Libération et Radio Nova Rens. Tél. 90 93 79 79.

CONSEIL GENERAL

œuvres qu'ils donnent tout au long de la deuxième quinzaine de juillet. Début août, chacun repart dans son pays. Certains reviennent d'année en année: « L'Orchestre m'a tout appris, affirme Amine Koudier, violoniste algérien. Je viens tous les ans depuis ma première session, en 1988, quand j'avais quatorze ans. Maintenant, je suis chef d'orchestre assistant. »

### DES ŒUVRES À DÉCOUVRIR

Les responsables de l'Orchestre recrutent les musiciens sur proposition des conservatoires et ensembles locaux. Henry Fourès, le directeur artistique, cherche à recruter dans le plus grand nombre de pays, malgré la disparité des situations. Non seulement la plupart de ces jeunes

n'ont jamais joué les œuvres retenues pour le programme des concerts, mais encore certains ne les ont jamais entendues. Des pays comme l'Algérie se sont tellement fermés ces dernières années que les échanges culturels ont régressé. Le conservatoire de Tirana (Albanie) possède peu de partitions. D'excellents musiciens classiques égyptiens, même membres d'un orchestre symphonique, gagnent souvent leur vie en interprétant la musique orientale lors des fêtes et des mariages. Bref, si les jeunes Italiens, Français, Espagnols ou Israéliens ont intégré les codes et les règles du jeu dans un orchestre symphonique, les autres n'y sont pas toujours initiés. En revanche, souligne Henry Fourès, leurs pays sont héritiers de grandes tradi-

tions musicales - chant byzantin en Grèce, à Chypre, au Liban, musique syriaque, ottomane, arabo-andalouse... « Cultivés, ces musiciens apprennent très vite la musique occidentale. Ils peuvent revenir par cœur des pages entières de partitions. Ils possèdent le sens de la conduite d'une phrase musicale - ce qui est si difficile à obtenir de musiciens occidentaux -, car ils n'ont pas perdu le lien entre la musique et le chant. »

Le séminaire organisé, en juillet, à Aix, pour les directeurs et professeurs des conservatoires et académies nationales permet de mieux connaître les situations et les besoins. Achats d'instruments, dons de partitions, formation continue pour les professeurs, conventions avec les écoles de lutherie françaises... les modalités de collaboration sont multiples. La plupart des pays méditerranéens réforment actuellement leur système d'enseignement musical. Au Liban, par exemple, les jeunes peuvent étudier, s'ils le souhaitent, à la fois la musique orientale et l'occidentale. « Ces pays s'équipent, affirme Henry Fourès. Ainsi, la Turquie, en plein essor musical, a ouvert plusieurs conservatoires dans les régions du Sud. Des musiciens de haut niveau, venus de l'ex-URSS, y enseignent. En Syrie, la capitale vient de se doter d'un conservatoire et d'un opéra tout neufs. »

Catherine Bédarida

### >>> Nuit du Centenaire de la Radio

Arles, Théâtre Antique

27 juillet, 21h.

Entrée libre.

Trois créations musicales et multimédias pour marquer notre entrée dans le deuxième siècle de la radio.

« Radio Texte 16 », de Ferdinand Kriwet, (WDR)

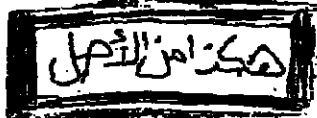
CONSEIL GENERAL

PARA

CIRQU

NU





## « L'Arlésienne » de Francesco Cilea sur les rives des étangs camarguais

L'ARLÉSIENNE, de Francesco Cilea. Direction musicale: Enrico Diemecke. Mise en scène: René Koering. Décors: Gérard Matharan. Costumes: J'in Abé. Avec Viorica Cortez, Mario Carrara, Inès Galante, Stefano Antonucci, Franck Ferrar, Renaud Dumont, Brigitte Desnoues. Chœurs de la Radio-Télévision de Riga, Orchestre philharmonique de Montpellier Langue-doc-Roussillon.

FESTIVAL DE MONTPELLIER et de Radio-France. Cours Jacques-Cœur, dernière représentation: le 22 juillet, à 22 heures. Le Festival continue jusqu'au 4 août, retrans. Tél.: 67-02-02-01.

### MONTPELLIER

de notre envoyé spécial  
Le programme fleché le parcours. A la troisième page du fascicule, la rubrique « A ne pas manquer » signale trois arts et un intermédiaire musical. Cette notation, digne d'un guide touristique, indique-elle que le reste du paysage ne mérite pas le détour? Pas vraiment, même si, en dehors des deux « tubes » que sont le Lamento de Frédéric et le grand solo de Rose Marnai au III<sup>e</sup> acte, *L'Arlésienne* reste une terna incognita pour tous ceux qui ne sont pas des visiteurs assidus de l'opéra lyrique italien.

Le thème, adapté de l'œuvre d'Alphonse Daudet par Leopoldo Marengo, raconte l'histoire d'un fils captivé par une femme fatale. Au fond, c'est une *Carmen* où le personnage principal n'apparaît jamais et où la mère serait omnipotente. Il n'y manque même pas une Micaëla provençale, la jeune Vivette, ni un Escamillo des mœurs, le baron de Mésclès. Ce nous n'est pas *L'Arlésienne*, mais *La Vieille Dame*, de la pièce de Daudet. Cilea, lui, présente son *Arlésienne* à Milan en 1897. Le succès vint d'abord de Caruso, qui y connut son premier d'une longue série de triomphes. Mais il fallut remettre l'ouvrage sur le métier. Cilea qui n'en manquait pas (il devait le prouver cinq ans plus tard avec *Adriana Lecouvreur* qui devait faire une brillante carrière sur les scènes d'opéra du monde entier) ramena l'œuvre à trois actes et récrivit un prélude en 1937.

### EFFLUVES NAPOULITAINES

La musique du compositeur calabrais transporta d'abord sur les flancs du Vésuve que sur les rives des étangs camarguais; mais cette partition aux effluves napolitains a ses charmes: une veine mélodique inventive, des coloris orchestraux presque impressionnistes. Elle a aussi ses trucs: le drame annoncé par de grands coups d'archets des cordes graves, les scènes tragiques scandées par les cymbales et la grosse caisse. Encore faut-il éviter de transformer les ficelles en films. Or le chef Enrico Diemecke appuie les effets, au lieu de les alléger, en fait trop pour l'orchestre comme pour les chanteurs.

On ne reprochera pas à Mario Carrara (Frédéric) de ne pas être Caruso, mais ce ténor abuse des ports de voix, tient les notes plus que de raison et ignore tout de la nuance piano. Viorica Cortez, Rosa Marnai déguisée en héroïne de *La Vieille Dame*, donne de la came avec autorité, mais, malgré une science du chant intact, le timbre ne possède plus les couleurs de jadis et le vibrato est devenu excessif. La fraîcheur de la soirée vient d'Inès Galante (Vivette), une jeune cantatrice lettone qui file ses aigus avec une grâce émouvante.

Dans la conception scénique de René Koering, la seule vraie idée consiste à valoriser le rôle de l'innocent interprété par Brigitte Desnoues, emblème de la pureté originelle. Le décor abstrait aux teintes crues jure avec la simplicité de la cour Jacques-Cœur et la direction d'acteurs s'en tient à des attitudes conventionnelles, qui trahissent parfois le ridicule. A Montpellier, *L'Arlésienne* reste décidément introuvable.

P. Mo.

## Récital des Grands Amateurs de piano au Festival de Montpellier

Pour la deuxième fois, ce concours récompense des non-professionnels en les invitant à se produire en public

Etudiant, professeur, chirurgien, steward, ils n'ont pas sacrifié la pratique musicale à leur métier. Ils mettent à profit leurs rares instants libres pour re-

tourner à leur clavier affronter les sommets qui intimident les professionnels. La musique est leur passion. L'économiste Gérard Bekerman a eu

l'idée d'organiser un grand concours dont les lauréats reçoivent comme prix une invitation à donner un récital au Festival de Montpellier.

LES GRANDS AMATEURS DE PIANO. Prochains concerts: Bach, Schumann, Berg, par Karol Beffa, le 26 juillet. Brahms, Prokofiev, Faure, Liszt, par Geoffrey Vauthier, le 27. FESTIVAL DE RADIO-FRANCE ET MONTPELLIER: Jardins de Pétrarque, à 18 heures. Entrée libre. Tél.: 67-02-01-01.

### MONTPELLIER

de notre envoyé spécial  
Lorsque Marc Ruel s'installe devant le Steinway, dans la charmante cour des Jardins de Pétrarque, un rude challenge l'attend. Attaquer un récital par l'Appassionata de Beethoven, alors que les avions survolent la ville et que les spectateurs bougent encore sur leurs chaises, n'est pas une sinécure: « Je n'aurais pas dû commencer comme ça », reconnaît-il plus tard. Mais il voulait tant jouer cette sonate, tout comme la Deuxième de Chopin, avec la Marche funèbre, qui suit. Il sera plus à l'aise dans l'après-midi, lors de la lecture de Dantès, de Liszt, pourtant redoutable techniquement. Le lendemain, dans la salle Pasteur du Carum, qui l'accueille pour cause de pluie, Bernard Salaminio débute avec une sonate de Haydn. Son programme est plus court, tout

aussi ambitieux, mieux construit peut-être: la Deuxième Sonate de Schumann, en cours d'approfondissement, la Deuxième Ballade de Liszt, intense et concentrée, et la Suite op. 14 de Bartok. Un moment dense, émouvant, « le meilleur concert du festival jusqu'à maintenant », proclame même une habitué.

Pourtant les deux pianistes ne sont pas des professionnels. A vingt-six ans, le docteur Marc Ruel se spécialise en chirurgie cardiovasculaire. A trente-trois, Bernard Salaminio enseigne la physique dans des classes préparatoires aux grandes écoles. Pour le premier, canadien d'origine, l'apprentissage musical a pris le chemin du rock et du synthésiseur avant que sa mère ne lui conseille de regarder du côté de Bach. A dix-huit ans, il est entré au conservatoire de la ville de Québec et n'a derrière lui que huit années de réelle pratique. Le second a connu un parcours plus classique: hissé devant un clavier à partir de six ans, il a ensuite conquis ses diplômes à la Schola Cantorum. Parallèlement, il obtenait son bac avec mention « très bien » avant d'intégrer l'École normale supérieure. Une voie royale qui ne lui a pas donné la grosse tête.

« Les grands amateurs ne sont pas des gens anormaux », explique Gé-

rad Bekerman, qui organise depuis 1989 avec Radio-France un concours annuel entre quatre-vingts candidats venus de quinze pays différents.

Depuis deux ans, les lauréats de cette compétition pas comme les autres sont invités au Festival de Montpellier. « Se lancer dans l'Appassionata ou la Sonate funèbre peut paraître sacrilège quand on ne les maîtrise pas complètement », déclare Marc Ruel, mais j'essaie de transmettre un peu des richesses de ces grandes œuvres. « Ce qui me plaît, ajoute Bernard Salaminio, c'est de sentir la qualité d'écoute, les silences de l'auditoire. » Se produire en public les dope: « Ils aiment les défis », constate Gérard Bekerman.

### PRAGMATISME

Pour se préparer, il faut mobiliser du temps, et, du temps, ils n'en ont guère. Ils doivent travailler une heure par jour, et pas toutes les semaines. « Je ne fais jamais de gammes », affirme Bernard Salaminio. Les gardes du chirurgien, les cours de l'enseignant sont autant d'obstacles à surmonter. A l'approche d'un concert (un ou deux par an au maximum), ils redoublent d'efforts, grappillent les minutes, font appel à leurs professeurs. On sent chez ces jeunes une passion pour leur instrument, ses mystères,

ses possibilités qu'ils explorent avec une gourmandise parfois boulimique, les yeux rivés sur les touches noires et blanches.

Pour eux, bien sûr, s'est posée la question du choix professionnel. Marc Ruel était tenté par « une vie d'art qui permet de marquer son époque », mais a renoncé devant les aléas de la vie d'artiste: « J'ai connu beaucoup de gens plus doués que moi qui ne réussissent pas. » Pour ce Nord-Américain pragmatique, la chirurgie cardio-vasculaire paraît plus sûre et, curieusement, moins angoissante: « Lors d'une opération à cœur ouvert, une suture peut toujours se reprendre. Une note ratée dans un concert ne se rattrape pas. » Depuis trois ans, dévoré par son métier, il a l'impression de ne plus avancer. L'avenir? « Je ne voudrais pas m'arrêter sans avoir interprété une fois encore le Second Concerto de Brahms. » Le professeur Bernard Salaminio semble avoir mieux équilibré les exigences d'un métier qu'il affectionne et celles d'une « dévotion » qui l'enthousiasme. Plus que le piano, c'est la musique qu'il partage avec ses amis, avec sa femme, chanteuse amateur comme lui. « Être amateur, reprend-il, c'est pouvoir jouer ce qu'on veut, ce qu'on aime. C'est le choix de la liberté. »

Pierre Moulinier

## Lionel Jospin lance l'offensive contre la politique culturelle du gouvernement

### AVIGNON

de notre envoyé spécial  
C'est dans un climat détendu mais ferme, que Lionel Jospin s'est rendu aux XII<sup>e</sup> rencontres d'Avignon des socialistes, où il a participé, sur le thème de la politique culturelle, à un débat public qui a rempli la salle des colloques du cloître Saint-Louis, jeudi 25 juillet.

Lionel Jospin était annoncé « sous réserve ». Il apparut entouré notamment d'Elisabeth Guigou (secrétaire nationale aux affaires sociales du Parti socialiste et députée européenne), de Robert Abirached (professeur à l'université de Nanterre, directeur du théâtre et des spectacles, de 1981 à 1988), et de Frédérique Bredin (députée de Seine-Maritime, secrétaire nationale du Parti socialiste à la culture et aux médias). Et il ne fut pas du tout réservé.

Il a commencé par comparer la politique culturelle d'« une des grandes réussites des deux septennats de François Mitterrand », à celle d'aujourd'hui, marquée par

« le déclin de la volonté politique ».

Un déclin que le premier secrétaire du Parti socialiste a mesuré d'abord en termes budgétaires. « Le 1<sup>er</sup> accord au budget de la culture est un triomphe », a-t-il souligné, puis, qu'il s'agit de la culture, il faut qu'il y ait un engagement de l'État. Le ministre, je ne déteste pas tromper l'œil en matière de peinture, mais je ne l'apprécie pas en matière budgétaire. « Il a affirmé que le budget réel de la culture ne s'élève, à structure constante, qu'à 0,88 % du budget de l'État en 1996, contre 0,95 % en 1995, sans compter le gel de 1996, qui représentait d'abord 1,24 milliard de francs, ramenés en 1995 à 200 millions, « parce que les hommes et les femmes de culture se sont mobilisés ».

Si l'argent reste pour Lionel Jospin le nerf de la guerre, en matière de culture - il s'est engagé solennellement à rétablir le 1 % en cas de retour au pouvoir de la gauche - la nécessité d'avoir une « vision » lui paraît essentielle, surtout dans un contexte marqué par les difficultés financières des collectivités locales,

et « les initiatives de répression culturelle » non seulement dans les municipalités Front national (ce dont le gouvernement n'est pas responsable) mais aussi dans les villes à majorité RPR ou UDF: Verdun, Carpentras, Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes.

### « RETOUR À L'ÉTHIQUE »

Après avoir exhorté les municipalités de gauche à rester « exemplaires », le premier secrétaire du Parti socialiste a abordé la question qui, entre toutes, inquiète son auditoire: l'offensive du Front national. « Il ne s'agit pas de faire du combat contre le FN une simple posture réservée à un bras de fer culturel dans quelques villes tristement emblématiques. » Aucune allusion au bras de fer qui oppose la direction du Festival de Châteauneuf-sur-Loire au maire lepéniste de Toulon, pourtant à l'ordre du jour. Lionel Jospin s'y refuse parce que la question lui semble plus large: « Quand on veut renforcer les lois Pasqua et la ségrégation à l'égard des étrangers, quand on démantèle les services pu-

blics, quand on réduit les crédits du ministère destinés aux publics en difficulté et aux activités en région, quand on laisse le préfet du Var inviter un groupe de rap en invitant ses convictions religieuses, on ne mène pas vraiment l'action contre le Front National. »

Comment faire? Lionel Jospin a donné quelques éléments de réponse en restant dans le domaine strictement culturel. Il faut, conseille-t-il, non seulement innover en prenant en compte les mutations sociales, mais aussi redéfinir le sens du service public de la culture, ce qui implique - comme l'a montré le débat - que soient respectés les contrats entre l'État et les créateurs. Ainsi, Robert Abirached, qui n'est pas membre du Parti socialiste, a réclamé un « retour à l'éthique » auquel beaucoup de participants se sont associés - ce qui revient, de la part du parti dirigé par Lionel Jospin, à reconnaître que la critique appelle l'auto-critique.

Brigitte Salino

## Ken Loach, l'intégrale

RÉTROSPECTIVE KEN LOACH, jusqu'au 10 septembre. CINÉMA EUROPA-PANTHÉON, 23, rue Victor-Consin, Paris (5<sup>e</sup>). Tél.: 43-94-15-04.

De *Poor Cow* (Des vaches pour Joy, 1967) à *Land and Freedom* (1995), les onze films réalisés par Ken Loach pour le cinéma sont au programme d'une rétrospective organisée à point, dans l'attente de la sortie, prévue pour octobre, de *Carla's Song*, le film que le plus intrinsèque des cinéastes britanniques a tourné en Écosse et au Nicaragua.

Onze films qui parcourent une trajectoire unique, qui épouse et enregistre les soubresauts de la société britannique depuis près de trente ans, avant que de tourner quelques pages d'histoire. Pour suivre également l'évolution d'un cinéaste, avec ses doutes et ses erreurs, avec surtout son extraordinaire volonté de toujours explorer le réel, de « donner la parole à ceux qui en sont privés ».

### COLÈRE PERMANENTE

Avec le recul, on distingue notamment comment Loach a appris, peu à peu, à faire confiance au cinéma, lui qui refuse pourtant de céder à ce qu'il continue de considérer comme de possibles manipulations du spectateur. C'est ainsi que, tout en continuant de préférer la ré-

flexion à l'émotion, il fait désormais plus volontiers appel à des procédés d'écriture scénaristique éprouvés, qui pour une large part permettent d'expliquer le succès populaire d'un film comme *Land and Freedom*. Il reconnaît, par ailleurs, que certains de ses films « manquent cruellement d'humour », alors que lui-même se révèle fort bien doté à cet égard. Le jugement est sévère, lorsque Loach l'applique à *Regards et Sourires* (1981), saisissant portrait de jeunes chômeurs, mais il met en lumière l'exigence d'un cinéaste qui affirme se sentir « en état de colère permanente », état qui lui inspire le désir de faire des films et lui a donné l'énergie nécessaire à sa propre

survie, au cœur d'une production britannique sinistère. Car passé le succès de *Family Life* (1971), qui fut longtemps son film le plus célèbre, mais dont on peut penser aujourd'hui qu'il est aussi celui qui a le plus mal vieilli (plus par la nature des thèmes qu'il défend que par sa facture, qui demeure admirable), il lui a fallu se battre pour continuer de travailler, avant que l'accueil réservé en France à des films comme *Riff Raff* (1991) et *Raining Stones* (1993) ne lui permette de l'imposer comme un des cinéastes les plus unanimement estimés, considérés et respectés de ses pairs.

Pascal Mérieau

**XVI<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DE PIANO**  
23 juillet - 20 août 1996

A. WATTS, C. ZACHARIAS, M.L. HINRICHS, F. CLIDAT, M. SPANYI, P. ROSEL, D. MORONEY, T. FELLNER, S. KOPACHEVICH, O. VERNET, L. OVE ANDNESS, A. KRIVTCHENKO, E. TSONG, B. ENGERER, E. GILBERT, H. BARRA, B. VAN ASPEREN, J.E. BAVOUEZ, K. WOO PAIK, A. PLANE, R. KOITO, J.F. HEISSER, G. LEONHART, H. SERMET, E. SCHNEIDER, M. VEIT, H. GRIMAUD, J.B. POMMIER, R.R. DUCHABLE, J.C. PENNIE, R. ALESSANDRINI, E. GOTTARD, A. STIER, A. BYLSMA, M. BACH, L. FLEISHER, R. COODE, A. THARAUD, F. CHAPLIN, C. DESERT, E. STROSSER, P. DEVONON, C. NALDI, MONTY ALEXANDER TRIO, ENSEMBLE ARCHIBUDELLI, QUATUOR KELLER, TRIO BARTOLDY, ORCHESTRE NATIONAL DE LYON, CONCERTO ARMONICO SINFONIA VARSOVIA, KOLNER KAMMERCHOR, ORCHESTRE D'Auvergne

13440 LA ROQUE-D'ANTHÉRON  
Tél.: 42-59-51-15 - 42-59-51-36 - Fax: 42-59-59-59  
Numéros supplémentaires à partir du 13 juillet  
42-59-59-58 - 42-59-59-57

## Les cumuls architecturaux inventoriés au Pavillon de l'Arsenal

ADDITIONS D'ARCHITECTURE, 141 = 1, jusqu'au 31 août. PAVILLON DE L'ARSENAL, 27, boulevard Morland, 75 004 Paris. Entrée libre. Tél.: 42-76-33-97. Catalogue: 128 p., 150 illustrations, 130 F.

Le pavillon de l'Arsenal offre au public une belle et importante exposition. C'est en effet l'une des plus curieuses expositions de l'institution parisienne par le caractère évanescence de son sujet: « Additions d'architecture », comme si, à quelques exceptions près (le Palais Garnier), tout n'était pas addition: villes, rues, fermes, palais ou manoirs. Un appentis ici, un étage supplémentaire ou deux ailleurs, une extension souterraine, tous les mic-macs sont possibles et sont, à vrai dire, le lot ordinaire de toute architecture. Il n'est pas rare en outre que ces additions accompagnent un changement de fonction et une transformation, éventuellement radicale, du bâtiment d'origine. Le Louvre, la Bibliothèque nationale, le palais de Chailot, la Samaritaine sont quelques-uns des exemples historiques - tous parisiens - que nous livre l'Arsenal pour nous éclairer respectivement sur ces processus d'accumulation.

La rigueur des temps étant ce qu'elle est et les mécanismes de défense du patrimoine étant devenus plus contraignants, ce qui ne signifie pas toujours pertinents, un tel type d'opération est de plus en plus fréquent et se substitue souvent à la politique de la table rase ou à celle des « objets effaçables » en faveur des dernières années.

Cela seul légitimait l'exposition conçue par l'architecte Philippe Simon qui, pour la partie contemporaine, a su sélectionner des œuvres significatives, pour la plupart antérieures, de temps à autre détestables, mais témoignant toujours d'une recherche réelle de qualité. Ainsi on ne trouvera pas les mutations apportées par la spéculation pure à des édifices parfois mémorables comme les Trois-Quartiers, en face de la Madeleine, à Paris.

### PARCOURS ALÉATOIRE

Se situant dans une telle perspective, les responsables du Pavillon ont confié à Valérie Vaudou et Laurence Allégret la scénographie de l'exposition. L'ensemble des cimaises, transparentes, n'est repérable que par leur épaisseur et leur couleur noire. Chacune des faces de ces cimaises dessinées avec une belle élégance présente une réalisation, quelquefois un projet en cours.

Le parcours, en revanche, est si peu coercitif et si aléatoire qu'on perdrait le sens de l'exposition, à supposer que celui-ci soit véritablement perceptible. Or les trois catégories d'« additions » retenues sont difficiles à accepter comme des données valables: extensions verticales, extensions horizontales, extensions multiples, autant de fausses ou simplistes évidences qui ne rendent pas compte de l'essence du travail des architectes.

Une telle classification exclut en tout cas des choix plus fondamentaux dans la démarche des constructeurs: s'agit-il d'être, d'affirmer un nouveau vocabulaire (Pallo, pour l'école de la rue Coysseux; Ciriani à l'hôpital Saint-Antoine), voire d'adopter une démarche en rupture radicale avec l'existant (projet Soler pour le ministère de la culture), ou au contraire de s'y adapter avec rigueur (Lion pour la Maison de la photographie), avec légèreté (Piano pour l'extension de l'Ircam) ou avec une habileté de contorsionniste (Grumbach, rue Suger, Port-zamparc au Musée Bourdelle)?

Caméléons ou léonins, c'est en effet cette volonté plus ou moins affirmée de présence dans la ville qui rend les projets acceptables par le public ou au contraire scandaleux, pour le meilleur ou pour le pire.

Frédéric Edelmann



## Gannat célèbre les cultures du monde

★ Gannat, jusqu'au 29 juillet. Enseignements et réservation au 70-90-22-64. Le 27, spectacle : Provence, Chine, Bolivie, 21 heures. 65 F. Le 28, panorama mondial avec la participation de tous les ensembles invités, 14 h 30. 85 F. Le 29, Russie, Moldavie, Philippines.

**Trio Bartholdy**  
Cet excellent jeune trio (piano, violon et violoncelle) s'attache à trois œuvres admirables, dont celle de Chaussou est très rarement jouée, malgré sa beauté indéniable.

Haydn : *Trio pour piano, violon et violoncelle* (r. 32. Beethoven : *Trio pour piano, violon et violoncelle* op. 1 n° 2. Chaussou : *Trio pour piano, violon et violoncelle* op. 3.

Scœuaz (92). Orangeire, parc de Scœuaz. M° 46-61-00-66. 17 h 30, le 28. Tél. : 46-61-00-66.

Jérôme Pernoo (violoncelle), Jérôme Ducros (piano).

C'est avec Jérôme son tout jeune frère, deux excellents déjà distingués par leurs collègues, Ducros a gagné le deuxième prix d'un concours de piano du XIX<sup>e</sup> siècle, organisé à Milan sous le patronage de Maurizio Pollini.

Beethoven : *Sonate pour violoncelle*  
n° 10, op. 5, n° 2. Schubert : *Sonate*  
pour basse et piano.  
Rachmaninov : *Sonate pour violon-  
celle et piano* op. 10.  
Scaeux (92). Orangerie, parc de  
Scaeux. M° Bourg-la-Reine. 17 h 30,  
le 27. Tél. : 46-61-00-66.  
Le Chevalier  
Paris, quartier d'Est reçoit dans  
le cadre splendide des Thermes de  
Chamy un maître de la comédie  
dell'arte, Mario Gonzalez, qui  
transporte, de l'Antiquité au  
Moyen Age, son époque de pré-  
dilection, cette farce d'Aristo-  
phane.  
Musée national du Moyen Age-  
Thermes de Chamy, 6, place Paul-  
Painlevé, Paris 9, M° Les Cluses. So-  
bonne. Jusqu'à 3 août, à 18 h 30.  
60F et 30F. Tél. : 49-87-50-50. Mini-  
tel : 3615, voir EN45.

## NOUVEAUX FILMS

[illegible]

(47-7-30-38; *réserve*: 40-30-20-10); *Publics* *Carnations-Elysées*, *dolby*, 8\* (47-7-30-26-23; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 14\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Les* *Américains*, *dolby*, 9\* (47-30-29-10); *Pathe Wapler*, *dolby*, 18\* (*réserve*: 40-30-20-10).

**THE FALLS**  
Film britannique de Peter Greenaway, (3 DS).

**LES BOIS DE BOIS, 5\* (43-27-57-47).**

**TOUCHE PAS A MON PERISCOPE**  
Film américain de David S. Ward, avec Kelsey Grammer, Lauren Holly, Rob Schneider, Harry Dean Stanton, Bruce Arner, William H. Macy (1 h 35).

*réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dolby*, 9\* (40-30-20-10); *Gaumont Marinade*, *dolby*, 8\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 8\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Mistral*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Convention*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Pathe Wapler*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10).

**UN AMÉRICAIN DE PHIL JOANNU**, avec Kelsey Grammer, Mary Stuart Masterson, Jeri Hatcher, Eric Roberts (2 h 05).

*réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dolby*, 9\* (réserve: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 8\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Pathe Wapler*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 9\* (47-30-29-10); *réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Les Nations*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 12\* (réserve: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Mistral*, *dolby*, 14\* (39-17-10-00; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Convention*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10).

**LES BOIS DE BOIS, 5\* (43-27-57-47).**

**TOUCHE PAS A MON PERISCOPE**  
Film américain de David S. Ward, avec Kelsey Grammer, Mary Stuart Masterson, Jeri Hatcher, Eric Roberts (2 h 05).

*réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dolby*, 9\* (réserve: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 8\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Mistral*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Convention*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Pathe Wapler*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10).

**UN AMÉRICAIN DE PHIL JOANNU**, avec Kelsey Grammer, Mary Stuart Masterson, Jeri Hatcher, Eric Roberts (2 h 05).

*réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dolby*, 9\* (réserve: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 8\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Mistral*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Convention*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10).

**LES BOIS DE BOIS, 5\* (43-27-57-47).**

**TOUCHE PAS A MON PERISCOPE**  
Film américain de David S. Ward, avec Kelsey Grammer, Mary Stuart Masterson, Jeri Hatcher, Eric Roberts (2 h 05).

*réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dolby*, 9\* (réserve: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 8\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Mistral*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Convention*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10).

**LES BOIS DE BOIS, 5\* (43-27-57-47).**

**TOUCHE PAS A MON PERISCOPE**  
Film américain de David S. Ward, avec Kelsey Grammer, Mary Stuart Masterson, Jeri Hatcher, Eric Roberts (2 h 05).

*réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dolby*, 9\* (réserve: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 8\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Mistral*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Convention*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10).

**LES BOIS DE BOIS, 5\* (43-27-57-47).**

**TOUCHE PAS A MON PERISCOPE**  
Film américain de David S. Ward, avec Kelsey Grammer, Mary Stuart Masterson, Jeri Hatcher, Eric Roberts (2 h 05).

*réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dolby*, 9\* (réserve: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 8\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Mistral*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Convention*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10).

**LES BOIS DE BOIS, 5\* (43-27-57-47).**

**TOUCHE PAS A MON PERISCOPE**  
Film américain de David S. Ward, avec Kelsey Grammer, Mary Stuart Masterson, Jeri Hatcher, Eric Roberts (2 h 05).

*réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dolby*, 9\* (réserve: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 8\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Mistral*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Convention*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10).

**LES BOIS DE BOIS, 5\* (43-27-57-47).**

**TOUCHE PAS A MON PERISCOPE**  
Film américain de David S. Ward, avec Kelsey Grammer, Mary Stuart Masterson, Jeri Hatcher, Eric Roberts (2 h 05).

*réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dolby*, 9\* (réserve: 40-30-20-10); *Gaumont Alésia*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 8\* (réserve: 40-30-20-10); *George-V*, *dolby*, 18\* (réserve: 40-30-20-10); *Mistral*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10); *Gaumont Convention*, *dolby*, 12\* (43-27-18-54-50; *réserve*: 40-30-20-10).

**LES BOIS DE BOIS, 5\* (43-27-57-47).**

**TOUCHE PAS A MON PERISCOPE**  
Film américain de David S. Ward, avec Kelsey Grammer, Mary Stuart Masterson, Jeri Hatcher, Eric Roberts (2 h 05).

*réserve*: 40-30-20-10; *Gaumont Alésia*, *dol*

300 000 livres : romans, biographies, essais...  
*Le Monde Editions* : dessins de Plantu, l'Histoire  
 au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.  
 La sélection du *Monde des livres*.

36 15 LEMONDE

**Une sélection musicale,  
danse, théâtre  
et art en région**

## BEALINE

[illegible]

de-Gaulle, 34 Montpellier 20 he  
3 2004. Tél : 67 03 03 01. B-

**PRADES**  
Orchestre royal de chambre du Val de  
Mozart: *Symphonie* KV 200, *Con-*  
certo flûte, harpe et orchestre.  
*Symphonie* no 44, Patrick Gallot.  
Friedrich: *Suite* (Saint-Nicolas), Mats Lie  
120 F 160 F.  
Bach: *Suite* Saint-Michel de Cuza, 66  
F 160 F, heures, le 30. Tél.: 69-96-33  
120 F 160 F.  
Beethoven  
Soprano: *Sonate pour violon*  
et piano op. 102 no 1, *Quintette* op.  
et vents op. 16, *Quatuor à cordes*  
no 1.  
Mozart: *Le mariage* (dramma), Jean-  
Louis Maubault, André Carlier.  
Mauray Lallier (basson), Jean-Claude  
Gynder, Christian Noël (violin),  
Jean-Pierre Ménel.  
Abbaye Saint-Michel de Cuza, 66  
F 160 F, heures, le 1er août. Tél.: 69-96-  
120 F 160 F.  
Boullée: *Suite* (violin), Marc  
Lindemann.  
Lindemann-Holvorsen: *Pescaville*  
et vents.  
Soprano: *Sonate pour violon et violon-  
celle*, heures, le 27. Tél.: 26-77-45-25.  
Musée Hôtel Le Vergor, 51  
F 160 F, heures, le 28.  
Mozart: *Les Knecht Wunderhorn*  
dramme, 2. Knecht du Génie  
dramme, 51. Seins: 18 heures, le 28.  
Tél.: 74-25-25.  
Rach: *Copsey* (violinelle).  
Rach: *Sonate pour violoncelle*.  
Rach: *Ince* (violin), heures, le 28.  
Selle no 1. Liège: *Sonate pour*

Water Cropper (violin), Jean-Fr

[illegible]

Parc du château de Florans, 13 La Roque-  
 d'Arthénor. 21 à 30, le 30, tél. : 42-50-51.  
 France Clodat (piano).  
 Licit : *Jeun d'été à la Ville d'Este*, *Flora*,  
*Uzzioni*, *Sonnet de Pétrarque*, *Nocturne*,  
*Chopin*, *Les deux luths*, *Les deux luths*, *Les*  
*deux luths*, *Rhapsodies hongroises*, *Schu-*  
*mann-Liszt*, *Liedes*, *Schubert-Liszt*,  
*Solaires de Vienne* 3.  
 Parc du château de Florans, 13 La Roque-  
 d'Arthénor. 21 à 30, le 31, tél. : 42-50-51.  
 Peter Röhrl (piano).  
 Haydn : *Sonate pour piano* op. 62, *Be-*  
*ethoven* : *Sonate pour piano* op. 53  
*"L'Aurora"*, *Brhms* : *Klavierstücke* op.  
 10, *Bach-Busoni* : *Pédale et Fugue*.  
 Parc du château de Florans, 13 La Roque-  
 d'Arthénor. 21 à 30, le 2 août, tél. : 42-  
 50-51.  
 Titi Fellous (piano).  
 Mozart : *Adagio*, *Schubert* : *Sonate pour*  
*piano* D. 945, *Liszt* : *Années de pèleri-*  
*nage*, 2<sup>e</sup> année.  
 Parc du château de Florans, 13 La Roque-  
 d'Arthénor. 21 à 30, le 2 août, tél. : 42-  
 50-51.  
 SAISON DE PROVENCE  
 Musique à l'étranger  
 Œuvres de Martinu, Glinka, Schubert, Ra-  
 vel, Bartok, Regner, Saint-Saëns, Emman-  
 uel Pabst (Hôte), François Meyer (haut-  
 bois), Gilbert Audouin (basson), Tedi  
 Schlick (alto), Eugène Audouin, Har-  
 die Schlick (alto), Jean-Guillaume Quer-  
 raux, Albert Gerhardt (violoncelle), Christian  
 Rivet (guitare), Yasunori Kawahara  
 (contrebasse), Eric Le Sage, Patrick De Ma-  
 ria, Huseyin Sermet, Frank Bley (piano),  
 Edgar Gueguen, Michael Gábor (per-  
 cussion).  
 Château de l'Empéri, 13 Salern (pro-  
 vince). 20 à 45, le 1<sup>er</sup> août, tél. : 90-56-27-  
 60, 100 F.

### **AGUILLON**

Reçu programme attentif à la création

Avec Julien Laurou Olympic Gramofon,  
le Megaconcert de Andy Emileur pour  
«L'Univers de Frank Zappa», Pal Mou-  
tain Electric Bebop Band; Véronique Le  
Beze, Olivier Ver Curio et Pierick Hardy,  
nouveau venus bien ou pas ces derniers  
temps qui ouvriront une soirée avec BP-  
C.

Du 7<sup>e</sup> au 4<sup>e</sup> août. Jazz Confluent-Gilbert  
et 1609. Tél.: 53-58-20-20. De  
50 F à 170 F selon les soirées, abon-  
nements 280 F

COGNAC

Blues Passions

Les blues électriques dans ses versions so-  
ciales et diversifiées. Avec notamment  
John Mooney, Walter Washington, Louis  
Walker, Roddy Dopsie et le Zyco-  
de Twisters, Little Minton et Louisiana  
Red.

Du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> août. Centre d'animation, 9A  
place de Gageotille, Cognac 16100.  
Concerts au Théâtre de la jeunesse, 3 rue  
d'Hôtel de ville. Tél.: 15-35-37-28. 80 F  
par soirée, abonnements 200 F

LA SEYNE-SUR-MER

Jazz au Fort Napoleon

Les découvertes et les références des mu-  
siques improvisées et du jazz à tête che-  
rueuse. Avec François Médalli, Ricky  
Ford, Jack Byard, le Trio Saxophone Quan-  
tette, 44 musiciens, 44 Beldine Bernierus  
avec Louise Lova, Chréti Tiliandier et  
Dennis Charles, le sextette de Jean-Pierre  
Ulabador, un quartette composé de John  
Schroeder, Peter Bolte, Jean-François Jer-  
ny-Clarke et Daniel Humair et une foule  
d'inventions en quatuor de Michel Portal.

Du 30 juillet au 2 août. Fort Napoleon  
à l'Anse-aux-Loupes, La Seyne-sur-Mer  
83500. Tél.: 94-97-83-43 ou services  
culturels 94-94-88-67. 80 F par soirées ou  
abonnements 350 F.

## AVIGNON

**Heddy Millaire**: *Où n'est pas couché.*  
Le Mas de la Motte, 4 rue Escalier Sainte-Anne, 84 Avignon, 11 heures, les 22, 29, 30 et 31 juillet, et le 7<sup>e</sup> août. Les 22, 29, 30 et 31 juillet - 19: 90-82-33-12.

**François Raffinot**  
*François Raffinot: Scandal Police*  
Les 22, 29, 30 et 31 juillet, 84 Avignon.  
22 heures, les 29, 30 et 31 juillet et le 7<sup>e</sup> août. Les 22, 29, 30 et 31 juillet - 19: 90-14-14, 130 F.

**Georges Appaix**  
*Georges Appaix: Intermédiaire I Lk*  
Chapelle des Pénitents-Biancs, place de la Principale, 84 Avignon. 11 heures et 19 heures, les 29, 30 et 31 juillet et le 7<sup>e</sup> août. Les 22, 29, 30 et 31 juillet - 19: 90-82-23-46.

**Bill T. Jones-Arnie Zane Dance Company**  
*Bill T. Jones-Arnie Zane Dance Company*  
D'Amor in the Waters.  
Court d'honneur du Palais des papes, D'Amor à 3 août. Les 22, 90-14-14-14. De 130 F à 150 F.

**CHATEAUVILLON**  
**Carnations hip hop**  
Compagnie Azoulis  
Bred Vendôme: A la vue d'un seul œil.  
19 heures, les 27, 60 F.

**Miens Danse force No No Bitch**, 09 heures

**Controlo**  
**Salsatallà Zaparrò**: Sz Zaparròs Warren Controlo:  
*The Mixed Up Inspiration that We're Facing*, 19 heures, les 26, 60 F

**Total Konfusion**

D'après Bouhail Hrabal, met en scène  
disseminé Luciani, avec René Gouzenne.  
*Théâtre des Carmes, place des Carmes,*  
*84 Avignon. 11 heures, les samedi, di-*  
*manche, lundi, mardi, mercredi, jeudi,*  
*vendredi. 11h - 84-20-20-47. Durée :*  
*1 h 30. P 65 et 65 Dernières.*

Le Cœur d'amour  
d'Oscar Panizza, met en scène de Benoît  
Lavigne, avec Denis Lavent, Benoît  
Schwartz, Valérie Coué-Sibilly, Xavier Gales,  
Stéphane Gagnon, Thierry Laves,  
et Nicolas. Cécile Magnien et Valérie  
Dupin.  
*Théâtre de l'Escalier-des-Dons, bis, rue*  
*des Escaliers-Sainte-Anne, 84 Avignon.*  
*15h 25, les samedi, dimanche, lundi,*  
*mardi, mercredi, jeudi, vendredi, 11h.*  
*84-20-14-07. Durée : 1 h 30. 55 P et 80 P.*  
*Dernières.*

Régoberta met les voiles  
de et par André Bernotard, avec Sébastien  
Bernotard (personnages).  
*Théâtre de l'Escalier-des-Dons, bis, rue*  
*des Escaliers-Sainte-Anne, 84 Avignon. 21 h 30, les samedi, di-*  
*manche, lundi, mardi, mercredi, jeudi,*  
*vendredi. 11h - 84-20-20-47. Durée :*  
*1 h 30. 60 P et 65 P Dernières.*

Le Cœur d'amour  
de la compagnie Anomalie, met en  
scène de Josef Nadj, avec Étienne Arit-  
zatz, Arnaud Clavet, Vincent Gomez,  
Laurent Lefrancque, Mickaël Mercadé,  
Sébastien Bernotard, Benoît Mollet,  
Laurent Paret, Thomas Van Uden et  
Marin Zimmermann.  
*Champfleyr, 84 Avignon. 22 heures. Le*  
*samedi. 14h. 90-14-14-14. Durée : 1 h 20.*  
*10 P et 130 P Dernières.*

d'Agnes Trolly et Jérôme Descamps, avec  
des Achille Trolly, Lacombe et Anselmi, Bé-  
bé, Achille et Léonie, les Anomalous, Do-  
minique Boivin et la compagnie Bes-  
ta Geste. Olivier Py, Elizabeth Masey, Irina  
Mikheeva, et d'Agnes Trolly et Jérôme  
Descamps.

*Pierre-André Weitz.*

Gymnase du lycée Saint-Joseph, 84 Avignon.  
Durée : 25 heures, du 27 au 31. Tr. : 90-14-  
14-14. Durée : 5 heures, 30 et 6. Dernières.

Tout le nu.

Claude Sarrailh, d'après une idée de  
Claude Carrière, avec Fabrice Luchini.

Musée Calvet, 84 Avignon. 19 heures. Le  
50 F. Tr. : 90-14-14-14. Durée : 1 heure.  
50 F. Dernières.

Castellet en Jardins

Le Théâtre de la mise en scène de l'auteur,  
avec Jacques Boudry, Isabelle  
Roubaud, Jean Scavias, Jean-Pierre Skala-  
ka, Emille Valentin et deux musiciens.

Jardins des Doms, 84 Avignon. 11 heures,  
du 27 au 30 et 31. 90-14-14-14. Durée :  
1 h 20, 30.

Musée Condé

Le Théâtre de la mise en scène  
de Thomas Bernhard, mis en scène de  
Denis Marleau, avec Henri Chassat, Pierre  
Collet, Gabriel Gascon, Pierre Labeau,  
Alexis Martin et Marie Michaud.

Coor du lycée Saint-Joseph, 62, rue des  
Lices, 84 Avignon. 22 heures, du 27 au  
30 et 31. 90-14-14-14. Durée : 1 h 30  
et 130 F.

La Cour des comédiens

de Georges Lavaudant, mis en scène de  
l'auteur, avec Anne Avaro, Gilles Aubourg,  
Pierre Ardant, Philippe Avron, Maurice  
Barthe, Charles Berling, Roland Berlin,  
Jean-Claude Bouillon, Jérôme Desrues, Gérard De-  
séart, Françoise Fabrique, Christine Fer-  
rand, Sami Frey, Ariel Garcia-Waldia, De-  
nazine Gence, Hubert Gignoux, Judith  
Magre et Marcel Maréchal.

Coor d'honneur du Palais des Papes.  
84 Avignon. 22 heures, le 28. Tr. : 90-14-  
14-14-14. Durée : 1 h 30 et 130 F.

Le Grain et la balle, six œuvres brèves :

La Dernière Barbe

d'après Samuel Beckett, mise en scène  
de Stuart Seidel et Mario González, avec  
Georges Sigot, Gérard Hury, Alain Ri-

[illegible]

à 8h 30. Tél. : 41-88-64-64. De 9 heures à 18 h 30. Jusqu'à 26 octobre. 10 €  
ANTRES

1946, l'art de la reconstruction  
Musée d'Art Moderne, château d'Artigny, place  
Maréchal, 68 Antibes. Tél. : 52-50-54-10  
De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à  
18 heures. Fermé, lundi. Jusqu'à  
30 septembre. 20 €

BEAUMONT-DU-LAC  
Michèle Peyssonie, Marie Sester  
Stephane Schuchman  
Centre d'art contemporain de Vassivière,  
lieu de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac.  
Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à  
19 heures. Jusqu'à 22 septembre. 15 €

BEAUX-ARTS  
La Grèce en révolte, Deloixpex et les  
peintres français, 1875-1948  
Galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-  
Rouyal, 33 Bordeaux. Tél. : 56-10-16-93  
De 10 heures à 19 heures. Mercredi à  
18 heures ; nocturnes : mercredi 4 et  
21 heures à 23 heures. Fermé mardi. Jus-  
qu'à 8 septembre. 20 €

Annette Messager  
CAP-Musée d'Art contemporain-Etrea-  
ville, 33 Etretat. Tél. : 56-46-15-35  
De 10 heures à 19 heures ; mercredi  
jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jus-  
qu'à 29 septembre. 30 €

CHATEAUX-ROUX  
Jean Clarebout : le poils soutient le  
Couvert des Cordeliers, rue Alain-Fournier,  
36 Châteauroux. Tél. : 54-08-33-00.  
De 14 heures à 18 heures ; samedi et di-  
manche jusqu'à 19 heures. Epave et à  
l'époque : la Méditerranée ; 47, rue de  
la République. Fermé, lundi. Jusqu'à 1<sup>er</sup>  
septembre.

ETHYMOUTIES  
Boutiques : sculptures du Bénin, Afrique  
Espace Paul-Henryrout, route de Nedde,  
10 Eymouthiers. Tél. : 33-56-53-16-56  
De 10 heures à 19 heures. 30 €

venbre. 20 F.  
**FRÉJUS**  
 Hans Hartung  
*Le Capitou Centre d'art contemporain*, zone industrielle du Capitou, 86 Fréjus. 14-40-44-76-30. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 septembre.

**GRENOBLE**  
 Hommage à Aurélien Nemours  
 Musée de Grenoble, 5, place de Lavalette, 38 Grenoble. Tél. : 76-63-44-44. De 14 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 août 25 F.

**LESCURE-D'ALBIGES**  
 Chapelle : Emmanuel Sautier  
 Chapelle Saint-Michel, route de Saint-Michel, 81 Lescure-d'Albiges. Tél. : 63-69-14-14. De 14 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. 10 F.

**MARSEILLE**  
 Amam et Centre d'art  
 Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13 Marseille. Tél. : 97-56-29-38. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 octobre. 20 F.

**MEYMAC**  
 Guy Carou et Guy Carou  
 Guy Carou/Garoucia et Bonifati  
 Abbaye Saint-Amand, Centre d'art contemporain, 19 Meymac. Tél. : 59-95-30-30. De 14 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 octobre.

**MULHOUSE**  
 Vladimir Skoda  
 Musée des Beaux-Arts, villa Steinbach, 4, place Guillaume-Tell, 68 Mulhouse. Tél. : 65-45-43-19. De 10 heures à 18 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 septembre. 20 F.

**NANTES**  
 Henry Moore : l'expression première  
 Musée des Beaux-Arts, patio, 10 rue

**BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, 44 Reims.** TEL : 31-40-65-65. De 10 heures à 18 heures. Vendredi 42 heures; dimanche 12 heures à 18 heures. Fermé mardi, jusqu'au 2 septembre.

**CHIMES**

**Séraphin Richter**  
Carré d'art-Musée d'Art contemporain  
de la Maison-Carrée, 33 Nîmes.  
TEL : 31-35-70. De 10 heures  
à 18 heures. Fermé lundi, jusqu'au 15 sep-  
tembre.

**MONT-AVEN**

**Emile Schwenkendorf, 1851-1894**  
Musée municipal, place de l'Hôtel-de-  
ville, 29 Pont-Aven. TEL : 98-06-14-43. De  
10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 sep-  
tembre. 25 F.

**QUIMPER**

**Jean Van Cille** : les rues de l'art, 1976-1996  
Le Quercis, centre d'art contemporain,  
c/o 137<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie, 29  
Quimper. TEL : 95-25-57-77. De 10 heures  
à 18 heures; dimanche de 14 heures à  
18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> sep-  
tembre.

**ROCHEFORT-SUR-MER**

**Charles d'Art et d'Histoire, 63, avenue  
Charles-de-Gaulle, 17 Rochefort-sur-Mer.**  
TEL : 46-99-83-99. De 13 heures à  
18 heures. Egalement à la Maison de  
la Mer, Lodi et à la Corderie royale. Jus-  
qu'au 2 septembre. 10 F.

**TOUEN**

**André Laffont**, dessins de la collection Paul  
Léandre  
des des Beaux-Arts, square Verdrel,  
Rouen. TEL : 35-71-28-40. De 10 heures

18 heures. Vérité commentées samedi  
15 heures. Fête mardi. Jusqu'au 14 oc-  
tobre. 35 F.

**ART-PAS-DE-VEANCE**  
Bernard Richier  
Fondation Richier, 06 Saint-Paul-de-  
Vence. Tél. : 93-45-07-63. De 10 heures à  
16 heures. Jusqu'au 25 août.

**GEAN**  
Robert Morris  
Centre d'Art contemporain, hameau du  
Cros, 11 Gienne. Tél. : 68-48-83-62. De 10  
heures à 19 heures. Jusqu'au 29 sep-  
tembre.

**UNLAY**  
Carnegie à Denise Colombi, de Mont-  
marnasse à Saint-Germain-des-Près.  
Musée d'Art contemporain, bâtiment 29  
Unlay. Tél. : 86-75-76-33. De 11 heures à

[illegible]







## Vérités

par Pierre Georges

ROGER CHARLES est journaliste aux États-Unis. Il vient d'être licencié par son employeur. Pour avoir dit la vérité. Joe Klein est journaliste aux États-Unis. Il vient d'être suspendu par ses employeurs. Pour avoir caché la vérité.

Le «journalisme correct» en impose, ces temps-ci. Prenons Roger Charles. Il n'était pas ce que l'on pourrait appeler une star des médias. Au contraire. Ce bon professionnel travaillait dans un service de presse spécialisée dans les affaires de défense et de sécurité, le National Security News Service. Autant dire que, hors le cercle des initiés, Roger Charles était à peu près inconnu. Et appelé à le rester.

Il le serait d'ailleurs resté s'il n'avait, au cours de ses investigations, levé un de ces livres dont la presse américaine raffole. A condition, évidemment, que l'affaire ne vienne pas au tragique. Or, là, ce fut le cas. Scribe minutieux des carrières militaires, Roger Charles avait découvert que l'amiral Jeremy Boorda, chef d'état-major de la marine américaine, avait porté une médaille militaire, l'insigne de la «valeur au combat», que ses mérites n'autorisaient pas. Il fit part de sa découverte. Et l'hebdomadaire Newsweek décida d'affecter deux enquêteurs à la ténébreuse affaire de la médaille usurpée.

Le 17 mai, l'amiral Boorda se suicida, d'une balle en plein cœur, quelques minutes avant la venue des deux journalistes du magazine. L'affaire de la médaille fantôme était devenue tragédie. Et tragédie d'Etat, avec déclaration de Bill Clinton sur «le sens profond de l'honneur d'un homme» que personne ne doit remettre en question.

Deux mois après, les responsables du National Security

News Service viennent d'annoncer le licenciement de Roger Charles. Ils ont expliqué que, depuis l'affaire, leur agence de presse, à but non lucratif et vivant de dons, avait vu ses ressources s'effondrer. Les donateurs n'entendaient plus soutenir ce journalisme par lequel le malheur arrive.

Le cas de Joe Klein est bien différent. Ce chroniqueur talentueux et connu de Newsweek, entre autres, a écrit sous le plus anonyme des pseudonymes, «Anonymous», le best-seller politique de l'année, *Primary Colors*, roman à clés sur les turpitudes présumées de la famille Clinton. Le livre a fait un tabac, et la fortune en millions de dollars de M. Anonymous et de son éditeur Random House.

Comme il était tentant, le Tout-Washington médiatique a joué, et fort sérieusement, au grand jeu de pistes Anonymous. Etudes, recoupements, expertises graphologiques sur un bout de manuscrit, le masque devait tomber. Le *Washington Post* et le magazine *New York* arrivèrent à la même conclusion: Anonymous était, et de son éditeur Random House.

Lui démentit, mentit, la tête sur ce billot de presse. A tous, confrères mais aussi collègues de Newsweek, il affirma n'être en rien et pour rien dans l'affaire. Puis il avoua. Malheureux! La presse américaine s'était enfin trouvée son plus grand «menteur».

La honte du métier, le saboteur de la crédibilité commune, le traître à la profession! Bref, il fut privé d'écriture *sine die*. Et, peine complémentaire, son patron, M. Richard Smith, l'a condamné à effectuer la tournée des bureaux pour exhiber son visage de faux frère, expliquer son cas pendable et implorer sa grâce!

## L'Etat nationalise le Crédit foncier faute d'avoir trouvé un repreneur

La Caisse des dépôts va servir de relais en lançant une OPA

LE MINISTRE des finances Jean Arthuis a annoncé vendredi 26 juin en fin de matinée que l'Etat allait prendre en charge le Crédit foncier, institution qui a perdu près de 11 milliards de francs en 1995. Le ministre a indiqué que les recherches d'un repreneur, menées depuis le mois d'avril ont été infructueuses. Différents partenaires ont été approchés, le dernier en lice étant un investisseur américain. Ce dernier dont on attendait une réponse jeudi dans la soirée, a finalement renoncé.

«En l'absence d'actionnaire de référence», a indiqué le ministre des finances, l'Etat a décidé d'intervenir «dans le respect de l'intérêt des finances publiques, des personnels du Crédit foncier de France, des détenteurs d'actions et d'obligations de celui-ci et de la place de Paris».

Une offre publique d'achat (OPA) sur les actions du Crédit foncier sera lancée dans les prochaines semaines

par la Caisse des Dépôts et consignations (CDC) à 70 francs l'action, le prix était de 30 francs le 24 juillet. Le CDC se réserve le droit de ne pas donner suite à l'opération si elle ne parvient pas à détenir à l'issue de l'OPA au moins les deux tiers du capital et des droits de vote de l'institution. Le ministre précise que la CDC n'intervient que «à la demande et pour le compte de l'Etat». En effet, un nouvel établissement public dénommé, la Caisse nationale du Crédit foncier, sera créé, une fois obtenu le vote nécessaire du Parlement.

Cet établissement reprendra ensuite immédiatement l'ensemble des actions du Crédit foncier acquises à l'occasion de l'OPA. Le fonds de commerce du Crédit foncier, lui, sera cédé «à des conditions raisonnables», d'ores et déjà, le Crédit immobilier de France a fait part à l'Etat de son intérêt pour une reprise d'une partie de l'encours des PAP (prêts à l'accession à la propriété)

possédé par le CFF. L'encours total serait d'environ 213 milliards de francs. Il s'agit ici de ne pas dégrader les aides de l'Etat au logement social.

L'Etat veillera, ajoute le ministre, à garantir la sécurité de la dette obligataire du CFF et le recouvrement de l'ensemble de ses créances.

Cette opération se traduira par «un effort important de restructuration de l'entreprise». Le gouvernement affirme être «particulièrement attentif à la situation des personnels et prendra toute disposition pour éviter, dans la mesure du possible, le recours à des mesures de licenciement».

De son côté, la Caisse des dépôts, souligne qu'elle ne fait, dans l'opération qu'un «relais de financement» de l'Etat. Elle intervient à sa demande et n'engage aucunement une «action patrimoniale».

Babette Stern

## La boîte noire du Boeing de la TWA livre ses premiers secrets

WASHINGTON

de notre correspondant

Le capitaine Steven Snyder, commandant de bord du vol TWA 800, et son copilote, le capitaine Ralph Kevorkian, n'avaient apparemment détecté aucun problème mécanique, aucune anomalie ou menace, avant que le Boeing 747 n'explose brutalement, le 17 juillet, quelques minutes après son décollage de New York à destination de Paris. C'est ce qui ressort du premier décodage des bandes magnétiques du Cockpit Voice Recorder (CVR), l'une des deux boîtes noires qui enregistrent notamment les conversations de l'équipage) récupérées par des plongeurs, à l'aube du jeudi 25 juillet, au large des côtes de Long Island (Le Monde du 26 juillet).

Au cours d'une conférence de presse, Robert Francis, vice-président du Bureau américain de la sécurité des transports (NTSB), a brièvement déclaré: «L'enregistrement indique des préparatifs de routine au décollage» (de l'aéroport J. F. Kennedy). Environ onze minutes et demie après, l'enregistrement se termine abruptement. Les quatre canaux du CVR, à-t-il encore précisé, ont enregistré «un son bref, d'une fraction de seconde, juste avant la fin de la bande».

C'est, bien sûr, une analyse plus poussée des caractéristiques de ce son qui devrait permettre aux enquêteurs de mieux cerner les circonstances du drame qui a coûté la vie aux 230 passagers. Par un système de triangulation acoustique, il devrait notamment être possible de localiser, dans l'appareil, l'origine de l'explosion, et donc de concentrer les efforts de recherche et d'analyse sur certains détails. Les boîtes noires ont été récupérées en bon état, mis à part un choc sur le côté du Flight Data Recorder, qui enregistre les paramètres du vol. Si les bandes magnétiques sont saines, elles ne permettent cependant pas encore de fournir une explication immédiate sur les causes de l'accident.

Tout au plus peut-on noter que, lors d'accidents similaires provo-

qués par l'explosion d'une bombe, comme ce fut le cas, en 1988, pour l'avion de la Pan Am au-dessus de Lockerbie, un même son bref avait été enregistré par la boîte noire. Officiellement, les autorités américaines et les enquêteurs ne privilégient aucune explication, mais il est clair qu'ils penchent vers la thèse de l'attentat. Bill Clinton a profité de sa visite à New York, où il a longuement rencontré les familles des victimes, pour annoncer un renforcement sensible des mesures de sécurité dans les aéroports américains, ce qui répond de facto au souci de mieux combattre les menaces terroristes.

NOUVELLES MESURES DE SÉCURITÉ

Ces dispositions, qui s'appliqueront immédiatement, concernent tous les appareils, américains ou étrangers, opérant aussi bien sur les vols internationaux que domestiques, à l'arrivée comme au départ. Il est notamment prévu de renforcer les fouilles manuelles de tous les bagages, et le contrôle par détecteur à rayons X et autres. Le chef de la Maison Blanche a prévenu les Américains que ces mesures pourraient avoir pour effet d'accroître le coût du transport aérien, ainsi que ses «inconvenients», c'est-à-dire l'attente dans les aéroports.

Estimant que la sécurité était à ce prix, il a indiqué que le vice-président Al Gore présiderait une commission chargée de revoir et de renforcer les dispositifs de la sécurité aérienne. M. Clinton n'a pas directement évoqué les aspects financiers d'une telle politique, qui sont cependant importants. Les appareils de détection à rayons X en service dans les aéroports américains ont en effet été mis au point il y a près d'une vingtaine d'années, à l'époque où l'on craignait surtout que des terroristes armés ne détournent des avions de ligne. Ils sont nettement peu fiables pour détecter des explosifs à base de plastique, comme le Semtex. Des scanners nettement plus sophistiqués capables de repérer ce type d'explo-

sifs existent, comme le CTX-5000, fabriqué par la société Invision, mais leur coût unitaire est de 1 million de dollars, soit 5 millions de francs. Certains aéroports européens, ainsi que celui de Tel-Aviv, en ont été équipés. Trois seulement sont en service aux États-Unis: un à l'aéroport de San Francisco, les deux autres à Atlanta, à l'occasion des Jeux olympiques.

Le président Clinton s'est cependant efforcé de rassurer les Américains et les familles des victimes sur la volonté du gouvernement de tout mettre en œuvre pour retrouver les corps et déterminer les causes de la catastrophe. «S'il apparaissait qu'il s'agit d'un acte criminel, d'autres mesures de sécurité pourraient être nécessaires», a-t-il souligné. Le chef de la Maison Blanche a participé à une réunion de travail avec les responsables de l'enquête, avant de rentrer à New York, pendant plus de deux heures, les familles rassemblées dans un hôtel de l'aéroport J. F. Kennedy. M. Clinton, qui était accompagné de son épouse Hillary, et des ambassadeurs de France et d'Italie, a apparemment réussi à apaiser la colère qui s'était exprimée ces derniers jours, en raison de la lenteur des opérations de récupération et d'identification des corps des victimes.

«La communication n'a pas été bonne», a-t-il reconnu. «Il a tenu à rencontrer toutes les familles, individuellement ou par petits groupes, nous a précisé l'ambassadeur de France, François Bujon de l'Estang. Il a écouté tout le monde, avec des mots de réconfort ou de sympathie, serrant les mains, signant même des autographes à ceux qui le demandaient, faisant preuve d'énormément de patience et de gentillesse. Le climat était manifestement beaucoup plus serein, notamment parce que M. Clinton a dit clairement aux familles que la priorité était de retrouver les corps des victimes, et c'est ce que chacun voulait entendre. A la fin, le président a été applaudi.»

Laurent Zechini

## M. Clinton a réconforté les familles des victimes

GÉRANT de société originaire de Montpellier, Michel Olivier est venu à New York pour rapatrier la dépouille toujours non retrouvée de son frère cadet, Pascal Michel, vingt-huit ans, disparu avec 229 autres passagers dans le Boeing de la TWA. Comme ses compagnons de malheur, il a subi, depuis une semaine, les chocs et les contre-chocs d'informations contradictoires démenties aussi vite que lancées. Une épreuve rude pour les nerfs, que le président Clinton et son épouse Hillary, venus à la rencontre des familles, jeudi 25 juillet, dans une salle de l'hôtel Ramada Plaza, à l'aéroport de New York, semblent avoir réussi à apaiser. «Il s'est presque excusé», raconte Michel Olivier. Apparemment, le président américain a su toucher ses interlocuteurs qui, isolés dans un hôtel de l'aéroport Kennedy et ne comprenant souvent pas l'anglais, avaient jusqu'alors le sentiment que la tragédie se déroulait en dehors d'eux. «Nous serons désormais les premiers avertis», explique maintenant Michel Olivier. Le président

Clinton leur a expliqué qu'il est parfois difficile de battre de vitesse des médias qui disposent de puissants moyens et se livrent une féroce concurrence.

Plus question de critiquer le travail des plongeurs et des marins qui fouillent la zone de l'accident: «Un officier de la Navy nous a expliqué, en français, leur mission: il nous a montré les cartes sur lesquelles ils travaillent, les appareils de détection. Ils ne négligent pas leur peine et sont au moins aussi fatigués que nous. Je crois qu'il n'est pas possible de déployer plus de moyens. Ils font le maximum».

Michel Olivier et ses compagnons n'ont désormais plus qu'une seule crainte: qu'un plongeur se tue à cause de la pression que les familles des disparus font peser sur les autorités américaines. Déjà, l'un d'eux a été victime d'un accident de décompression. Et trois autres se sont blessés en fouillant les débris, à 40 mètres sous l'eau.

G. M.

## Ecoutez: des proches de M. Léotard pourraient saisir la justice

«L'AFFAIRE est close», avait déclaré, le 8 juillet, le directeur du cabinet de François Léotard à la présidence de l'UDF, Renaud Donnedieu de Vabres. La petite tempête provoquée par la révélation dans *Le Monde* d'écoutes téléphoniques effectuées par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) sur des proches de l'ancien ministre de la défense du gouvernement d'Edouard Balladur n'avait ainsi duré que quelques heures (Le Monde des 9 et 10 juillet). Il n'est pas certain, toutefois, que l'armistice promptement conclu entre le président de l'UDF et le cabinet d'Alain Juppé - qui avait autorisé ces «interceptions de sécurité» - soit définitif. Certains collaborateurs de M. Léotard envisagent en effet de porter l'affaire sur le terrain du contentieux administratif, voire sur le terrain judiciaire.

Le cabinet de Charles Millon, d'où était parti l'ordre de la mise sur écoute d'anciens membres du cabinet de son prédécesseur, avait confirmé le «branchement» de «deux fonctionnaires», sans livrer leur identité. Selon nos informations, au moins trois personnes ont été visées: le préfet François Lépine, ex-directeur du cabinet de M. Léotard rue Saint-Dominique; le préfet Patrice Molle, ex-chef de ce même cabinet; le colonel Louis-Pierre Dillais, qui y était en charge des «affaires réservées». Certaines sources continuent d'assurer que l'ancien ministre Jacques Douffignies, conseiller à la Cour des comptes et ancien président de la Société française d'exportation des systèmes d'armement (Sofresa), ainsi que Renaud Donnedieu de Vabres lui-même, ont eux aussi été écoutés. Ces derniers jours, certains d'entre eux ont consulté des avocats, afin d'envisager de possibles recours. L'hypothèse d'une telle contre-attaque ne semble pas avoir recueilli l'assentiment de M. Léotard, engagé dans un processus de réconciliation avec Jacques Chirac.

ÉPINEUSE CONTRADICTION

Insatisfaites des réponses données publiquement par le gouvernement, certaines des «cibles» de la DGSE pourraient, au terme d'un «recours gracieux», exiger une mise au point du ministère de la défense. Le 8 juillet, un communiqué de Matignon indiquait que les écoutes avaient été ordonnées pour des motifs «strictement liés à la sécurité nationale» et qu'elles avaient été interrompues une fois «devenues sans objet». Les intéressés pourraient demander une justification publique de l'«objet» de ces écoutes, soulevant du même coup une épineuse contradiction entre la règle administrative et le «secret-défense», qui couvre les activités du Groupement interministériel de contrôle (GIC), chargé des écoutes administratives. L'éventualité d'une plainte contre X... avec constitution de partie civile pour «atteinte à l'intimité de la vie privée» ne semble pas non plus écartée. Entraînant la désignation automatique d'un juge d'instruction, elle serait de nature à déclencher, après l'enquête sur l'ancienne cellule antiterroriste de l'Élysée, une nouvelle affaire d'écoutes, considérée comme «potentiellement explosive» par une source proche du gouvernement. Relevés par les experts du renseignement, plusieurs indices confortent déjà le caractère «hors normes» des surveillances des proches de M. Léotard. Outre qu'il s'agissait d'une «procédure directe» - un ordre venu d'en haut, et non une suggestion des «affaires réservées», le bureau des écoutes était dirigé par un officier compétent dans ce type d'affaires, a été tenu à l'écart. Et c'est le général Champiaux, directeur des opérations de la DGSE, qui venait retirer en personne les transcriptions d'écoutes au siège du GIC, dans les sous-sols des Invalides.

Hervé Gattegno

## Des enfants pourraient être adoptés à Rio par le biais d'Internet

RIO. A partir du mois prochain, il sera possible aux utilisateurs du réseau informatique Internet de choisir sur écran un enfant à adopter, a déclaré au cours d'une conférence de presse le président du tribunal de Rio de Janeiro, José Gama Malcher. Un programme informatique en quatre langues (portugais, français, anglais et espagnol) a été préparé pour cela. Les fiches d'identification des 48 premiers enfants comprennent les mêmes critères de description. Une photo en couleur illustre par exemple la fiche du petit Ricardo V. où l'on peut lire que l'enfant, né à Salvador de Bahia le 22/11/90, est noir, avec des cheveux noirs et des yeux marrons, et qu'à 5 ans, il n'est pas alphabétisé.

«L'informatique devrait permettre de rester plus facilement en contact avec les enfants adoptés, et de limiter le trafic international ou celui d'organes», a estimé le président du tribunal.

Il y a actuellement 4 800 enfants dans les 350 orphelinats de Rio, en attente d'adoption. Chaque année 600 adoptions sont entérinées par le tribunal, 30 étant effectuées par des étrangers. (AFP).

## La chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes met en cause M. Noir

LA CHAMBRE régionale des comptes Rhône-Alpes critique, dans un pré-rapport rédigé par l'AFR les conditions de réalisation du boulevard périphérique nord de Lyon, confiée aux groupes Bouygues et Dumez, en 1990, après l'élection de Michel Noir à la mairie. La construction de cet ouvrage était évaluée à l'origine à 3,8 milliards de francs. Elle en coûte, aujourd'hui, six, dont la moitié à la charge des collectivités locales, alors qu'au départ elle devait être financée à 70 % par le secteur privé. La Chambre constate que les réunions qui ont abouti au choix du groupement conduit par Bouygues «se sont déroulées dans une stricte confidentialité et n'ont fait l'objet d'aucun procès-verbal». De même, les lettres invitant les groupes Bouygues et Dumez à se rapprocher ont été décidées «en dehors de l'aval des assemblées délibérantes». Ce rapport provisoire, daté du 5 juillet, a été adressé aux dirigeants des collectivités locales concernées qui ont deux mois pour faire connaître leur réponse.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Cours relevés le vendredi 26 juillet, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
TOKYO NIKKEI	+6,32	Paris CAC 40	1974,67 +1,05 +5,49
Hong Kong Hang Seng	+7,08	Londres FT 100	3672,70 +0,11 +0,44
		Zürich	1652,25 -2,97 +8
		Milan MIB 30	1033 -1,15 +10,95
		Francfort Dax 30	2468,26 +0,84 +9,51
		Brown	+12,42
		Suisse SIB	1303,33 -2,74 +10,58
		Madrid Ibez 35	351,57 -1,21 +9,77
		Amsterdam CBS	351,80 -2,36 +9,42

Tirage du Monde daté vendredi 26 juillet 1996: 480 634 exemplaires

مكتبة المجلد